

VERTS LES ROIS DE LA JUNGLE

Forts de leurs 13,47% aux européennes, les écologistes ont déjà la tête à d'autres conquêtes, ambitionnant d'enterrer la gauche au passage. Un pari risqué. **PAGES 2-5**

Yannick Jadot en juin 2018. ROBERTO FRANKENBERG

Libération



JEUDI IDÉES ET ESSAIS

**La romancière
Astrid Lindgren,
Fifi impératrice** **PAGES 28-29**

BRYAN TARNOWSKI



**LOUISIANE
Les sacrifiés
de «Cancer
Alley»**

REPORTAGE, PAGES 6-9

**D-DAY
75 ans après,
hommages
et intérêts**

PAGES 16-18

Tout beau, tout vert ? Yannick Jadot, nouvel homme fort d'EE-LV depuis qu'il a réussi la performance de placer sa liste sur la troisième marche du podium lors du scrutin européen, pousse son avantage. Les feux sont au vert, il accélère. Normal. Son discours ? Il est à la conquête. Les écologistes ont vocation à prendre le pouvoir, claironne-t-il, les yeux déjà rivés sur 2020 (les municipales) et 2022 (la présidentielle). Le mandat que lui ont donné le 26 mai les électeurs, précise le député européen, n'est pas de regarder dans le rétroviseur et de négocier avec des formations de l'ancien monde en perte de vitesse, mais de surfer sur l'élan qui semble à l'œuvre au sein de la jeunesse française et européenne. «*Nous ferons nos devoirs*

EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Attention à l'arrogance

« quand vous ferez les vôtres », disent à la classe politique les lycéens et les étudiants qui défilent chaque vendredi. Mon devoir, répond Yannick Jadot, est de construire cette force politique qui répond à ce désir d'écologie. Quitte à claquer le beignet aux formations de gauche qui frappent à sa porte ? Sans doute se rappelle-t-il qu'il n'y a pas si longtemps, les dites

formations de gauche se moquaient de l'écologie comme de leur première chemise. Attention néanmoins à l'arrogance. Jadot aura à un moment besoin des néo-écologistes. 13 %, c'est bien. C'est un socle solide, pas encore une vague certaine de tout balayer sur son passage. L'histoire du parti écolo est suffisamment riche de succès aussitôt gâchés pour faire preuve de modestie. D'autant que la formation EE-LV reste embryonnaire. Et si des pans de la société semblent prendre conscience de l'urgence écologiste, le travail de conviction dans l'opinion n'est pas achevé. Le vrai écueil de la stratégie du Vert solitaire de Yannick Jadot : à trop snober la gauche, il lui sera difficile de se poser en rassembleur, une nécessité pour gagner. ♦

ÉCOLOGISTES Le mauvais génie de l'hégémonie ?

Auréolés de leur succès aux élections européennes, Yannick Jadot et les Verts affirment haut et fort leur indépendance et leur refus de tout accord d'appareil avec des formations de gauche reléguées loin derrière.



A Bruxelles, le 29 mai, les têtes de la liste Europe Ecologie-les Verts.

Par
RACHID LAÏRECHE

Les écologistes ne touchent plus terre. Perchés sur leur petit nuage, ils guettent le monde politique qui s'agite autour d'eux, la foule leur faire des grands signes de la main. Mais les Verts regardent ailleurs. Après leur joli score aux européennes (13,4 %), ils rêvent de conquérir le pays tous seuls, comme des grands. Persuadés que l'écologie devient la seule force capable de rivaliser face aux libéraux et aux nationalistes et que la gauche ne se conjugue plus au futur. Dans un entretien au *Monde*, le chef de file, Yannick Jadot, explique : «*Le mandat que nous avons reçu avec cette élection, c'est de sauver l'avenir, pas le passé, sauver le climat et pas les vieux appareils. Je ne participerai pas à un rafistolage du paysage politique du XX^e siècle.*» Afin de réussir leur pari, les Verts ouvriront, dans les mois à venir, les portes de leur parti, à commencer par des «*états généraux de l'écologie politique*» fin août à Toulouse. Ils espèrent attirer la jeunesse qui défile dans la rue et les militants associatifs écologistes afin de faire

fructifier leur magot de trois millions de voix du 26 mai.

Des mots et une stratégie qui ont fait sursauter la gauche. Après des mois passés à l'ombre de La France insoumise – qui s'est plantée dans les urnes –, de nombreuses formations, à l'image du Parti socialiste et du mouvement Génération-s, se frottaient les mains, toutes heureuses de la nouvelle configuration politique. Aujourd'hui, elles s'inquiètent, craignent de ne pas pouvoir discuter d'un futur commun avec les écologistes... alors qu'elles se disent toutes prêtes à placer l'écologie au cœur de leur programme. Ironie de l'histoire, mercredi après-midi, Jean-Luc Mélenchon a tapoté sur les réseaux sociaux : «*Triste sectarisme de Jadot qui prétend décider qui est écolo et qui ne l'est pas. Une pensée vert-de-gris.*» En quelques semaines, les Verts ont changé de statut : ils passent de gentils à méchants. Tout va très vite en politique.

GOURMANDISE

Dimanche 26 mai : les scores aux européennes tombent et la liste menée par Jadot s'invite sur la troisième marche du podium. Un petit séisme. Le nouvel homme fort vert



Yannick Jadot et Michèle Rivasi (à droite). PHOTO DENIS ALLARD

en profite pour présenter son amoureuse, la journaliste Isabelle Saporta. Le couple marche sous l'œil de *Paris Match*. La mise en scène n'a pas fait marrer tous les dirigeants d'Europe Écologie-les Verts (EE-LV). Qu'importe. L'histoire est belle, et pas anodine : le député européen prend en main son récit politique afin d'entretenir la flamme. La présidentielle est (déjà) dans les têtes. Jadot se verrait bien succéder à Macron. Pour le moment, c'est un secret, il ne faut pas le dire trop fort, mais «avoir un président écologiste, ce n'est plus un rêve», s'enthousiasme la nouvelle eurodéputée Marie Toussaint. Sauf que la route est encore très longue et semée d'échéances électorales. Les grands du jour peuvent se retrouver petits demain. Et vice-versa.

Sûrs de leur coup, les écologistes laissent dire en guettant les municipales de 2020 avec gourmandise. Yannick Jadot ne cache pas que son parti désire conquérir des grandes villes, notamment sur les terres de gauche, comme Paris, Rennes ou Nantes. Une déclaration de guerre. Une tête pensante détaille la stratégie : «Chez nous, il n'y a pas de consignes nationales, chaque candidat

est libre de discuter et de faire des alliances localement. Il y a une seule consigne : le contrat doit se faire autour de notre programme.» Une stratégie qui ressemble à celle de La France insoumise : la porte est ouverte à tous ceux qui sont d'accord avec nous. Le patron du parti, David Cormand, précise à chaque fois qu'un micro s'allume qu'il ne faut pas confondre «leadership et hégémonie». D'ailleurs, contrairement à Yannick Jadot, le secrétaire national de EE-LV ne ferme pas totalement la porte à la «vieille gauche». Cormand veut faire les choses dans l'ordre : créer une grande force écologiste puis construire «un arc à vocation majoritaire» avec tous ceux qui se sentent «proches» de leurs idées. «Vous imaginez si on dit

LIBÉ.FR

Convergeons ! Au lendemain des élections européennes, un collectif de personnalités politiques, culturelles, associatives et syndicales appelle à en finir avec la désunion des forces de gauche et écologistes.

à la nouvelle génération que nous souhaitons écrire une grande histoire écolo avec le PS et le PCF : ça ne marcherait pas. C'est triste pour eux, mais aujourd'hui ils ont un effet repoussoir», analyse un proche de la direction écologiste qui ne souhaite pas «forcer les choses». Peut-être.

SOLO ÉCOLO

Mais certains s'impatientent. Dans une tribune sur *Libération.fr*, plusieurs personnalités de gauche comme Guillaume Balas (Génération-s), Marie Desplechin (écrivaine), Robert Guédiguian (réalisateur) ou Noël Mamère interpellent les Verts : «La préparation des municipales peut être l'occasion d'inverser le cours des choses. Il faudra rassembler dès le premier tour le camp écologiste et social.» Les plus vexés de la stratégie solo écolo replongent dans le passé. Ils rappellent le score de Daniel Cohn-Bendit aux européennes de 2009 (16,28%) et la dégringolade d'EE-LV dans la foulée. Une élection ne fait pas le printemps. Les concernés, eux, jurent que les choses ont changé, que demain la France sera toute verte et que Yannick Jadot aura une couronne sur la tête. ➤

En Allemagne, la gauche enterrée par les Grünen

Avec leur deuxième place au scrutin européen devant les sociaux-démocrates, les Verts confirment leur poids croissant outre-Rhin. Parti pivot dans de nombreux Länder, ils entendent aussi supplanter la gauche sur le terrain des idées.

«**L**es Verts sont-ils le nouveau SPD?» se demandait la semaine dernière le *Spiegel*. Le titre du plus grand hebdomadaire allemand a de quoi faire frissonner, tant le Parti social-démocrate se ratatine dans les urnes. Mais cette question montre à quel point les lignes politiques ont bougé en Allemagne, surtout depuis les européennes. Le SPD est en ruines après y avoir récolté 15,8% des voix. Sa cheffe, Andrea Nahles, a démissionné dimanche. L'avenir de la grande coalition est compromis. De tout cela, les Verts tirent avantage –revendiquant 20,5% aux européennes et une constante progression électorale. Cet effet peut-il durer? Oui, selon le politologue Lothar Probst, professeur à l'université de Brême : «Les Verts devraient rester le deuxième parti le plus puissant, même si le soutien des électeurs diminuait légèrement. A cet égard, il est amené à remplacer le SPD, notamment parce qu'il combine intelligemment questions écologiques et questions sociales.»

Coalition jamaïcaine

Les Verts apparaissent désormais comme la nouvelle force progressiste en Allemagne –peut-être même la seule à pouvoir tenir tête à l'autre parti qui monte, l'Alternative pour l'Alle-

magne (AfD). «Ce sont nos principaux adversaires», expliquait la tête de liste du parti d'extrême droite pour les européennes, Jörg Meuthen, au lendemain du scrutin.

Aujourd'hui, si les Grünen ne sont pas au gouvernement, ils pourraient l'être en cas de nouvelles élections fédérales, dans le cadre d'une coalition «noir-verte» avec la CDU par exemple. C'est déjà le cas à l'échelle locale, en Hesse depuis octobre 2018, et dans le Bade-Wurtemberg depuis 2016. Sans compter qu'ils savent travailler avec tout le monde : si dans le Schleswig-Holstein ils font partie d'une coalition les alliant à la CDU et les libéraux du FDP (dite «jamaïcaine» car rappelant les couleurs du drapeau de l'île caribéenne), à Berlin comme en Thuringe la coalition est rose-rouge-verte (SPD-Die Linke-Verts). Dernière combinaison, en Rhénanie-Palatinat : rouge-jaune-verte, c'est-à-dire avec le SPD et les libéraux. Et puisqu'ils sont prêts, ils répondent présents sur tous les sujets. Santé, économie, éducation... la priorité étant évidemment l'écologie. Le gouvernement doit bientôt mettre en place une loi climat. Le SPD veut l'instauration d'une taxe carbone. Or, la CDU s'y oppose.

Le tabou de la dette

De leur côté, les Verts font pression localement. En Hesse, par exemple : début mai, le gouvernement de ce Land a fait savoir qu'il envisageait le recours à une taxe carbone. Ils sont dans une telle forme qu'ils s'attaquent même à un tabou en Allemagne : le fameux «frein à la dette». Cette politique budgétaire dite du «*schwarze Null*» constitue pour beaucoup d'économistes un frein à l'investissement. Sauf que jusqu'ici, peu de politiques osaient s'attaquer à ce totem. C'est chose faite depuis la semaine dernière avec un texte de deux députés, Danyal Bayaz et Anja Hajduk. «Certes, ce n'est pas une décision du parti ou une déclaration de ses dirigeants. Mais cela montre que le sujet est enfin débattu», commente Lothar Probst. Voilà encore un sujet que le SPD a laissé de côté. D'autant que le ministre des Finances social-démocrate, Olaf Scholz, applique la même politique rigoureuse que son prédécesseur conservateur Wolfgang Schäuble.

JOHANNA LUYSEN
Correspondante à Berlin

«Les Verts sont amenés à remplacer le SPD, notamment parce qu'ils combinent questions écologiques et sociales.»

Lothar Probst politologue

Stéphane Pocrain, maître à penser au destin cabossé

Figure médiatique en vue dans sa jeunesse, le théoricien de l'indépendance des Verts n'a cessé depuis lors de conseiller dans l'ombre les leaders écologistes. Le succès de Jadot vient renforcer son influence.

Ces dernières années, on a souvent croisé le chemin de Stéphane Pocrain. A chaque fois, une certaine routine, voire une chorégraphie, s'installe : autour d'un verre d'orange pressée, l'écologiste raconte des histoires. Pas les siennes, celles des autres. Le quadragénaire tente de mettre en musique certains destins politiques. Dans le jargon, on appelle ça un *spin doctor*. Stéphane Pocrain a collaboré, plus ou moins longuement, avec Eva Joly, Noël Mamère et Cécile Duflot. Récemment, il a participé au succès de la liste EE-LV aux européennes. Proche des gratte-papiers et loin des flashes. L'idée d'un portrait, afin de retracer son parcours, remonte à quelques mois. Des refus à chaque fois. Vendredi 24 mai : la campagne touche à sa fin, les sondages frémissent et Pocrain, qui fait partie des théoriciens de l'écologie indépendante, envoie un SMS en pleine nuit : «*Je crois que je suis partant pour le papier sur moi.*» On le retrouve quelques jours après le succès dans les urnes chez Mon Coco, un café place de la République, à Paris.

Casquette vissée sur la tête, il pose son gros sac à dos près de lui, commande une orange pressée et raconte son histoire à lui. L'homme de l'ombre a connu la lumière bien avant ceux qu'il conseille aujourd'hui. Plus jeune, il parlait sans se cacher : figure du mouvement lycéen au début des années 90, président de SOS Racisme, porte-parole des écologistes, chroniqueur chez Ruquier... une ascension à grande vitesse. Le banlieusard devient hype à Paris et son ego est à la hauteur des plus ambitieux. En 2007, il se lance dans la course présidentielle avant de se retirer au profit de Ségolène Royal : «*Je n'ai pas réussi à me frayer un chemin dans cette campagne extrêmement dure*», a-t-il dit en déposant les armes.

Vieux monde. Au sein des écologistes, le conseiller politique a toujours eu des rapports compliqués. La faute à ses débuts. On imagine un jeune Noir de l'Essonne, 25 ans à peine et sûr de ses forces, qui se pointe dans le vieux monde qui n'aime pas être bousculé. Il est directement dans le viseur de nombreuses figures vertes. Le jeune Po-



Stéphane Pocrain, mardi à Paris : «*Je ne me suis jamais fait d'illusion sur le monde politique.*»

crain clive. Mais après l'ascension, la chute est brutale. Janvier 2008, il est condamné à deux mois de prison avec sursis pour «*violences conjugales*». Onze ans après cet épisode, on pose le sujet sur la table. Pas facile de faire parler le bavard de sa condamnation. Il dit seulement : «*Mon silence n'est pas aveu, j'ai préféré protéger mes enfants en n'ajoutant pas le bruit à la fureur.*»

Le fil est rompu, pendant quatre ans : «*Je ne me suis jamais fait d'illusion sur le monde politique, heureusement pour moi, ma famille était présente, mes vrais amis aussi.*» Son téléphone sonne à nou-

«L'intelligence ne fait pas tout. C'est une bonne chose pour l'écologie qu'il ne soit plus sur le devant de la scène.»

Un dirigeant écologiste peu amène au sujet de Stéphane Pocrain

veau en 2012. Stéphane Pocrain conseille la candidate verte à l'Elysée, Eva Joly. «*Je pensais rencontrer une femme intransigente humainement, je suis tombé sur une femme d'une liberté d'esprit incroyable. Elle n'était pas faite pour conquérir le pouvoir mais pour l'exercer*», souffle-t-il aujourd'hui. Le *spin doctor* écrit aussi les discours : «*Il faut trouver le tempo, le bon rythme, c'est comme de la musique.*» Le début de sa nouvelle vie. Il fuit la lumière mais en politique, le passé dure longtemps. Ses ennemis d'hier rôdent toujours malgré les années qui défilent. «*L'intelligence*

ne fait pas tout. C'est une bonne chose pour l'écologie qu'il ne soit plus sur le devant de la scène», balance un dirigeant écologiste.

Stéphane Pocrain ne semble plus touché par les flèches. «*Je veux aider, être l'un des architectes de la force qui propulse l'écologie*», dit-il en se projetant. Comme tous les Verts, il mise sur la jeunesse pour renverser la table. On le revoit en février dans les rues de Paris, tout sourire, près de l'icône suédoise Greta Thunberg. Le mot «*transmission*» revient souvent dans la discussion. Le Guadeloupéen est sans cesse à la recherche de nouvelles têtes. Actuellement, il tente de faire émerger au plus haut niveau Marie Toussaint, toute nouvelle députée européenne et meneuse de la pétition, qui bat tous les records avec plus de 2 millions de signatures, l'Affaire du siècle, qui vise à poursuivre l'Etat en justice pour son inaction contre le réchauffement et ses conséquences.

«Transcendance». Stéphane Pocrain, qui termine souvent ses phrases par «*mec*», enchaîne les blagues, même sur des sujets très graves, et analyse chaque parole de son interlocuteur. Parfois, on a du mal à savoir ce qu'il pense. L'écologiste fait moins le malin au moment d'évoquer les siens. Sa fille. Les yeux rougis, au sujet de ses trois enfants, il dit : «*J'aimerais qu'ils soient engagés, qu'ils aient un rapport à la transcendance, qu'ils comprennent que des choses, comme la politique ou la religion par exemple, nous dépassent.*» Il fait vite le lien avec ses parents, une institutrice et un économiste investis dans l'associatif. La voix lente : «*Ce sont eux qui m'ont appris l'observation, le sens et l'amour des mots et surtout, à tenir bon sous la mitraille.*»

L'heure tourne. Stéphane Pocrain doit déjeuner avec Julien Bayou afin de lui remonter le moral – il vient de perdre l'investiture EE-LV pour les municipales l'an prochain à Paris – et parler du futur : le *spin doctor* verrait bien l'actuel porte-parole du parti propulsé à la tête d'un Europe Ecologie-les Verts nouvelle formule. On lui propose un petit jeu avant de filer : dire un mot des verts qu'il a côtoyés de près. Yannick Jadot ? «*Solide.*» Cécile Duflot ? «*Intuition politique.*» Eva Joly ? «*Courage.*» Noël Mamère ? «*Sens du moment et de la formule.*»

Pour l'actuel secrétaire national de EE-LV, David Cormand, «*Stéphane a une vision fine de l'écologie politique et il a de la mémoire, ça permet de faire comprendre à ceux qui pensent repartir de zéro à chaque campagne que nous sommes dans la continuité, que l'histoire écolo ne date pas d'hier.*» David Cormand raconte aussi qu'en octobre, alors que les élections européennes étaient encore très loin des préoccupations, Stéphane Pocrain a pondu une note à destination de l'état-major écologiste afin de proposer une stratégie et fixer un objectif : atteindre trois millions de voix.

RACHID LAÏRECHE
Photo BOBY

La gauche, une valeur tombée en décroissance

L'espoir de remplacer les alliés d'hier s'appuie sur des divergences idéologiques exacerbées par l'urgence climatique.

Pour les écolos, 13,47 %, c'est un chiffre qui veut dire beaucoup. Un score qui envoie 13 députés au Parlement européen mais surtout qui redessine le paysage politique. Maintes fois annoncé, le temps de l'écologie politique serait venu. Longtemps considérée comme un thème que chacun peut s'approprier, l'écologie s'affirmerait désormais comme une offre politique autonome. Pas une idée qui peut s'insérer partout, mais une idéologie qui tient toute seule. «L'écologie politique, c'est une globalité, une pensée qui articule une révolution de la société autour d'un certain nombre d'axes», affirmait déjà en 2007 l'écrivain écologiste Yves Frémion dans *Libération*. Et de se distinguer des «environnementalistes», des écologistes inachevés n'ayant pas intégré le combat social et citoyen qui accompagne la lutte pour l'environnement. Comme un Nicolas Hulot qui acceptait il y a deux ans de se fonder dans un gouvernement non écologiste. Mais n'être qu'une force d'appoint ou un supplément d'âme, c'était avant le 26 mai. Entre-temps, selon Europe Écologie-les Verts, l'urgence climatique est devenue aussi évidente que l'incapacité des partis au pouvoir à y répondre et le clivage gauche-droite obsolète.

Les Verts ont donc fait un pari : il y aurait désormais les nationalistes, les libéraux et eux, troisième force à leur gauche, qu'entend bien occuper EE-LV, en assumant une ligne écolo toute. Certains parleraient de sectarisme, les Verts préfèrent le terme de «clarification». «Le nouvel imaginaire émancipateur, c'est l'écologie politique», défend David Cormand. C'est la nouvelle métamorphose de ce qu'est la gauche. Le patron des Verts fait un cours d'histoire en accéléré : la gauche qu'on connaît, y compris les sociaux-démocrates, s'est construite à partir du logiciel marxiste, cette idée selon laquelle la lutte des classes passe par une lutte pour les moyens de production et la redistribution par la croissance. Idée qui serait disqualifiée aujourd'hui par la prise de conscience des limites de notre monde.

Armature. La gauche productiviste est morte, l'écologie politique danse sur ses cendres. Un nouveau paradigme qui promet la justice sociale en prenant en compte l'environnement puisque sa protection induit des limites à la production et la consommation. Ça sonne bien, mais pas sûr que la gauche de «l'ancien monde» l'entende ainsi. Les écologistes veulent être au centre du jeu ? «Jusqu'ici, ils n'ont jamais réussi à construire sur la base d'un score aux européennes», torpille Martine Billard, chargée de l'écologie au sein de La France insoumise. Le scrutin - proportionnel, à un tour, à l'échelle européenne - leur est favorable. «En 2009 aussi, on disait que les 16 % d'EE-LV allaient recomposer le paysage politique», nuance l'historien Chris-

tian Delporte, spécialiste de l'environnement. Qu'importe, les écologistes veulent y croire et n'entendent pas faire de leurs concurrents de gauche des alliés. Constituer la nouvelle armature de la gauche oui, mais pas s'épuiser à en rassembler les partis. Le problème, c'est que les écolos eux-mêmes ne sont pas tout à fait d'accord sur ces histoires de renouvellement de la gauche. David Cormand promet que l'écologie politique va la remplacer, mais d'autres croient au ni-ni. Dominique Bourg, philosophe et tête de liste d'Urgence Écologie, est de ceux-là. «L'écologie n'est ni de droite ni de gauche, c'est un nouveau paradigme, pas un nouveau paradigme de gauche, théorise-t-il. Les valeurs que nous avons en commun avec les gens de gauche, ce sont des questions de morale élémentaire. Il n'y a pas besoin d'être de gauche pour trouver Salvini horrible.» En réalité, le débat n'est pas tout à fait inédit. Si les Verts se construisent sur un terreau culturel de gauche, jusqu'au milieu des années 90, les alliances électorales se feront au cas par cas. C'est l'élection de Dominique Voynet à la tête du parti en 1993 qui constitue un tournant : désormais, l'écologie s'arrime à la gauche et intègre des gouvernements. Également sur la liste Urgence Écologie, Delphine Batho, venue du PS et ancienne ministre de l'Écologie sous François Hollande, a cru à l'alliance avant d'en revenir. «La notion de gauche est ambiguë. Ce logiciel est vraiment périmé, il ne répond pas aux enjeux du XXI^e siècle, prône la députée. Il faut faire une double rupture avec le libéralisme et avec le socialisme, deux projets conditionnés à la

croissance.» Le clivage, selon elle, oppose désormais «terriens» et «destructeurs». Ministre de l'Environnement dans le gouvernement Jospin, Yves Cochet partage cette analyse. «Même s'il y a des valeurs partagées avec la gauche, il ne faut pas utiliser des qualificatifs de l'ancien monde. Les écolos utilisent de nouveaux concepts qui analysent mieux le monde : la décroissance, le rationnement... C'est un système d'idées qui ne parle pas du tout à la gauche», explique l'ex-parlementaire. Avant d'avouer : «Bon, vous allez me dire, à Jadot non plus...»

«Refonte totale». Car la tête de liste pour les européennes semble en effet sur une ligne moins radicale qu'une partie de ses acolytes. Il occupait d'ailleurs le même espace politique, l'aile droite d'EE-LV, que François de Rugy et Barbara Pompili avant qu'ils ne rejoignent LREM. «Le problème, c'est que l'écologie politique, c'est une refonte totale de la société et qu'on ne voit pas à quoi elle pourrait ressembler, car ils ne sont pas tous d'accord», juge l'historien Christian Delporte. Yves Frémion, élu député européen en 1989, raconte que personne ne savait où placer les écolos dans les hémicycles : «A gauche ? A droite ? C'était des discussions interminables : les élus de gauche ne voulaient pas qu'on nous mette plus à gauche qu'eux dans les hémicycles. A droite, c'était nous qui ne voulions pas y aller. Au Parlement européen, ils ont fini par nous mettre au fond, et nous, on disait : "Pourquoi pas devant ?"» Devant tout seuls désormais ?

CHARLOTTE BELAICH

BMW X3 xLINE À 450 €/MOIS*,
ENTRETIEN** ET EXTENSION DE GARANTIE INCLUS.
PHOTO 100% CONTRACTUELLE.



Le plaisir
de conduire

JOURNÉES PORTES OUVERTES LES 14 ET 15 JUIN.



... ET DE NOMBREUX AUTRES ÉQUIPEMENTS INCLUS, À DÉCOUVRIR EN CONCESSION.

* Loyer du modèle présenté, BMW X3 sDrive18d xLine : 450 €/mois avec majoration du 1^{er} loyer de 4650 €. Offre réservée aux particuliers, valable pour toute commande d'une BMW X3 sDrive18d xLine jusqu'au 30/06/2019 dans les concessions BMW participantes. Exclusion faite des montants relatifs aux bonus ou malus écologiques susceptibles de s'appliquer. Sous réserve d'acceptation par BMW Financial Services - Département de BMW Finance - SNC au capital de 87 000 000 € - RCS Versailles B 343 606 448 TVA FR 65 343 606 448. Courtier en Assurances immatriculé à l'ORIAS n° 07 008 883 (www.orias.fr).

Consommations en cycle mixte : 5,2 l/100 km. CO₂ : 136 g/km selon la norme européenne NEDC corrigée.

** Hors pièces d'usure. *** Enquête réalisée par BearingPoint et Kantar en décembre 2018 auprès de clients/usagers d'entreprises/administrations, issus d'un échantillon de 4 000 personnes.

N°1 DE LA RELATION CLIENT DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE*** www.BMW.fr

LOUISIANE

Sur la route de «Cancer Alley»

REPORTAGE

Le couloir pétrochimique entre Baton Rouge et la Nouvelle-Orléans concentre les taux de cancer les plus élevés des Etats-Unis. «Libération» est allé à la rencontre de ces communautés, majoritairement afro-américaines, empoisonnées par leur environnement.

Par **AUDE MASSIOT**
Envoyée spéciale en Louisiane
Photos **BRYAN TARNOWSKI**

Les paisibles bords louisianais du Mississippi font rêver l'étranger naïf. Pourtant, ce cadre bucolique, la plupart des habitants rêve de le fuir. Car ils en meurent. Les 150 kilomètres qui relient Baton Rouge, capitale de l'Etat, à la Nouvelle-Orléans, sa plus grande ville, ont aussi su séduire l'industrie pétrochimique. Depuis les années 50, des dizaines d'usines ont essaimé, attirées par le débouché du fleuve sur le golfe du Mexique. Leur arrivée a valu le doux surnom de «Cancer Alley» («Allée du cancer») à ce couloir. L'air est souillé, la terre contaminée, l'eau du fleuve polluée. Pendant cinq jours, depuis le 30 mai, plusieurs dizaines d'habitants ont marché de la ville de Reserve à Baton Rouge pour exiger de leur gouverneur un environnement sain. D'après l'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA), les cinq districts aux plus hauts risques de cancer du pays se trouvent dans ces communautés pauvres majoritairement afro-américaines. Sur la dernière carte des risques toxiques établie par l'agence (voir ci-contre), une traînée violacée colore le pourtour du Mississippi entre les deux villes louisianaises, soit le ton le plus alarmant de l'échelle de risques. Comme une unique tache de pétrole au milieu des Etats-Unis. En quatre étapes, *Libération* a suivi ce couloir mortifère où, depuis soixante-dix ans, la ségrégation d'Etat a laissé place à une autre forme pernicieuse de racisme. Les descendants de familles d'esclaves noirs se retrouvent prisonniers de villes empoisonnées par la pollution pétrochimique, dans l'indifférence politique.

À RESERVE, LE CIMETIÈRE DANS LA RAFFINERIE

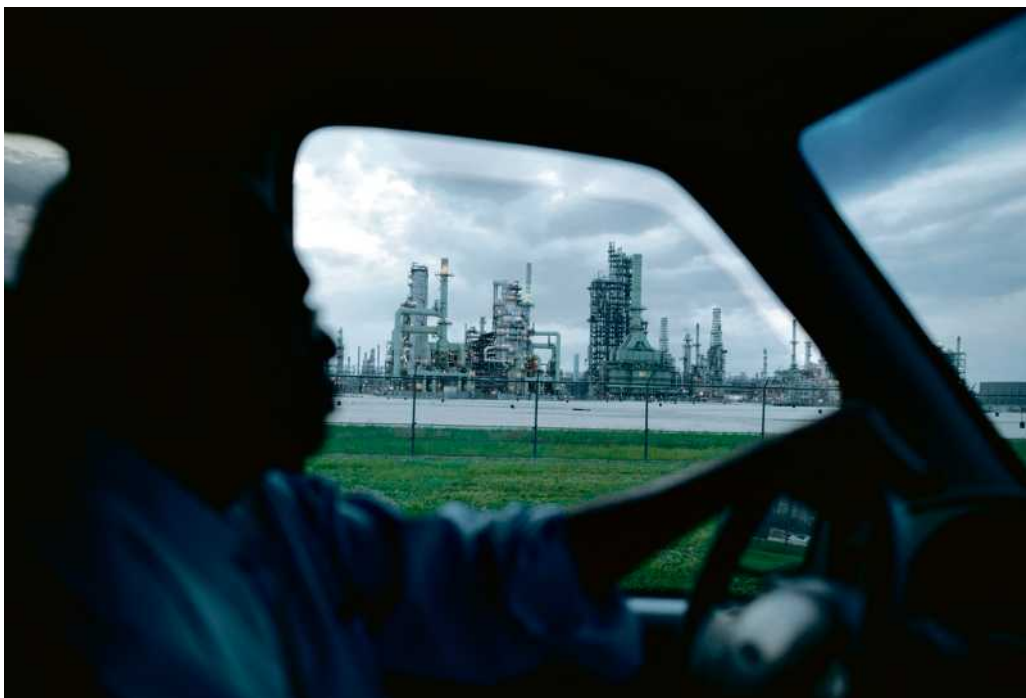
A 13 ans, Ray Born, cheveux blonds taillés en brosse, aime passer ses après-midi à s'envoler sur les mottes de terre, roulant à toute allure sur son quad. Son terrain de jeu : une petite parcelle coincée entre une raffinerie de pétrole Marathon et une usine de stockage de grains Cargill, dont s'échappe continue-

ment une brume poussiéreuse. Sur ces deux rues étroites et envahies d'herbes sauvages, seules trois maisons subsistent. L'une est celle de Ray. La voisine, celle de son oncle. La famille du garçon, une des dernières blanches du quartier, a décidé de rester malgré les risques de pollution pétrochimique. Au bout de l'allée, une voie ferrée industrielle barre la vue. «Regardez, derrière on aperçoit les tombes du cimetière local, lance le jeune homme joufflu. La raffinerie a été construite autour mais ils n'ont pas eu le droit de détruire les sépultures.» Robert Taylor, 78 ans et une large moustache grisonnante sur sa peau brune, est né et a grandi dans ces rues bien avant qu'elles ne soient devenues fantômes. «Ma mère, mon père et mes grands-parents sont enterrés là-bas, tous morts de cancers, dit-il avec son fort accent louisianais en désignant le cimetière. Pour me recueillir sur leur tombe, je dois me présenter à l'entrée de la raffinerie et me faire escorter par la sécurité de Marathon. C'est indécent.»

Ni Ray ni Robert ne sentent l'odeur métallique qui attaque les narines. «On est habitués, commente simplement l'adolescent. Je n'ai pas peur pour ma santé. Par contre, si la foudre tombe sur un de ces bâtiments, on explose.» Avec près de 10 000 habitants dont 60 % sont afro-américains, Reserve n'a pas toujours été cet eldorado de la pétrochimie. Ancienne terre d'esclavage, il en reste, le long des routes, quelques champs de canne à sucre qui dissimulent difficilement pipelines et conteneurs.

Au volant d'un vieux fourgon blanc, Robert Taylor tient à montrer sa grande obsession : l'usine locale de néoprène, un matériau utilisé dans les combinaisons de sports nautiques, activité dont les habitants de Reserve ne voient pas souvent la couleur. Très peu ont les moyens de s'offrir des vacances pour surfer sur les plages californiennes. Ils en connaissent, en revanche, très bien l'odeur. Acre, forte, qui s'accroche aux poumons. Le chloroprène, principal composant chimique du néoprène, a rendu célèbre ce patelin aux basses maisons de bois. On y trouve l'unique centre de production des Etats-Unis. Construite par le géant de la chimie DuPont, l'usine a été vendue en novembre 2015 à l'entreprise japonaise Denka. Un mois plus tard, l'EPA déclarait le chloroprène «cancérigène probable pour l'homme» et pointait Reserve comme la ville avec le plus haut risque de cancer du pays. Soixante-six fois supérieur à la moyenne nationale.

Devant l'usine aux tuyaux métalliques enchevêtrés, ouverte en 1969, une dizaine de vaches tachetées paissent comme si l'herbe n'était pas contaminée. «C'est ici qu'est produit le chloroprène», explique le retraité, fondateur du groupe des Citoyens préoccupés de la paroisse de Saint-John – en Louisiane, les paroisses sont l'équivalent administratif des comtés des autres Etats. «Il est produit à 500 mètres d'une école élémentaire.» Depuis le début de l'année, le capteur placé dans la cour de l'établissement a relevé des taux de chloroprène jusqu'à 32,4 microgrammes par mètre cube, soit 162 fois le niveau maximal considéré comme sûr par le gouvernement. A l'hôpital local, les concentrations ont atteint 19,7 microgrammes par mètre cube, soit 98,5 fois le niveau le plus élevé recommandé. Malgré cela, les habitants de Reserve n'ont pas tous fui la ville. Ce qui les retient ? Les prix de l'immobilier. La pollution pétrochimique de la dizaine d'usines installées dans la commune est tellement élevée qu'elle a fait chuter la valeur des habitations. Des allées de baraques en bois colorées ou en briques rouges, des jardins fleuris, des saules pleureurs auxquels des fils vert d'eau de mousse espagnole s'accrochent. Ce petit coin de paradis s'est refermé comme un piège sur ses habitants.



La proximité du golfe du Mexique a attiré les industries pétrochimiques, comme la raffinerie Marathon Oil.



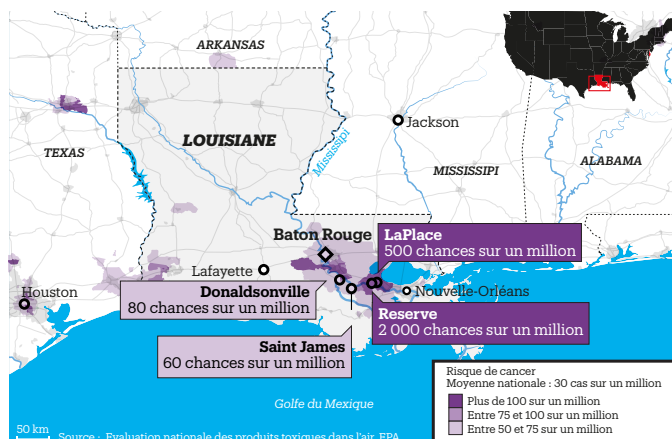
Robert Taylor se recueillant sur les tombes de ses proches. Le cimetière de l'église baptiste Zion Traveler se trouve au milieu de la raffinerie Marathon Oil, à Garyville.

Les entreprises responsables de la pollution refusent de racheter les maisons. Et quand elles le proposent, c'est à des prix dérisoires. «*Tout le monde me demande pourquoi je ne vends pas mon foyer, même à un prix modique, soupire Taylor. Mais il n'y a que des familles afro-américaines pauvres, comme la mienne, qui accepteraient de venir habiter ici. Ma conscience ne me laisserait pas vendre ma maison à des gens pour qu'ils se fassent empoisonner et que leurs enfants meurent.*» Pour les riverains, le dernier coup de massue est tombé le 22 août 2018 sous la forme d'un autre nom inquiétant : l'oxyde d'éthylène. Inscrit sur la liste fédérale des substances cancérigènes probables depuis 1985, l'EPA vient de le reclasser «cancérigène certain» et a relevé de 30 fois son niveau de dangerosité. Gaz très inflammable, il est aussi toxique par inhalation et peut provoquer des anomalies génétiques. A Reserve, il suffit de rouler cinq minutes pour passer de l'usine de chloroprène à celle d'oxyde d'éthylène. Selon l'ONG Louisiana Environmental Action Network, la paroisse de Saint-John et sa voisine de Saint-Charles cumulent «*le plus haut risque de cancer dû à l'oxyde d'éthylène des Etats-Unis.*»

À SAINT JAMES, LA VILLE AUX CENT CITERNES

«*Tous les arbres fruitiers que j'ai plantés sont morts. Leur sommet est devenu noir, puis ils ont dépéri,* assure Jeromine Lavigne, 75 ans, le chignon grisonnant et la voix fatiguée. La vieille dame originaire des «quartiers mal famés» de la Nouvelle-Orléans vit à Saint Ja-

mes, à 30 kilomètres à l'est de Reserve, le long du fleuve. Quelques jours plus tôt, le quartier a été endeuillé par un nouveau décès dû à un cancer. «*J'ai reçu une lettre officielle demandant de ne pas boire l'eau du robinet, alors qu'on paye des taxes pour cela. On doit acheter des bouteilles en plastique.*» Derrière chez elle, de larges citernes blanches sont alignées au soleil. «*On a pris des photos qui montrent qu'il s'en dégage du pétrole brut,* assure Jeromine Lavigne, qui a perdu son second mari d'un cancer et se remet difficilement d'une pneumonie. *Ça sent très fort dès qu'il fait chaud.*» Sur ses 22 kilomètres carrés (soit environ la superficie de Rochefort, en Charente-Maritime), Saint-James concentre 118 citernes et une dizaine d'usines. Le long de la route principale, les pipelines défilent et plongent vers le Mississippi dans l'attente d'une énorme barge à approvisionnement. Comme à Reserve, la population est majoritairement afro-américaine et pauvre. La petite commune verdoyante se distingue de ses voisines par l'absence de route d'évacuation en cas d'accident chimique. «*J'ai souffert un jour d'une crise cardiaque,* se souvient la vieille dame en s'appuyant sur sa canne. *Je devais être évacuée en hélicoptère car l'hôpital le plus proche se situe à Baton Rouge, à près de 80 kilomètres. J'ai attendu une heure sur le pas de ma porte parce que les ambulanciers ont dû demander l'autorisation pour survoler une des usines voisines.*» Obtenir la construction d'une voie d'évacuation est un des combats du pasteur Joseph. Dans la douce lumière de son église en bois, l'homme à la mâchoire carrée semble à bout. Il vient de perdre



une autre bataille. Voilà trois ans qu'il luttait pour empêcher un énième oléoduc d'être construit à Saint James. Sans succès. L'autorisation a été donnée. Ce grand homme charismatique explique, de sa voix profonde, vouloir passer le relais. «*Le plus triste est que les industries ne veulent acheter que les maisons des Blancs, soupire-t-il. Pas un seul Noir n'a reçu d'offre de rachat. Pourtant, beaucoup rêvent de partir.*» Malade depuis quelques mois (pas à cause de la pollution assure-t-il), il espère que des gens plus jeunes poursuivront son travail. Avec son as-

sociation, ils n'ont pas pu encore prouver que le taux de cancer si élevé est dû aux rejets industriels, car l'étude scientifique nécessaire coûterait près de 400 000 dollars. «*Si ce n'était pas une communauté noire, les usines ne viendraient pas, affirme le pasteur. Les entreprises savent que les habitants ont moins de moyens pour se battre. Il n'y a qu'à voir comment, en amont, la construction du pipeline a été détournée parce qu'une communauté blanche s'y est opposée.*» Pour Robert Taylor aussi, la situation sanitaire de la région traduit, sans

Suite page 8



Sharon Lavigne et Chassity White en tee-shirt «Cancer Alley, soulève-toi».

A Saint James, le 1^{er} novembre, les habitants ont manifesté contre la construction d'une nouvelle

Suite de la page 7 hésitation, le racisme ambiant. «Blancs et Noirs restent séparés et inégaux aux États-Unis», poursuit cet ancien constructeur immobilier de Reserve. J'ai grandi avec ça. Avant la signature du Civil Rights Act en 1964, un de mes amis a été tué par un groupe suprémaciste blanc qui existe toujours dans la région. Ils l'ont égorgé et lui ont enfoncé ses parties génitales dans la gorge avant de le jeter dans le Mississippi. On a réussi à repêcher son corps pour témoigner de ces mutilations. C'était le quotidien pour ma génération.»

La famille de Chassity White, un tee-shirt blanc «Rise Cancer Alley» («Cancer Alley, soulève-toi») arboré avec fierté, a aussi subi le racisme de ces entreprises. Son grand-père possède un magasin dans une rue de Saint James depuis envahie de citernes. «Il est le seul Noir et le seul à ne pas avoir reçu d'offre de rachat par les industriels», relate la jeune militante, un chignon de tresses dorées dressé sur la tête. Bien que son fils souffre d'une grave forme d'asthme et doive subir des injections antiallergiques toutes les semaines, Chassity White n'ose imaginer quitter la ville de ses ancêtres. Engagée dans un mouvement d'opposition contre une nouvelle usine de plastique prévue à Saint James, juste à côté de sa maison, elle va devoir s'accrocher. Mi-décembre, le conseil municipal a donné son feu vert au projet de 9,4 milliards de dollars mené par Formosa, une entreprise taïwanaise ayant un lourd passif de catastrophes environnementales au Vietnam. «Je me bats pour défendre mon histoire, mon héritage, lance-t-elle avec émotion. Il est temps que les jeunes, comme moi, prennent le relais.»

À DONALDSONVILLE, OÙ LA PLUIE ATTAQUE LA PEAU

À 20 kilomètres au nord de Saint James, Travis Lemmond regarde avec inquiétude le ciel se noircir. «C'est dangereux de marcher dehors

«C'est dangereux de marcher dehors quand il pleut: les usines en profitent pour lâcher tous leurs produits chimiques dans l'air.»

Travis Lemmond,
autoentrepreneur, habitant
de Donaldsonville

quand il pleut, avertit comme une évidence le trentenaire à l'allure dégingandée. Les usines en profitent pour lâcher tous leurs produits chimiques dans l'air pour qu'on ne voie pas les fumées se mêler aux nuages. Seulement, la pluie renvoie tout ça sur nos têtes. Sur le pas de la porte de la petite bibliothèque de Donaldsonville, autre point d'étape de la Cancer Alley, ce dirigeant d'une entreprise de formation accepte de se faire raccompagner en voiture chez lui. Son temps libre, il le passe à aider ONG et associations dans leur lutte pour la protection de l'environnement. Sur le revers de sa veste, un pin's attire l'attention: «Non au Bayou Bridge Pipeline», l'oléoduc qui doit bientôt aboutir à Saint James et traverse Donaldsonville. L'autoentrepreneur pense soigneusement à l'enlever dès qu'on sort dans la rue, de peur de se faire agresser. Il s'est déjà fait apostropher par des ouvriers du chantier du pipeline, maintenant nombreux dans la ville. En passant devant un bar dont plusieurs pick-up barrent l'entrée, Lemmond lance: «Regardez leurs plaques d'immatriculation. Ce sont des ouvriers qui viennent d'autres États, pas de Louisiane. Les entreprises mentent quand elles racontent que leurs projets apportent des emplois locaux.» On arrive dans une sombre résidence où il loue un appart-

ment. Un homme, devant nous, roule à vélo avec une seule jambe. «Mon grand frère est mort d'un cancer en août à 38 ans», lâche ce père de quatre enfants. Le même mois, il a perdu son mentor et son premier client, victime d'un cancer des poumons. «Mon grand-père, lui, est mort d'un cancer de la gorge. L'usine où il avait travaillé nous a versé un peu d'argent. Mais cela ne va pas racheter le temps que je n'ai pas pu passer avec lui. Mon frère a aussi bossé dans cette usine. Il a peut-être contracté son cancer à cause de cela.» Lemmond non plus n'a pas été épargné par les maladies. «L'an dernier, en faisant du footing sur les berges du Mississippi, j'ai attrapé un champignon dans les poumons, raconte l'entrepreneur. Cela a affaibli mon système immunitaire et j'ai attrapé une série de maladies. Les médecins m'ont dit que c'était dû à la pollution.»

Dans la région, il n'y a pas que les cancers qui rongent la santé des habitants. Beaucoup souffrent de problèmes respiratoires, cutanés et digestifs. «Quand il pleut, certaines personnes ont la peau qui pèle à cause des produits chimiques», assure le pasteur Joseph de Saint James. Après être passée sous la pluie, une membre de ma paroisse a vu son visage rougir violemment et une partie de sa peau s'est décollée. Plusieurs personnes racontent aussi que des plaques rouges apparaissent parfois quand elles prennent leur douche. Premières victimes: les enfants. De nombreuses usines ont poussé à côté d'écoles élémentaires, à Reserve, à Donaldsonville, à Saint James... Quand elles dégagent, les écoliers ne peuvent pas sortir. Impossible aussi de jouer dans leur jardin sans être pris de douleurs à la poitrine, témoigne Robert Taylor, de Saint James. Sa petite-fille de 9 ans a toujours vécu à côté de l'usine de chloroprène. «Elle souffre de graves problèmes respiratoires et doit se rendre à l'hôpital deux à trois fois par semaine», raconte-t-il. Sa fille est aussi grave-

ment malade et sa compagne a vaincu un cancer. Il s'indigne: «Comment une entreprise milliardaire peut-elle venir dans notre communauté pour se remplir les poches, tuer les gens, puis dire: prouvez que c'est notre faute! Le gouvernement ne fait pas son travail pour nous protéger.»

Les communautés locales sont épaulées dans leur combat par des ONG, comme 350.org, dont la branche de la Nouvelle-Orléans est coordonnée par Renate Heurich. «La Louisiane attire les entreprises grâce à des exemptions fiscales, autant d'argent qui manque pour financer les services publics de base, regrette la retraitée allemande. Ces usines utilisent ensuite le Mississippi comme leurs toilettes et polluent ces eaux précieuses pour les habitants comme pour la biodiversité. Mais les populations commencent à s'organiser pour dénoncer ces dérives.»

À LA PLACE, ON SE TOURNE VERS LA JUSTICE

Alfreda Devare a 60 ans. Elle a assisté à l'installation des usines pétrochimiques à La Place, bourgade accolée à Reserve. Dans l'air surchauffé de la minuscule église dont elle est la pasteur, cette enfant de La Place au brushing parfait, vêtue d'un tailleur élégant, n'essaye même plus de contenir sa colère: «Dans cette communauté, tout le monde a au moins un membre de sa famille qui souffre d'un cancer ou qui en est mort. J'ai perdu ainsi deux frères, ma mère, des tantes, des oncles, des cousins, des voisins, énumère-t-elle. Avant que ces usines ravagent nos communautés, il y a cinquante ans, les gens ne mouraient pas de cancer. Ils n'en avaient jamais entendu parler.» Assise sur le banc d'église derrière elle, son amie Marilyn François renchérit: «A cause de la pollution, j'ai subi à 56 ans une opération à cœur ouvert. C'est l'époque où les médecins ont aussi découvert une tumeur de sept centimètres sur mon rein et que j'étais de-



usine chimique. BRYAN TARNOWSKI

L'environnement, enjeu premier pour la primaire démocrate

Les 23 candidats à la Maison Blanche rivalisent de propositions sur le sujet en vue de la présidentielle de 2020.

Aux Etats-Unis, les communautés intoxiquées par leur environnement et les militants écologistes partagent une double certitude : leur salut ne viendra pas de Donald Trump, et son éventuelle victoire en 2020, scénario catastrophe mais plausible, pourrait causer des dommages irréversibles. Il y a quelques jours, le sociologue Paul Starr le résumait ainsi : *«Sa réélection repousserait un engagement national vers la décarbonation au moins jusqu'à 2025, tout en encourageant les autres pays à ne rien faire.»* Il aurait pu y ajouter «les entreprises polluantes», tant celles-ci tirent profit du détroitement de dizaines de réglementations environnementales ou climatiques, adoptées notamment sous Barack Obama.

Face à l'offensive rétrograde de Trump, les démocrates, en pleine campagne des primaires, ont placé les sujets climatiques et environnementaux au centre de leurs priorités. Les 23 candidats promettent, en cas de victoire, que les Etats-Unis réintégreront l'accord de Paris. Plus significatif : 17 se sont engagés à n'accepter aucun don de l'industrie fossile et 5 ont présenté un plan détaillé pour la protection de l'environnement et la lutte contre le dérèglement climatique.

Prison. Joe Biden et Elizabeth Warren ont dévoilé leurs projets mardi. La sénatrice du Massachusetts propose 2000 milliards de dollars d'investissement fédéral sur dix ans pour bâtir une industrie verte, créer plus d'un million d'emplois et faire des Etats-Unis le leader mondial du secteur. De son côté, l'ancien vice-président d'Obama promet, face aux multiples scandales de pollution, de redonner les pleins pouvoirs à l'Agence de protection de l'environnement afin de pour-

suivre et punir les responsables, y compris par des peines de prison. Sur le volet climatique, il souhaite dépenser 1700 milliards sur dix ans pour financer la recherche et moderniser les infrastructures. Avec en ligne de mire l'objectif d'une économie neutre en carbone et 100 % d'énergies renouvelables d'ici à 2050.

Quoique ambitieux, le plan Biden l'est moins que le Green New Deal, sorte de plan Marshall socio-écologique présenté cet hiver qui vise le même objectif dès 2035. Porté en particulier par la représentante du Bronx Alexandria Ocasio-Cortez, nouvelle égérie de la gauche, ce projet a reçu l'appui de plusieurs prétendants démocrates à la Maison Blanche. Dont le sénateur socialiste du Vermont, Bernie Sanders, en pointe depuis longtemps sur ce sujet. Lors du premier débat des primaires 2016, chaque candidat avait dû identifier la principale menace à la sécurité des Etats-Unis. Tous avaient cité des acteurs extérieurs (Iran, Chine...) à l'exception de Sanders : *«La commu-*

nauté scientifique nous dit que si nous ne luttons pas contre la crise du changement climatique, la planète que nous allons laisser à nos enfants et petits-enfants pourrait bien ne pas être habitable.»

Opportunisme. Depuis, le virage semble radical et la prise de conscience unanime. Avec sans doute, chez certains, une dose d'opportunisme : dans les sondages, le sujet climatique ne cesse de grimper dans les priorités des électeurs démocrates. A l'origine du Green New Deal, les jeunes militants écolos du Sunrise Movement promettent d'être vigilants. Et de perturber le premier débat télé des primaires (le 26 juin) si la discussion ne porte pas assez sur le climat. Charge ensuite au futur candidat démocrate d'invectiver Trump sur ce thème. En 2016, moins de six minutes (2 % du temps d'antenne) avaient été consacrées à l'environnement lors des trois débats entre Trump et Clinton. Il ne sera pas difficile de faire mieux.

FRÉDÉRIC AUTRAN

venue diabétique.» Elle aussi a sa liste de morts : une sœur, un neveu (cancer du poudon) et un frère (cancer du côlon).

«Pour l'instant, aucun recensement du nombre de décès causés par les rejets industriels n'a été mené dans la région car la plupart des gens atteints de cancers meurent de pneumonies ou d'attaques cardiaques, déplore Wilma Subra, chimiste indépendante spécialisée dans la pollution industrielle en Louisiane. Leur mort est rarement associée au cancer sur les certificats de décès.» D'après la dernière «Evaluation nationale des produits toxiques dans l'air», publiée en août par l'EPA, La Place enregistre un risque de cancer sur le long terme de 500 par million d'habitants, contre 2000 à Reserve. La moyenne nationale est de 30. Plusieurs actions en justice lancées par des citoyens de Cancer Alley contre les industriels pourraient produire un décompte plus précis. Mais elles peinent à aboutir. «On se bat pour que Denka soit un bon voisin et qu'il ne détruise pas notre communauté dans sa poursuite du profit», lance Robert Taylor, qui s'est constitué principal plaignant dans une action de groupe (class action) lancée en juillet 2017. Nous voulons obtenir une injonction du tribunal pour forcer l'usine à respecter les limites recommandées par le gouvernement.»

La procédure coûte environ 500 000 dollars, beaucoup trop pour cette communauté modeste. Mais des cabinets d'avocats spécialisés dans les actions de groupe ont senti le filon et se sont rués sur Taylor. Leur but : faire payer les industriels des centaines de millions de dollars de compensations (dont les avocats récupéreraient un pourcentage conséquent en cas de victoire). Comme Taylor, certains habitants de Reserve et La Place sont sceptiques. Alfreda Devare refuse de se lancer dans une action en justice qui peut s'éterniser sur dix à quinze ans, sans certitude de succès. «Trois cabinets d'avocats associés ont finalement accepté de payer pour la procé-

dure d'injonction si on se lançait dans l'action de groupe, explique Taylor. En début d'année, le tribunal a rejeté l'action de groupe mais pas l'injonction. Les avocats ont fait appel et j'ai décidé de quitter l'affaire.» Le gouvernement fédéral, via l'EPA, a bien essayé de négocier avec Denka. En 2017, l'entreprise japonaise a accepté de réduire ses émissions de chloroprène de 85 % en un an. Elle affirme avoir déjà dépensé 30 millions de dollars, mais reste toujours dans l'incapacité de respecter la recommandation de 0,2 microgramme par mètre cube dans l'air fixée par l'EPA. Un seuil que Denka estime «déraisonnable» : «Ce calcul se fonde sur une étude passée de l'EPA [...] qui contredit des études préexistantes sur l'exposition au chloroprène, utilisées pour la délivrance des permis de fonctionner par le gouvernement.» Elle demande donc que l'agence révisé son plafond à la hausse. De son côté, l'EPA écrit sur son site que les concentrations de chloroprène dans l'air autour du bâtiment ont baissé en moyenne de 57 % à 91 %.

Le long des routes de Cancer Alley, on est loin du combat victorieux à la Erin Brockovich, cette adjointe juridique autodidacte qui a réussi à faire condamner, en 1996, des industriels pour leur pollution en Californie. En Louisiane, beaucoup d'habitants motivés abandonnent les uns après les autres, découragés par la puissance des entreprises auxquelles ils s'opposent et à leur proximité avec les pouvoirs publics. Jeromine Lavigne, Robert Taylor, Travis Lemmond, Alfreda Devare, Marilyn François avouent être prêts à partir pour préserver leur santé et celle de leur famille. Quitte à abandonner leur maison et leur entreprise. Chassity White, elle, veut continuer le combat. «Je suis fatiguée mais je dois laisser quelque chose à mon fils.» Une vie saine, une maison bâtie par sa famille. «Ces entreprises nous roulent dessus comme si nous n'étions rien.»

La Nouvelle Fraicheur Cologne pour Homme

Lolita Lempicka

PARIS

LEMPICKA GREEN LOVER

en vente sur notre Eshop: www.lolitalempicka.com



Check News.fr **Le WWF mène-t-il des programmes de stérilisation forcée près des parcs nationaux en Inde ?** Une émission d'investigation néerlandaise accuse l'ONG de financer la persécution de villageois indiens habitant à proximité de réserves naturelles et d'encourager les populations à avoir recours à des méthodes de stérilisation pour limiter la démographie. PHOTO AFP



A Churu lundi, dans l'Etat du Rajasthan, où il fait actuellement plus de 50°C. PHOTO MONEY SHARMA. AFP

L'Inde en lutte contre la clim, crime antyclimat

Le pays, qui fait face à une vague de chaleur supérieure à 50°C dans le Nord, lance un plan de transition énergétique pour réduire l'utilisation de machines individuelles, énergivores et relâchant trop de gaz à effet de serre.

Par
SÉBASTIEN FARCIS
Correspondant à New Delhi

Il est 14 heures et la température dépasse déjà les 42°C à l'ombre. Les piétons ont déserté l'asphalte de Defence Colony, quartier huppé du sud de New

Delhi, et seuls quelques pédales de vélos-taxis attendent des clients, épuisés. «C'est intenable de rouler sous cette chaleur, lâche l'un d'eux, le corps sec et la voix cassée. Je bois 6 ou 7 litres d'eau par jour et ce n'est pas assez. Parfois, ma tête tourne tellement que je tombe inconscient.» Comme chaque année au mois de juin, le nord et le centre de l'Inde, éloignés des brises maritimes, sont frappés par une vague de chaleur infernale. Au Rajasthan, le seuil des 50°C a été dépassé ce week-end, devenant l'un des points les plus chauds du globe. Et cela ne fait qu'empirer : les températures moyennes ont augmenté de 1,2°C en un siècle et ce réchauffement est deux fois plus rapide depuis 1990. La

dernière décennie a ainsi été la plus chaude jamais enregistrée en Inde. L'une des causes locales de ce réchauffement climatique est l'urbanisation rapide du pays : les espaces verts sont remplacés par des forêts de béton, et des millions de véhicules supplémentaires arrivent chaque année sur les routes, relâchant des gaz d'échappement nocifs pour l'environnement.

Désastre. Pour se protéger de cet enfer urbain, les Indiens n'ont plus qu'un choix : la climatisation. «La première chose que je fais quand je rentre chez moi, c'est allumer le climatiseur», dit Vikas, un cadre trentenaire qui sort de son bureau climatisé pour aller vers sa voiture climatisée, et qui suffoque en par-

courant les 500 mètres dans l'air brûlant du parking. *Il y a quinze ans, on pouvait dormir sur les toits à New Delhi, mais aujourd'hui c'est impossible, il fait trop chaud.* Cette solution individuelle de la climatisation représente toutefois un désastre collectif : ces machines relâchent tout l'air chaud des bâtiments vers l'extérieur, créant de terribles îlots de chaleur. Les gaz qui les font tourner fuient dans l'atmosphère et, en plus, elles requièrent énormément d'énergie. En été, 40 % de l'électricité de New Delhi est consommée uniquement pour la réfrigération. Le problème ne fait qu'émerger : aujourd'hui, à peine 10 % des Indiens sont équipés de climatiseurs et plus de 4 millions de nouvelles ma-

chines sont vendues chaque année. A ce rythme, selon l'Agence internationale de l'énergie, l'Inde pourrait compter 240 millions de climatiseurs en 2030, contre 15 millions en 2011, faisant du pays l'un des plus grands consommateurs de réfrigération du monde. Le gouvernement a donc lancé un «plan d'action de la réfrigération», avec pour but de réduire de 25 % à 40 % les besoins en énergie pour le refroidissement d'ici à 2037-2038. Un comité vient de rendre un rapport recommandant des mesures pour y arriver. «La priorité est de modifier le code du bâtiment, insiste Chandra Bhushan, directeur adjoint du Centre for Science and Environment et coauteur de ce rapport. Nous devons nous assurer que

les nouveaux bâtiments sont mieux isolés et ont besoin de moins de refroidissement. Cela passe par la généralisation du double vitrage, la ventilation naturelle ou les climatiseurs de quartier. Cela sera difficile mais nous n'avons plus le choix : nous n'aurons bientôt plus assez d'énergie pour refroidir tous les bâtiments.»

Chantier. Des systèmes alternatifs existent déjà, mais n'ont pas été répliqués à grande échelle. Dans le centre d'affaires de Gurgaon (sud-ouest de New Delhi), le promoteur immobilier DLF a installé il y a onze ans un énorme et très économe climatiseur de quartier. DLF produit d'abord son électricité grâce à du gaz naturel. Les fumées brûlantes sont récupérées et servent à chauffer de l'eau, qui s'évapore et retombe ensuite en gouttelettes froides, grâce à un mélange chimique. Cette eau de 7°C est ensuite envoyée dans un réseau de tuyaux qui passe dans tous les bâtiments et des ventilateurs soufflent sur ces tuyaux froids, ce qui rafraîchit l'intérieur des pièces.

Cette technologie de «réfrigération par absorption de gaz» permet à Broad, la multinationale chinoise engagée pour ce projet, de refroidir douze immeubles et 1,6 million de mètres carrés de bureaux et appartements répartis sur 3 kilomètres carrés, ce qui en fait le plus grand projet de la sorte en Inde. Et le tout sans utiliser de gaz polluant et en consommant 60 fois moins d'énergie que les climatiseurs électriques. L'installation est ainsi rentabilisée en trois ans. Seul inconvénient, il faut construire ce réseau en même temps que les bâtiments. Mais l'Inde est en plein chantier, offrant des débouchés à cette technologie écologique. Dans le sud de l'Inde, l'Etat de l'Andhra Pradesh est par exemple en train de se construire une nouvelle capitale, Amaravati. Et la firme émiratie Tabreed, détenue à 40 % par le français Engie, a été engagée pour développer et gérer le système de climatisation de quartier des futurs bâtiments publics du centre de cette ville, sur une zone de 1 km². ◆



LIBÉ.FR

Une plante disparue redécouverte à Hawaï Tous les jours, retrouvez «le Fil vert», le rendez-vous environnement de Libération. Ce jeudi, la bonne nouvelle de la semaine : l'*Hibiscadelphus woodii*, officiellement éteint, a pu être localisé en janvier grâce à un drone. Seuls quatre spécimens de cette plante rare, qui ne pousse que sur l'île de Kauai dans l'archipel de Hawaï aux États-Unis, avaient été observés dans l'histoire. PHOTO NATIONAL TROPICAL BOTANICAL GARDEN

Ouganda Glissements de terrain meurtriers dans l'est du pays

Plusieurs personnes sont mortes et des dizaines restent portées disparues dans le district de Bududa, dans l'est de l'Ouganda, à la suite de glissements de terrain provoqués par de fortes pluies. Dans cette région vallonnée au pied du mont Elgon, le glissement le plus important «a tué six personnes», a déclaré le ministre en charge de la Gestion des catastrophes, Hillary Oniek, précisant qu'*«il y a eu plusieurs autres petits glissements de terrain»*. «Dix-sept personnes ont été blessées, dont cinq femmes, quatre hommes et huit enfants», a-t-il dit, ajoutant que les autorités ont dénombré cinquante familles «déplacées», un chiffre qui devrait selon lui augmenter.

Soudan 101 morts dans la répression de la contestation, dialogue au point mort

Alors qu'un nouveau bilan de la répression de la contestation établi par les médecins fait état de 101 morts, les leaders de la contestation ont rejeté l'offre de dialogue lancée mercredi par les militaires au pouvoir. Un porte-parole des manifestants a affirmé qu'ils continueraient «d'utiliser tous les outils non violents et la désobéissance civile». Le chef adjoint du Conseil militaire surnommé «Hemeidti», ancien chef des miliciens Janjawid, dont les hommes sont accusés de la répression, a, lui, prévenu qu'il ne permettrait pas le «chaos» au Soudan.

Corées Le Sud à l'aide du Nord affamé

La Corée du Sud a débouqué 7,1 millions d'euros d'aide humanitaire pour le Nord, alors que les négociations sur l'arsenal nucléaire de Pyongyang et les relations intercoréennes sont dans l'impasse. Il s'agit de la première aide de ce type fournie par Séoul à Pyongyang depuis 2015, alors que le Nord a eu les plus mauvaises récoltes depuis une décennie, selon l'ONU. Le président sud-coréen, Moon Jae-in, cherche à rétablir les relations diplomatiques entre Pyongyang et Washington depuis le fiasco du sommet de Hanoï en février, lorsque le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, et son homologue américain, Donald Trump, avaient échoué à trouver une entente sur le démantèlement du programme nucléaire de Pyongyang.

Aucun pays n'atteindra l'égalité femmes-hommes en 2030

C'est un nouvel indice mondial qui confirme le chemin restant à parcourir, partout, en matière d'égalité de genre. Compilée par Equal Measures (EM) 2030, un groupe d'ONG, fondations et entreprises, la première édition du SDG Gender Index (les objectifs du développement durable définis par l'ONU en 2015) a été dévoilée lundi. Sa principale conclusion : au rythme actuel, aucun pays sur la planète n'offrira en 2030 – date butoir fixée par l'ONU pour la réalisation des SDG – les mêmes droits, opportunités et ressources aux femmes et aux hommes.

Adoptés en 2015 par les 193 États membres des Nations unies, les objectifs du développement durable constituent une feuille de route ambitieuse – 17 objectifs déclinés en 169 cibles – visant à éradiquer la pauvreté, lutter contre les inégalités et protéger la planète. L'année suivante, EM 2030 a été fondée avec pour mission d'analyser spécifiquement les efforts et stratégies déployés par les États en matière d'égalité de genre.

Pour cette première édition de l'indice, 129 pays où vivent 95 % des femmes et filles de la planète ont été passés en revue. En épluchant les données de multiples sources (gouvernements, ONU, Banque mondiale, OMS, OCDE, Gallup, Eurostat...), les analystes d'EM 2030 ont établi un classement mondial en fonction des progrès réalisés sur 51 indicateurs, répartis dans 14 des 17 objectifs onusiens. Plus d'une trentaine d'indicateurs concernent spécifiquement les femmes et les filles (mortalité maternelle, taux de natalité des adolescentes, accès à l'avortement, à Internet ou à un compte bancaire, sentiment de sécurité, taux de scolarisation, etc.), les autres étant plus généraux (taux de pauvreté, accès à l'eau potable...).

Chaque pays est noté de 0 à 100, 0 représentant une inégalité totale et 100 l'égalité parfaite. Au-delà de 90, un pays est considéré comme ayant accompli des efforts «excellents». En dessous de 59 comme ayant des résultats «très mauvais». Sur les 129 nations étudiées, la moyenne s'élève à 65,7, un chiffre médiocre selon les auteurs du rapport. Aucune n'atteint le cap des 90, même si le Danemark, qui domine le classement, en est très proche (89,3). Avec une note de 84, la France se classe 14^e, entre l'Autriche et la Belgique. Son retard par rapport au peloton de tête s'explique par de mauvais – voire très mauvais – scores sur certains indicateurs : égalité salariale (47), part de femmes dans les Parlements nationaux (78) ou dans la recherche en science et technologie (53,9), sentiment d'insécurité (70). Parmi les pays les plus développés, les États-Unis se classent, sans grande surprise compte tenu de la faiblesse de la protection sociale américaine, parmi les derniers, en 28^e position avec une note de 78,6. La faute, notamment, à des scores médiocres en matière d'accès des plus modestes à des programmes d'aide sociale (64,5), de pré-

valence de l'obésité (63), de place des femmes au gouvernement (52,2) ou d'inégalités (51). Dominé par les pays nordiques, le top 10 compte huit nations européennes (Danemark, Finlande, Suède, Norvège, Pays-Bas, Slovaquie, Allemagne, Irlande), ainsi que le Canada et l'Australie.

Dans le bas de l'indice, 21 pays obtiennent un score inférieur à 50. Tous sauf trois (Bangladesh, Pakistan et Yémen) se situent sur le continent africain. Le Congo (44), la république démocratique du Congo (38,2) et le Tchad (33,4) sont les trois nations les plus mal classées. En raison d'un manque de données, la plupart des pays frappés par de graves crises humanitaires (Syrie, Afghanistan, Centrafrique) ne figurent pas dans le classement. Chiffre particulièrement préoccupant selon les auteurs du rapport, près de 40 % des femmes et filles du monde (environ 1,4 milliard) vivent dans des pays ayant obtenu une note inférieure à 59.

FRÉDÉRIC AUTRAN

Mobilisation grandissante des Tchèques contre leur Premier ministre

La place Venceslas de Prague s'est à nouveau remplie de protestataires mardi soir. Près de 120 000 personnes s'y sont rassemblées, comme elles le font depuis six semaines, pour réclamer la démission d'Andrej Babis, le Premier ministre populiste cerné par les affaires de détournement de subventions européennes et de conflits d'intérêts.

A l'origine de leur mobilisation, la nomination en avril de Marie Benesova, une proche de Babis, au poste de ministre de la Justice. Un remaniement vu comme une manœuvre de Babis pour se protéger, alors que le politi-



Des anti-Babis, mardi à Prague. B. ENGLER. REUTERS

cien risque jusqu'à dix ans de prison pour une histoire de construction d'un complexe hôtelier et de loisirs financée par des subventions réservées

aux petites entreprises. Mais c'est une autre affaire qui a alimenté la manifestation de mardi soir. Un rapport d'audit préliminaire de la Commis-

sion européenne, qui a fuit dans les médias tchèques, conclut que Babis abuse de sa fonction pour favoriser ses entreprises. Le Premier ministre a vu sa fortune, estimée à 3,7 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros) par *Forbes*, augmenter de 1,7 milliard depuis son entrée au gouvernement en 2014. De son côté, ANO, le parti des citoyens mécontents, fondé en 2011 par Babis et tout entier organisé autour de sa personne, a remporté les européennes avec 21 % des voix. A moins d'être rattrapé par la justice, Babis pourrait aller jusqu'au bout de son mandat, en 2021.

NELLY IDELOT

«Nous ne devons pas avoir honte de devoir développer les recettes, c'est notre mission.»



GIANNI INFANTINO réélu président de la Fédération internationale de football

Sans surprise : le président de la Fifa, Gianni Infantino, seul candidat à sa succession, a été réélu pour un deuxième mandat jusqu'en 2023, mercredi, lors du 69^e congrès de la Fédération internationale de foot qui se tient à Paris en marge de l'ouverture de la Coupe du monde féminine, vendredi. Le Suisse, qui a succédé en 2016 au sulfureux Sepp Blatter alors que Michel Platini, auquel semblait promis le poste, avait été mis hors-jeu par la justice, a été élu par acclamations. Il s'est réjoui de la «solidité financière» de la Fifa, qui a vu ses revenus passer de 4,6 milliards à 6,4 milliards de dollars (5,7 milliards d'euros) entre 2015 et 2018. Sur ce thème, il a défendu ses projets, qu'il prévoit lucratifs : l'élargissement du Mondial de 32 à 48 équipes en 2026 et la création d'une Coupe du monde des clubs en 2021.

«Appel de Lyon» Un logement abordable à tout prix

La cherté des loyers dans les métropoles est au cœur des débats du Festival international du logement social, qui se tient jusqu'à samedi. Ses organisateurs lancent un «appel» en faveur d'une politique renouvelée de l'habitat social, réclamant une mobilisation de l'Union européenne.



«Les ménages européens consacrent 24 % de leurs revenus au logement», pointe Cédric

Par
TONINO SERAFINI

Question : comment fait-on pour vivre et travailler dans une capitale quand le prix de la location d'un 2 pièces correspond à son salaire net mensuel ? Et que faire quand le loyer vampirise la moitié du revenu, y compris lorsque l'on accepte de s'éloigner à 20, 30 ou 40 km de la ville centre et de son lieu de travail ? Le sujet du logement cher n'est pas propre à Paris. Au cours des vingt dernières années, les loyers ont beaucoup progressé en Ile-de-France, mais aussi dans la plupart des capitales régionales, où affluent les actifs, l'économie mondialisée se développant dans les grandes métropoles.

«RÉINVENTER UN MODÈLE»

Les autres pays européens sont confrontés à des situations analogues. A Barcelone, un syndicat de locataires s'est créé pour combattre les loyers élevés. Des habitants de Lisbonne et Porto ont manifesté pour protester contre la gentrification de leur ville : la hausse des loyers ne permet plus aux couches populaires d'y vivre. A Berlin, un rassemblement contre la flambée des prix du logement a rassemblé près de 40 000 personnes en avril. Et

une pétition demande désormais l'organisation d'un référendum pour exproprier les grosses sociétés immobilières qui détiennent des logements dans la capitale allemande (*lire ci-contre*). Les voyants du logement sont au rouge dans toute l'Europe. Au Royaume-Uni et en Allemagne, les politiques libérales marquées par une cession massive de logements sociaux au privé ont asséché l'offre de locations à bon marché dans les grandes villes, où les couches populaires et moyennes peinent de plus en plus à trouver un habitat adapté à leurs besoins et à leur budget.

Cette problématique du «logement abordable» est au centre des débats, au Festival international du logement social qui se tient à Lyon jusqu'au 8 juin. «Tous les acteurs de l'habitat doivent se mobiliser pour réinventer un modèle dynamique et vertueux du logement abordable», indique le «manifesto» de ce colloque qui rassemble plusieurs milliers de personnes : bailleurs sociaux, élus de grandes villes, urbanistes, universitaires, associations de locataires...

Lors de l'ouverture du festival, mardi, était également présente Leilani Farha, rapporteure spéciale des Nations unies sur le logement. Mi-avril, au terme d'une visite de plusieurs jours en France, elle avait épinglé la politique

hexagonale sur la question des sans-abri et sur celle du logement insalubre. Quelques mois plus tôt, en novembre, le drame de la rue d'Aubagne – où un immeuble s'est écroulé sur ses habitants, faisant 8 morts – avait révélé l'étendue du délabrement du parc locatif privé marseillais. En 2015, un rapport de l'inspecteur général de l'administration du développement durable, Christian Nicol avait estimé à 40 000 le nombre de logements insalubres à Marseille. Des logements dangereux, parfois loués à des prix supérieurs au marché, parce que leurs occupants n'ont pas d'autre choix.

«PREMIER POSTE DE DÉPENSE»

Un exemple qui illustre la nécessité de relancer le logement social, estiment les organisateurs du festival (1) qui ont lancé l'«Appel de Lyon» visant à promouvoir «une société du logement abordable». Et puisque la crise touche la plupart des pays européens, ils sollicitent l'UE pour qu'elle s'engage dans ce dossier, d'autant que le nouveau Parlement vient d'être élu. «Les ménages européens consacrent en moyenne 24 % de leurs revenus au logement. Et un ménage sur dix plus de 40 %», pointe Cédric Van Styvendael, président de Housing Europe et co-organisateur du Festival. Pour tous, c'est le premier poste de dépense.»

L'«Appel de Lyon» demande au Parlement européen et à la prochaine Commission qui va être désignée dans quelques mois d'«adopter un plan pour le logement social et abordable 2019-2024». L'UE «ne peut accepter le sous-investissement en infrastructures publiques qui marque cette décennie d'après-crise, ni l'augmentation de 70 % des personnes sans-abri dans les villes européennes».

L'«appel» estime donc nécessaire l'organisation «d'un sommet européen du logement» pour examiner une série de propositions permettant d'améliorer la situation. Avec la création d'un «fonds européen d'investissement dédié au logement social et abordable [...] pour soutenir et accompagner les investissements» réalisés par les villes et les Etats dans ce domaine. Autres propositions : la mise en œuvre effective d'actions pour aider au logement des sans-abri, et la consolidation du cadre juridique du logement social afin de le protéger en tant que service d'intérêt économique général. ♦

(1) L'Union sociale pour l'habitat (qui fédère tous les organismes de HLM), Housing Europe (qui regroupe les bailleurs sociaux européens), la Métropole de Lyon et l'Association des organismes HLM Auvergne-Rhône-Alpes.



Van Styvendael, président de Housing Europe et co-organisateur du festival. PHOTO FLORISSE ET GERMAIN

A Berlin, la peur d'un destin à la parisienne

Pour contrer l'une des plus importantes flambées des prix des locations au monde, les luttes s'intensifient dans la capitale allemande.

A Berlin, c'est le sujet de conversation qui suscite des commentaires angoissés et roulement d'épaules effarés : le prix des loyers. Pour les quelque 40 000 personnes qui débarquent chaque année dans la capitale allemande, trouver un logement peut être un cauchemar tant les prix ont grimpé (de 120 % depuis 2004). En consultant un site populaire de location d'appartements, on trouve

par exemple un 65 m² dans le quartier de Wilmersdorf à 1265 euros par mois. Un tarif élevé, compte tenu du revenu net moyen à Berlin (1380 euros mensuels). «A Kreuzberg par exemple, les prix à la relocation peuvent atteindre 25 euros le mètre carré», explique Reiner Wild, directeur général de la Berliner Mieterverein, association de locataires représentant 171 000 membres. Si l'on ajoute à cela un taux très important de locataires (85 %) et un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale (7,8 % contre 4,9 %), cela rend le sujet brûlant.

Artifices. Berlin est la ville au monde où les prix de l'immobilier ont le plus augmenté en 2017.

Deux ans plus tard, la fièvre n'est pas retombée. Et si les loyers ne sont pas censés augmenter de plus de 15 % tous les trois ans, les propriétaires ont souvent recours à des artifices afin de gonfler la note, notamment via des travaux de «modernisation», comme l'installation de balcons ou d'ascenseurs non sollicitée. Des «améliorations» qui poussent souvent les locataires vers la sortie.

Mais face à la flambée des prix, les Berlinoises se sont organisées. Partout dans la ville, des mouvements de locataires battent le pavé, des collectifs se montent – on en compte à ce jour plus d'une centaine. En avril, pour la deuxième année consécutive, ils se sont unis afin d'organiser

une manifestation à Berlin, le Mietenwahnsinn («les loyers fous»). Cette année, le défilé a rassemblé environ 40 000 personnes. Toutes les semaines, il se passe quelque chose. La dernière action dont parlent les journaux regroupe des habitants de la Friedrichstrasse, à quelques encablures de Checkpoint Charlie. Un bloc de 527 logements sociaux représentant 1500 habitants sur le point d'être vendu, peut-être à Deutsche Wohnen ? Inquiets, les résidents ont manifesté vendredi, sur l'air de «Qui achète ici achète aussi la résistance!»

Tout mais pas Deutsche Wohnen : la plus grosse société immobilière de la ville, qui possède environ 110 000 logements à Berlin, est honnie par ces collectifs. Beaucoup de locataires se disent victimes de ses impitoyables hausses de loyers. Les personnes les plus touchées sont naturellement les catégories sociales les plus fragiles : «Ce sont en premier lieu les ménages à revenus moyens et faibles, les familles monoparentales, les chômeurs, les migrants, les personnes malades...» détaille Reiner Wild.

«**Socialisation**». En avril, des Berlinoises sont arrivés avec une idée explosive : l'expropriation des sociétés immobilières détenant plus de 3000 appartements dans la ville. L'initiative s'appelle «Exproprier Deutsche Wohnen & Co». Leur pétition a passé avec succès la première phase de collecte de signatures. Si ce texte recueille ensuite quelque 180 000 signatures, représentant environ 7 % des électeurs berlinois, il sera possible de convoquer, comme la loi le permet, un référendum d'initiative populaire sur le sujet. «Nous nous sommes basés sur l'article 15 de la Loi fondamentale [nom donné à la Constitution allemande, ndlr], explique la militante Ingrid Hoffmann. On s'est dit que c'était le moment de l'utiliser afin de freiner cette folie.» Cet article dit que «de sol, les ressources naturelles et les moyens de production peuvent être placés, aux fins de socialisation, sous un régime de propriété collective ou d'autres formes de gestion collective par une loi qui fixe le mode et la mesure de l'indemnisation».

Ingrid Hoffmann fait également partie d'une association de locataires de Deutsche Wohnen. Elle vit dans un appartement non loin d'Alexanderplatz, quartier central et convoité, et a subi d'importantes hausses de loyer. «Est arrivé le moment où plus de la moitié de ma retraite passait dans le loyer. Alors j'ai pris un mini-job à 450 euros par mois et douze heures par semaine et, surtout, je me suis engagée dans le mouvement des locataires», explique-t-elle. Le 14 juin, les pétitionnaires remettront leurs 20 000 signatures auprès du Sénat de Berlin, en attendant la seconde phase : recueillir les indispensables 180 000 signatures. «On a quatre mois pour le faire, donc ça va être sportif», dit Ingrid Hoffman. Mais si on ne fait rien maintenant, dans dix ans, ce sera comme à Paris ici.»

JOHANNA LUYSEN
Correspondante à Berlin

carnet

NAISSANCE

Corentin

Dans la famille kk je voudrais Corentin, né le 9 mai 2019. Romane était chic, il est choc

DÉCÈS

Hélène, Pascal, Jean-François et Jacques, ses enfants, Lise, Marie, Jean-Baptiste, Irène, Pauline, Victoire, Thérèse, Josué, Magali, Claire et Raphaël, ses petits-enfants, Annie, sa sœur, Et toute la famille ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Michel Serres

de l'Académie française
Grand officier de la Légion d'honneur
Grand croix de l'ordre national du Mérite
Commandeur des Arts et des Lettres

survenu le 1er juin 2019 à PARIS.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 8 Juin à 15h à la cathédrale Saint-Caprais d'AGEN.
L'inhumation se fera en toute intimité au cimetière d'AGEN.

La famille tient à remercier toutes celles et ceux qui témoignent de leur peine et lui apportent soutiens et amitié.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Éditions Le Pommier, le groupe Humensis et toutes les personnes qui ont travaillé avec lui depuis vingt ans

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Michel Serres

de l'Académie française
grand officier de la Légion d'honneur
grand croix de l'ordre national du Mérite
commandeur des Arts et des Lettres

survenu le 1er juin 2019 à PARIS.

Philosophe et écrivain,

Michel Serres

a été l'âme de la maison et nous le remercions de tout cœur de sa confiance. Nous nous attacherons à poursuivre son œuvre avec la plus grande fidélité.

01 87 39 84 00

carnet-libe@teamedia.fr
La reproduction de nos petites annonces est interdite



LIBÉ.FR

Eric Chol en piste pour diriger la rédaction de «l'Express»

L'Express tient peut-être enfin son nouveau patron éditorial. Présentée par le futur propriétaire du titre, Alain Weill, la candidature de l'actuel directeur de la rédaction de *Courrier international* doit être validée par un vote des journalistes de l'hebdomadaire. PHOTO AFP

Enquête pour «détournement de fonds» : à Lyon, Gérard Collomb sur la sellette



Gérard Collomb, le 24 janvier à Valence, dans la Drôme. PHOTO ALBERT FACELLY

L'ancien ministre de l'Intérieur, soupçonné d'avoir fait profiter à son ex-compagne «de plusieurs emplois municipaux» d'après «le Canard enchaîné», a vu son domicile perquisitionné mercredi.

Par
EMMANUEL FANSTEN

L'avenir politique de Gérard Collomb vient de s'assombrir sérieusement. Comme l'a révélé *le Canard enchaîné*, le maire de Lyon et ancien ministre de l'Intérieur est visé par une en-

quête préliminaire du Parquet national financier (PNF) sur des soupçons de détournement de fonds publics. Confiée à l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales, cette enquête a été ouverte sur la base d'un pré-rapport de la chambre régionale des comptes d'Auvergne-Rhône-Alpes, consacrée à la gestion de la ville et transmis au PNF.

Incendie. Selon les rapporteurs cités par *le Canard enchaîné*, Collomb aurait fait bénéficier son ex-compagne Meriem Nouri de «plusieurs emplois municipaux depuis plus de vingt ans». Mercredi matin, la mairie de Lyon et le domicile de Gérard Collomb ont été perquisitionnés,

comme l'a rapporté *le Parisien*, qui estime le montant des détournements présumés à 500 000 euros entre 2009 et 2018. Des soupçons potentiellement très lourds de conséquences, à quelques mois des élections municipales, auxquelles l'ex-locataire de Beauvau envisage de se présenter. Dès mardi soir, Gérard Collomb a donc tenté de circonscrire l'incendie dans un

communiqué transmis à l'AFP. Tout en s'offensant de la diffusion d'«*informations tant inacceptables qu'intolérables*», l'édile a partiellement détaillé le parcours municipal de son ex-compagne depuis 1995, date à laquelle il partageait sa vie. Employée dans différentes fonctions, puis titularisée comme agent administratif en juin 2005, Meriem Nouri a été successivement affectée

dans deux mairies d'arrondissement puis, à partir de 2009, a été en charge d'une «*activité d'accueil et d'information de proximité sur des projets urbains*», et ce jusqu'à l'été 2015. Gérard Collomb est en revanche beaucoup moins précis sur les fonctions qu'elle a occupées au cours des deux années suivantes. Dans son communiqué, il évoque simplement un «*signalement*» effectuée par la hiérarchie de son ex-compagne en novembre 2017, alors qu'il était ministre de l'Intérieur, et dont il n'aurait eu connaissance qu'en février dernier. «*J'ai aussitôt pris l'initiative de faire diligenter une enquête administrative dont les conclusions seront rendues fin juin et, conformément à l'ar-*

ticle 40, j'ai informé le procureur de la République», affirme Gérard Collomb, sans toutefois préciser les motifs du mystérieux signalement à l'origine de l'affaire.

Baron régional. Depuis début 2018, Meriem Nouri a de nouveau changé de poste pour être affectée dans une bibliothèque municipale puis dans une mairie d'arrondissement, où elle travaille actuellement. *Le Canard enchaîné* évoque également les «*rémunérations complémentaires*» payées en «*heures sup*» dont elle aurait bénéficié. «*Je n'ai pas attendu Gérard Collomb pour travailler pour la ville de Lyon*», se défend l'intéressée dans les colonnes de l'hebdo. *Cela fait trente ans que j'y suis employée. Et je travaille plus qu'il n'en faut. Je gagne moins de 1500 euros par mois. Alors on m'a donné des heures supplémentaires...*

A Lyon, où les procès en népotisme faits à Collomb sont aussi anciens que ses divers mandats, le cas de Meriem Nouri est un vieux serpent de mer. Des rumeurs d'emploi fictif couraient déjà sur son compte depuis plusieurs années. Ces dernières semaines, l'imminence de révélations à son sujet revenait avec insistance.

En quittant la place Beauvau en pleine affaire Benalla pour assurer son avenir lyonnais, Gérard Collomb ne pensait sans doute pas devoir affronter un nouveau front judiciaire.

Réélu dans un fauteuil depuis 2001, le baron régional s'apprête à brigner de nouveaux mandats l'an prochain à la mairie et à la métropole. Selon lui, inutile d'aller chercher plus loin l'origine de ses déboires judiciaires. «*Il n'échappera à personne les véritables raisons qui conduisent ceux qui ont pris l'initiative de diffuser de telles informations de m'atteindre à dix mois des élections municipales*», s'est-il ému dans son communiqué. ◆

En quittant la place Beauvau en pleine affaire Benalla, Gérard Collomb ne pensait sans doute pas devoir affronter un nouveau front judiciaire.



LIBÉ.FR

Quatre mois de prison avec sursis requis contre Eric Drouet

Le parquet de Paris a requis quatre mois de prison avec sursis et 500 euros d'amende mercredi contre Eric Drouet, figure du mouvement des gilets jaunes, pour sa participation à une manifestation non déclarée avec une sorte de matraque dans son sac – «un bout de bois», selon lui. Le chauffeur routier de 34 ans a été interpellé lors de «l'acte VI», le 22 décembre, alors qu'il était bloqué par les forces de l'ordre dans une rue. PHOTO AFP



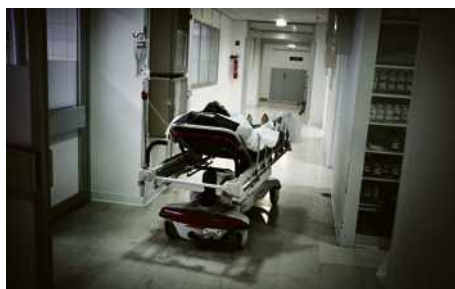
Droite Valérie Pécresse désormais libre à Libres!

«J'ai été de tous les combats, mais je pense qu'il faut un électrochoc»: mercredi soir, après dix jours de guerre ouverte à droite, Valérie Pécresse a annoncé qu'elle quittait Les Républicains. «J'ai acquis la conviction que la refondation de la droite ne se fera pas de l'intérieur», a souligné la présidente de l'Île-de-France sur France 2. Une poignée de maires et de députés LR, dont Robin Reda, lui ont immédiatement emboîté le pas, accentuant la crise interne. Au lendemain du score catastrophique de LR aux européennes, la fondatrice du mouvement Libres! avait été la première à réclamer le départ de Laurent Wauquiez, dont elle était la principale opposante interne depuis le départ de Xavier Bertrand, il y a dix-huit mois. Wauquiez a jeté l'éponge dimanche, une direction par intérim s'est mise en place et Gérard Larcher a réuni une douzaine de grands élus locaux à Paris mardi soir pour lancer une «convention nationale» en octobre. Pas suffisant aux yeux de Valérie Pécresse, qui veut reconstruire une «droite sociale et libérale». «Je suis persuadée qu'il y a de la place pour une troisième voie entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen», a-t-elle insisté, dénonçant le «rétrécissement» de LR, une ligne proche de l'extrême droite et un «parti cadennassé». «Je quitte avec déchirement le parti de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy», a conclu Valérie Pécresse, saluée d'un «merci Nicolas» par Anne-Sophie Lapix, dont la langue a fourché. **L.Br.** PHOTO V. HACHE. AFP

Grève aux urgences: enfin l'heure de la négociation?

Ils vont s'installer devant le ministère de la Santé. Ce jeudi en fin de matinée, à l'appel du collectif Inter-Urgences et soutenus par les syndicats, des délégations des plus de 80 services d'urgences en grève vont manifester pour «dire haut et fort l'impossibilité de faire correctement leur travail», comme l'explique un infirmier de l'hôpital de Lons-le-Saunier (Jura). «On nous a dit qu'une délégation sera reçue, a précisé à Libération Hugo Huon, infirmier à l'hôpital Lariboisière et membre du collectif Inter-Urgences. Le gouvernement se rend compte qu'il ne peut pas faire le dos rond et continuer de nous critiquer.»

Le changement de ton est, en tout cas, sensible au ministère de la Santé. Mardi, Agnès Buzyn avait vertement réagi à une série de dépôts d'arrêts de travail du personnel de nuit du service des urgences de l'hôpital parisien Lariboisière, dénonçant «le dévouement» du personnel. La porte-parole du gouvernement s'est, elle, montrée plus conciliante mercredi matin. Sibeth Ndiaye a rappelé que la mi-



Aux urgences de la Timone, à Marseille. P. GHERDOUSSI

nistre était «disponible pour recevoir» les médecins urgentistes et «trouver des solutions» à leurs «difficultés». Et a assuré sur RTL «comprendre leur colère, parfois leur désespoir», ajoutant même, à propos des arrêts maladie des derniers jours, qu'elle ne jetait «la pierre à personne» étant donné la situation de l'hôpital français.

Des mots doux qui ne suffiront peut-être pas à calmer un mouvement devenu inédit par son histoire, son ampleur et sa durée. Tout a commencé il y a deux mois, après l'agression d'un membre du personnel soignant, quand les infirmiers et les

aides-soignants de l'hôpital Saint-Antoine à Paris se sont mobilisés. Cette initiative a vite fait tache d'huile, d'abord au sein des Hôpitaux de Paris (AP-HP), où des soignants ont créé le collectif Inter-Urgences, puis celle-ci n'a cessé de s'étendre.

À l'AP-HP, on en est désormais à plus de dix semaines de grève. Le taux global de mobilisation, qui prend en compte les personnels absents et assignés, se maintient «en deçà de 30%» dans les 25 services concernés, selon la direction. Certains pourront dire que cela reste sous contrôle, pour autant, ce mouvement dure et surtout

se charge d'exaspérations. Des incidents ont lieu, la permanence des soins devient parfois hasardeuse, des préfets, comme à Lons-le-Saunier, perdent leur sang-froid au point de faire appel à la force publique pour les réquisitions de médecins. Le collectif est pour sa part soutenu, voire encadré par les principaux syndicats hospitaliers (CGT, SUD, FO).

Le conflit s'est cristallisé autour de revendications traditionnelles, comme la hausse des salaires et des effectifs. Mais les blessures sont profondes. Comme nous l'avait dit François Braun, chef de service au CHR de Metz-Thionville (Moselle) et président de Samu-Urgences de France, «jamais je n'ai vu un malaise de cette ampleur et une démobilitation complète de professionnels pourtant très attachés au service public». Non sans gravité, l'ordre des médecins a appelé mercredi «à l'organisation d'une concertation d'urgence impliquant tous les acteurs», précisant: «Leur souffrance face aux conditions de travail actuelles doit être entendue.»

ÉRIC FAVEREAU

Bataille judiciaire autour de la cagnotte de soutien au «boxeur gilet jaune»

Karine Dettinger est-elle habilitée à demander le paiement de la cagnotte lancée à son mari? Et la société Leetchi peut-elle refuser de procéder au versement des 145 000 euros récotés? Ces questions ont été débattues mercredi à la barre du tribunal de Paris, saisi de deux procédures en référé intentées par les protagonistes de l'affaire. L'une par Leetchi, qui souhaite que la justice l'autorise à bloquer les fonds. L'autre par les Dettinger et leur ami Nicolas Alves, organisateur de la cagnotte, qui demandent le versement d'une provision, en attendant le jugement le 19 juin.



Le litige fait suite à l'ouverture, le 6 janvier, de la collecte solidaire en soutien au «boxeur gilet jaune», Christophe Dettinger, condamné un mois plus tard à un an de prison en semi-liberté – sous bracelet électronique depuis lundi – pour avoir agressé deux gendarmes lors d'une

manifestation parisienne. Face à la polémique, entretenue par un syndicat policier, Leetchi a fermé la cagnotte dès le 8 janvier. Deux semaines plus tard, la société a également refusé une demande de modification contractuelle visant à verser les fonds sur le compte de l'épouse du «gitan de Massy», le RIB étant jusqu'ici associé au compte joint des époux. «Si la cagnotte a été mise en ligne, c'est qu'elle est légale, déplore Laurence Léger, avocate du couple et de Nicolas Alves. Karine Dettinger a été désignée avec l'envoi de sa carte d'identité.» Mais pour Leetchi, le véritable béné-

ficiaire serait Christophe Dettinger. «Ils sont mariés, c'est le même porte-monnaie», reprend l'avocate. Pour la défense de Leetchi, la collecte fait l'objet d'une «contestation sérieuse». Martine Samuelian, avocate de la société, ajoute: «Leetchi ne porte pas de jugement moral. La demande de Karine Dettinger est simplement irrecevable car elle n'est pas la bénéficiaire de la cagnotte.» Lors du procès, la justice devra statuer sur le bien-fondé du refus d'exécution du contrat par Leetchi. Par ailleurs, 55 participants à la cagnotte ont porté plainte contre la société.

LOHAN BENAATI

Pégase

C'est le nom des césars du jeu vidéo qui seront décernés à partir de l'an prochain. L'annonce en a été faite mercredi par le Syndicat national du jeu vidéo (SNJV). Dix-neuf prix – meilleur jeu, jeu indépendant, mobile, personnage, etc. – seront attribués par l'Académie des arts et techniques du secteur, qui est «la première industrie nationale culturelle, devant le livre et le cinéma», avec un chiffre d'affaires annuel de 110 milliards d'euros, a déclaré le président du SNJV, Lévan Sardjeveladzé. Si ce dernier estime que 74% des Français jouent «occasionnellement», il déplore que les studios créant les jeux soient peu connus du public.

Lire notre article sur Libération.fr.

Du D-Day à nos jours, les sables mouvants de la politisation

La présence de Trump et de brexiters donne une résonance particulière au 75^e anniversaire du Débarquement, dont les commémorations ont vu le politique se substituer à la simple lecture militaire des événements.

Par
LAURENT JOFFRIN

Pour une fois, la mémoire, qu'on dit trompeuse, est venue au secours de l'histoire. En soixante-quinze ans de commémorations, les hommages rendus le 6 juin aux soldats du D-Day ont profondément modifié la vision collective de cette opération – en tout état de cause héroïque – pour la rapprocher de la vérité. Au commencement, ou presque, une image: celle du générique du film *Le Jour le plus long* qui a commandé pendant longtemps la mythologie du Débarquement. On y voit en gros plan un casque de GI abandonné sur une plage de Normandie sur fond de vagues venant du large, au son d'une musique martiale. Une opération américaine, donc, dont le film de Darryl Zanuck donne une vision à la fois tragique et édulcorée, tout entière dédiée au courage des boys et des officiers joués par la fine fleur de Hollywood, John Wayne, Robert Mitchum ou Henry Fonda. La première rectification eut lieu juste avant le tournage.

Lisant le script, le général de Gaulle constate qu'il est à peine fait mention du rôle de la Résistance française. Il menace alors d'interdire toute prise de vue en France, ce qui eût nui à la vraisemblance de la mise en scène. En catastrophe, Zanuck fait rajouter une séquence au début du film où l'on voit un commando de résistants faire sauter un poteau électrique. Eh oui... Quoique très modeste en regard de la contribution anglo-saxonne, le rôle des «Français du jour J» fut précieux (*lire ci-contre*).

MER ROUGIE

Dwight Eisenhower lui-même avait tenu à l'époque à leur rendre un hommage public. Ce qui n'avait pas calmé l'ire du Général, tenu à l'écart de tout préparatif et averti quelques heures seulement avant l'arrivée des bateaux sur les plages. Il fallut aussi expliquer que les Britanniques, en fait, n'étaient en rien des supplétifs des Américains dans cette affaire: il y avait plus de soldats de l'Empire le 6 juin que de troupes yankees. Les Anglais avaient largement conçu le plan de bataille et présidé

à la vaste opération d'intoxication – «Fortitude» – qui avait trompé Hitler en lui faisant croire pendant des semaines que le Débarquement de Normandie était une opération de diversion annonçant un second débarquement, le vrai, qui aurait lieu dans le Pas-de-Calais.

Le Jour le plus long, selon les normes de l'époque, avait aussi atténué à l'écran la violence des combats. Dans *Libération*, au moment des commémorations de 1984, Samuel Fuller, réalisateur célèbre qui avait lui-même débarqué à Omaha Beach, expliquait qu'on ne pouvait pas montrer à l'écran ce qu'il avait vu le 6 juin: la mer rougie par le sang, les soldats mutilés par les balles, abattu en masse, ou décapités par les éclats d'obus. Bien plus tard, Spielberg dans *Le Soldat Ryan* allait restituer la réalité de la bataille dans une scène d'ouverture saisissante. De même, l'extrême dureté des bombardements aériens menés par les Alliés allait progressivement émerger dans la conscience collective. On montrait des Français exultant devant l'arrivée «des Américains». En fait, les troupes alliées furent

souvent accueillies dans un silence glacial par une population décimée par les bombes et dont les villes et les villages avaient été rasés sans pitié par les avions libérateurs. Encore aujourd'hui, la Normandie, à Caen, Saint-Lô, Valognes ou Carentan, porte les stigmates de ces frappes impitoyables sur les civils, sans que l'efficacité militaire de ces destructions soit entièrement prouvée, source de débats infinis entre historiens. Tout comme elle garde parfois un souvenir mélangé du comportement des soldats alliés, trop souvent enclins au viol et à la destruction préventive des fermes et des maisons.

FESTIVITÉS

C'est peut-être pour exorciser cette violence que les cérémonies ont peu à peu changé de nature. On fêtait la victoire, le sacrifice, les armées libératrices de l'Europe. A partir des années 80, quand François Mitterrand décide de faire des cérémonies un événement politique en invitant les chefs d'Etat sur les plages normandes, on adjoint aux hommages militaires un discours de paix et de réconciliation.





Ces milliers de soldats français éclipsés du récit historique

Moins nombreux que les Anglo-Saxons, les 3051 militaires français ont longtemps été omis de l'histoire du D-Day.

Ils sont 177 petits gars à progresser dans les rues de Ouistreham sous les balles allemandes. Le plus âgé, surnommé «le Vieux», a tout juste 28 ans. Le plus jeune, né en Tunisie, frôle les 18 ans et découvre pour la première fois la terre de France ce 6 juin 1944. Leurs uniformes sont britanniques. Ils sont coiffés d'un béret vert porté à l'anglaise (incliné de la gauche vers la droite) doté d'une plaque (nom donné à l'insigne chez les commandos marines) frappée d'une croix de Lorraine. Sur la manche de leur tenue de combat, ils arborent un bandeau «France». Les 177 hommes du commando Kieffer appartiennent aux Forces françaises libres (FFL). Venus d'Angleterre, ils débarquent sur la plage de «Sword» peu avant 8 heures du matin. Ils seront les seuls Français à fouler le sable des plages normandes. «Nous courons autant que le permet le poids de nos sacs et nos vêtements mouillés, alourdis par le sable qui s'y colle... Nous serons les dents. Ne pas s'arrêter», raconte le second maître fusilier Guy Hattu, neveu de l'écrivain Georges Bernanos, blessé par un éclat le jour même.

Dans le film, *le Jour le plus long*, une scène les montre à l'assaut du casino de Ouistreham avant de faire jonction avec les paras britanniques à Pegasus Bridge. En très peu de temps, la moitié du commando est réduite au silence. L'autre parviendra à libérer près de 2 kilomètres de plages. Et seuls 24 d'entre eux finiront la campagne de Normandie. Leur épopée ne s'arrêtera pas là. Ils participeront ensuite à la campagne de Hollande.

Des Français venus pour libérer la terre de France, tout un symbole ! Pourtant les trois derniers survivants français du «jour le plus long» ne se verront attribuer la légion d'honneur qu'en 2014. Un monument en leur mémoire a été érigé sur les lieux de leur débarquement en 1984 seulement. Mais la participation française à la plus grande opération militaire de tous les temps ne se limite pas à ces seuls «bérets verts» menés par le

capitaine de corvette Philippe Kieffer. Pour l'historien Benjamin Massieu, auteur d'une biographie du commandant Kieffer et du livre *les Français du Jour J* (1) remarquablement documenté et illustré de photos d'époque, «le commando Kieffer est devenu un mythe compensatoire». Ses hauts faits d'armes venant pallier la faiblesse des forces françaises engagées sur le terrain.

Sabotage. Le 6 juin 1944 pourtant, 3051 Français, paras, commandos, marins et aviateurs, selon le décompte précis de Benjamin Massieu, combattent aux côtés des forces alliées. Peu de choses certes au regard des 79 000 Anglais et des 53 000 Américains engagés dans le combat pour la libération de l'Europe. Tout juste autant que les 3000 soldats américains tombés sur «Bloody Omaha» («Omaha la sanglante»), au soir du 6 juin. Mais parmi ces Français, 38 feront partie des premiers à engager la bataille.

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, les paras frappés de la croix de Lorraine, formés par les SAS britanniques, sont largués sur le sol de France, en Bretagne. Leurs missions ? Mener des opérations de diversion, de renseignement et de sabotage, et surtout empêcher un mouvement des troupes allemandes venant renforcer les unités stationnées en Normandie. Les paras français appartenaient aux FFL s'appuyant sur les nombreux maquis locaux pour mener leurs actions. Sur les flots de la Manche va se jouer une sorte de réconciliation qui met à mal l'Histoire mais qui va permettre à celle du jour de s'écrire.

Dans la nuit, des navires de la «Royale», nom que la marine nationale se plaît encore à se donner, se préparent à appareiller pour naviguer aux côtés des bâtiments de Sa Gracieuse Majesté. Mieux encore : à combattre flanc à flanc alors que, depuis des siècles, les flottes de ces deux pays s'affrontent sur mer pour démontrer leur suprématie et leurs statuts de grandes puissances coloniales. Effacées pour un jour, les haines, la rivalité et la rancœur des défaites. Celles-ci ne remontent pourtant pas si loin. La défaite de Trafalgar, le 21 décembre 1805, devenue proverbiale, reste un souvenir proche. Les Français des années de «l'Occup» se rappellent surtout du bom-

Suite page 18

On politise le Débarquement en célébrant la coopération internationale, le «multilatéralisme» et la construction européenne, imaginée dès après la victoire pour interdire le retour de la guerre sur le territoire libéré par les Alliés. En 2004, sous Chirac, on invite même le chancelier allemand, à l'époque Gerhard Schröder, à participer aux festivités, grande première, que Mitterrand avait écartée, dit-on, par une formule abrupte : «Mais enfin, il me semble que les Allemands ont perdu la guerre...» On y convie enfin les Russes, ce qui n'est que justice : au moment où les troupes alliées débarquent, il y a bien plus de soldats allemands et de divisions blindées occupées à lutter contre l'Armée rouge en pleine offensive que de troupes nazies en Normandie. Réécriture pacifique et bien-pensante ? En aucune manière. Les buts de guerre proclamés par les Alliés dès avant le 6 juin consistaient non seulement à battre les Nazis, mais aussi à instaurer un monde nouveau conforme aux vues de Franklin Roosevelt, bâti sur la coopération, la démocratie, le libre-échange, le refus des guerres monétaires, comme en témoi-

gnent la création de l'ONU, l'instauration de régimes démocratiques dans les territoires libérés, les accords monétaires de Bretton Woods ou la création du Marché commun.

AMER PARADOXE

A cet égard, la présence de Donald Trump cette année recèle un amer paradoxe : le président américain professe des vues politiques et diplomatiques à l'opposé de celles de son prédécesseur de 1944. Il n'a de cesse de combattre le multilatéralisme, de promouvoir le nationalisme, de relancer les guerres commerciales et d'affaiblir l'UE. De même que la Grande-Bretagne venue à l'époque au secours de l'Europe occupée cherche désormais à s'en détacher. On avait fait l'effort, au fil du temps, de rapprocher la mémoire de l'histoire, œuvre de vérité. C'est maintenant l'hypocrisie qui domine les cérémonies de 2019 : les gouvernements américain et britannique ont en fait tourné le dos aux principes hérités de l'après-guerre. Derrière les hommages convenus à l'héroïsme des soldats du 6 Juin se profile la pure et simple trahison de leurs idéaux. ◀

Un soldat américain mort sur les plages normandes, le 6 juin 1944.

PHOTO MARY EVANS. SIPA

Suite de la page 17 bardement anglais sur le mouillage de Mers-el-Kébir en juillet 1940 pour couler la flotte afin qu'elle ne tombe pas entre les mains allemandes. Un épisode abondamment mis en scène par la propagande vichyste pour dénoncer «la perfide Albion». Quelques bâtiments rescapés du sabotage de Toulon en 1942 ordonné par l'amiral vichyste mettront alors le cap vers les côtes anglaises. Au total, deux croiseurs, le *Montcalm* et le *Georges-Leygues*, quatre frégates, quatre corvettes, un torpilleur et un chasseur de sous-marin se retrouvent face aux côtes normandes avec à leur bord 2609 marins. Si certains de ces navires ont rejoint les rangs gaullistes et battent pavillon à croix de Lorraine des Forces navales françaises libres, d'autres, de sensibilité plutôt giraudiste, opèrent sous com-

mandement anglais. A 5 h 47, les deux croiseurs français positionnés avec l'*Arkansas* devant Omaha Beach ouvrent le feu sur la batterie allemande de Longues-sur-Mer. Les amiraux français ont dû batailler avec l'amirauté anglaise et les «pachas» de la Navy pour imposer la présence offensive des deux croiseurs alors que les Alliés voulaient les cantonner à des missions d'escorte ou de logistique.

Escadrilles. Les cocardes tricolores brillent aussi sous le ciel normand : 227 aviateurs, pilotes, navigateurs ou radios embarquent dans 122 appareils, tous d'origine anglaise, pour appuyer l'armada qui s'apprête à débarquer. A bord de leur Spitfire, les pilotes français effectuent 217 sorties et les bombardiers seulement 25, souvent décisives.

Assis dans leur Boston, les bombardiers légers du groupe Lorraine décollent aux premières heures du jour. Leur navigation devra être réglée au millimètre et à la seconde près. Ils voleront au ras des flots 15 mètres au-dessus des vagues pour larguer leurs bombes fumigènes sur Utah Beach afin de masquer l'arrivée du gros des forces. Parmi les escadrilles engagées figure celle des «Cigognes», à laquelle appartenait l'as des as français mort en 1917, Georges Guynemer, avec ses 53 victoires homologuées.

Au jour J, quelques Français ont bien répondu présent. Avec un paradoxe qui pèsera ensuite sur la poursuite de l'histoire. La majorité d'entre eux ne sortent pas des rangs des Forces françaises libres. Ils ne sont pas des compagnons de la première heure, de ceux qui rejoind-

ront la «chevalerie» des titulaires de la croix des Compagnons de la Libération. Prévenu la veille du déclenchement de l'opération au cours d'un déjeuner plus qu'houleux avec Churchill, De Gaulle se refusera ensuite à commémorer l'anniversaire du Débarquement. «*La France a été traitée comme un paillasson ! Le débarquement du 6 juin, ça a été l'affaire des Anglo-Saxons d'où la France a été exclue. Ils étaient bien décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi ! Ils avaient préparé leur AMGOT [gouvernement allié des territoires occupés, ndlr]. Et vous voudriez que j'aie commémoré leur débarquement alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays ? Ma place n'est pas là*», rapporte Alain Peyrefitte dans ses mémoires. En plus, pour le chef de la France libre,

ce Débarquement venait nier le rôle de la Résistance française dans la libération du pays. A ses yeux, seul importait le débarquement de Provence, en août 1944, avec l'armée d'Afrique menée par le général Jean de Lattre de Tassigny. Même François Mitterrand qui, en 1984, avait organisé les premières grandes cérémonies commémoratives du Débarquement, avait alors déclaré que «*les troupes françaises n'ont pas participé au Débarquement. Il y avait des Français mais ils appartenaient à l'armée anglaise*». Alors seule la mémoire des 177 hommes du commando Kieffer pouvait rester graver dans la geste française comme l'exception héroïque.

CHRISTOPHE FORCARI

(1) *Les Français du Jour J*, de Benjamin Massieu, éd. Pierre de Taillac, 410 pages, 24,90 euros.



Macron, Theresa May, le prince Charles, la reine Elizabeth II, le couple Trump et Merkel, à Portsmouth mercredi. T. AKMEN, AFP

A Portsmouth, des mercis devant les vétérans

Dans le sud du Royaume-Uni, plusieurs leaders occidentaux ont lancé les commémorations qui s'achèvent ce jeudi de l'autre côté de la Manche.

Les têtes blanchies, certaines coiffées d'un béret, se balancent en rythme. De ces visages froissés sortent des voix un peu éraillées. Mais les paroles de la célèbre chanson *We'll Meet Again* n'ont pas été oubliées. Elles résonnent dans leurs âmes aujourd'hui aussi clairement qu'il y a soixante-quinze ans. Elles écartent un instant les ombres, même si elles ne les effacent pas. Ecrites en 1939, interprétées par l'inoubliable Vera Lynn, ces notes ont accompagné la guerre et éclairé la jeunesse de ces vétérans,

dont tous ont aujourd'hui plus de 90 ans. Mercredi, soixante-quinze ans après cette journée qui a défini leurs vies, c'est une autre chanteuse britannique, Sheridan Smith, qui interprète la ballade sur l'immense scène installée le long de la mer, à Portsmouth, sur la côte sud de l'Angleterre. C'est d'ici que la majorité des forces du Débarquement ont embarqué pour traverser la Manche, dans la nuit noire, en route vers les plages de Normandie. Entre deux notes, on entend le vent et le bruit des vagues. Les paroles sont si simples, elles parlent de se retrouver un jour, «*je ne sais quand, je ne sais où*».

Vagues. Sur l'écran en fond de scène, des images défilent. Celles de jeunes soldats, âgés d'à peine 20 ans, certains en avaient 16, le visage noirci, serrés les uns contre les autres

sur des embarcations. Au ras des yeux, les vagues déferlent, effrayantes et bien plus grosses que celles qui roulent aujourd'hui. Pourtant, au milieu des visages, leurs sourires explosent. Ils rient à la blague stupide lancée par un camarade. Pour se donner du courage, éloigner la terreur. Dans quelques heures, certains de ces sourires seront éteints à jamais, sous les balles des combats ou noyés sous le poids de leur équipement trop lourd. A petits pas, le sergent John Jenkins, 99 ans, vétéran de la British Navy, s'avance sur la scène. «*J'avais 23 ans lorsque j'ai débarqué sur Gold Beach. J'étais terrifié, je pense que tout le monde l'était. [...] J'étais juste un petit rouge d'une énorme machine. On n'oublie jamais ses camarades, parce qu'on y était tous. Il est juste que le courage et le sacrifice de tant d'entre eux soit honoré soixante-quinze ans plus tard.*

Nous ne devons jamais oublier.» Quelques instants plus tôt, au tout début de la cérémonie, dix vétérans, certains appuyés sur une canne, leur costume bardé de médailles, s'étaient tenus debout, sans un mot, devant la foule et les dignitaires assis sur le côté. Les applaudissements ont crépité et, un à un, tous se sont levés, y compris les 16 chefs d'Etat et de gouvernement présents autour de la reine Elizabeth II, dont Donald Trump, Emmanuel Macron, le Canadien Justin Trudeau et Angela Merkel.

Ce jour, et cette cérémonie, étaient ceux de ces vieux jeunes hommes, qui, comme l'a dit l'un d'eux, ont compris ce matin du 5 juin 1944, alors qu'on leur distribuait des balles réelles, que «*ce jour était "le" jour*».

Chorégraphie. Les mots dits par des acteurs, par les vétérans ou par les dignitaires, les chants et danses qui ont égayé le programme, étaient ceux de cette époque, de ces sombres années. Bien sûr, la voix de Winston Churchill et son inoubliable «*Nous nous battons sur les plages*», discours prononcé le 4 juin 1940, ont résonné dans le vent. Trump a lu la prière dite à l'époque par son prédécesseur Franklin Roosevelt. Mais ce sont les mots des inconnus, de ces jeunes dont certains n'avaient jamais mis le pied en Europe ou même sur un bateau, qui ont sonné tellement plus forts que n'importe quel discours. Macron a lu la lettre du jeune résistant Henri Fertet, écrite à ses parents le 26 septembre 1943, juste avant son exécution. Il avait 16 ans. «*Adieu, la mort m'appelle, je ne veux ni bandeau ni être attaché. Je vous embrasse tous. C'est dur quand même de mourir.*» Avant d'entamer sa lecture, le président français a dévié un instant de la chorégraphie parfaite. En anglais et la voix nouée, il a dit : «*Laissez-moi d'abord vous remercier, sincèrement, au nom de ma nation.*» La dernière à parler fut une vétéran en rose fushia, la reine Elizabeth II, 93 ans. De tous les représentants des nations, elle est la seule à avoir prononcé un discours personnel. Parce qu'elle fut l'un des témoins de cette époque. Elle avait 13 ans au début de la guerre, 18 au moment du D-Day. «*Lorsque j'ai assisté aux commémorations du 60^e anniversaire du Débarquement, certains ont pensé que cela pourrait bien être la dernière fois. Mais la génération de la guerre, ma génération, est résiliente*», a-t-elle dit. Avant d'ajouter, simplement : «*C'est avec humilité et plaisir, au nom du pays tout entier, en fait au nom de l'ensemble du monde libre, que je vous dis à tous : merci.*»

SONIA DELESALLE-STOLPER
Correspondante à Londres

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr
01 87 39 84 80

LIVRES - REVUES

LIBRAIRE ACHÈTE :
Livres modernes et anciens
pléiades, bibliothèques,
service de presse,
Successions.
06.80.43.82.70

MUSIQUE

Disquaire sérieux
(20 ans d'expérience)
achète disques vinyles
33 tours et 45 tours tous
styles musicaux : pop
rock, jazz, classique,
musiques du monde,...
au meilleur tarif +
matériel hi fi haut de
gamme.
Réponse assurée et
déplacement possible.
Tel : 06 89 68 71 43

ANTIQUITÉS/
BROCANTESAchète
tableaux
anciensXIX^e et Moderne
avant 1960

Tous sujets, école de Barbizon,
orientaliste, vue de Venise,
marine, chasse, peintures de
genre, peintres français &
étrangers (russe, grec,
américains...), ancien atelier
de peintre décédé, bronzes...

Estimation gratuite
EXPERT MEMBRE DE LA CECOA
V.MARILLIER@WANADOO.FR
06 07 03 23 16

La reproduction de
nos petites annonces
est interdite

Ventes immobilières aux
enchères publiques

ferrari
publicité

l'actualité des ventes
aux enchères publiques
www.ferrari.fr
Formalités des sociétés,
publicité légale et judiciaire
avis administratifs
avis d'enquêtes publiques

Contact : Agence Ferrari - 7, rue Sainte-Anne
75001 PARIS - agence@ferrari.fr - T. 01.42.96.05.50

93 VENTE aux enchères publiques, au palais de justice de BOBIGNY
(93) le **MARDI 16 JUILLET 2019 à 13 h 30** - EN UN SEUL LOT

UN APPARTEMENT à SEVRAN (93) - 39 avenue Berlioz
De 81,52 m² Dans le bât. B, au 9^{ème} étage, de 4 pièces principales, compr. :
entrée avec placard, cuisine, salon, couloir, buanderie, 3 chbres (dont une avec
placard) dressing, WC, Sdb. La jouissance des droits fonciers afférents au lot
ci-après désigné et la cession en propriété des constructions édifiées sur ledit lot,
ce jusqu'au 4 juin 2036, lequel lot dépendant de l'immeuble à usage de parkings,
Au 37 Avenue Berlioz, au Rdc, **UN PARKING** n°345. Les biens sont occupés.

Mise à Prix : 80.000 €

Rens. : 1°) **M^{me} Pauline BINET**, Avocat au Barreau de PARIS, 10 rue des Filles du
Calvaire - 75003 PARIS - Tél. : **01.40.24.07.43** - pbinet@binet-avocats.fr
2°) **M^{me} Florence LOUIS**, Avocat au Barreau de la Seine Saint Denis, 3 rue Charles
Auray - 93500 PANTIN - T. : **01.40.11.74.20** - florence.louis@avocat-louis.fr
3°) Au Greffe du JEX du TGI de BOBIGNY où le cahier des conditions de vente peut
être consulté. www.ferrari.fr

Sur les lieux pour visiter le 10 JUILLET 2019 DE 10H30 à 11H30

Entre-nous

entrenous-libe@teamedia.fr
01 87 39 84 80

MESSAGES
PERSONNELS

TBHSYS...COD...JN...
What did
you expect for LOVE,
little man
GO, LIVE, LOVE AND
BECOME :
that is the question for all
people who consider the
protection of tree of THE
MOST

IMPORTANT QUESTION
OF OUR
TIME TO STOP «les temps
les plus noirs du
monde»...

TRANSPORTS
AMOUREUX

à l'attention des sections
d'amour de la 102: l'eau de
Mâ est un Amour d'eau...
je répète: l'eau de Mâ est
un amour d'O...LBL-ESP-
DIX joncx.

Opération BBB peut
démarrer comme
convenu le jour du
D-DAY...ET le marcheur du
Val...et-ET vers l'Infini et
au-delà.

NOUVEAU

Votre journal



est habilité pour toutes
VOS ANNONCES
LÉGALES
sur les départements

75 92 93 94

RENSEIGNEMENTS
COMMERCIAUX

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00

ou par mail

legales-libe@teamedia.fr



www.liberation.fr
2, rue du Général Alain
de Boissieu, 75015 Paris
tél. : 01 87 25 95 00

Édité par la SARL

Libération
SARL au capital
de 15 560 250 €,
2, rue du Général Alain
de Boissieu - CS 41717
75741 Paris Cedex 15
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
SFR Presse

Cogérants
Laurent Joffrin,
Clément Delpiro

Directeur de la publication
et de la rédaction
Laurent Joffrin

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Guinio

Directeurs adjoints
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Christophe Israël,
Alexandra Schwartzbrod

Rédacteurs en chef
Michel Becquembourg
(édition), Christophe
Boulard (technique),
Sabrina Champenois
(société), Guillaume
Lauay (web)

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef adjoints
Jonathan Bouchet-
Petersen (France),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (idées),
Gilles Diers (web),
Fabrice Drouzy (spéciaux),
Mathieu Ecoffier (web),
Christian Losson (monde),
Catherine Mallavay
(société), Didier Péron
(culture), Sibylle
Vincendon (société)

ABONNEMENTS
abonnements.liberation.fr
scaabo@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Alicia Media Publicité -
Libération
2, rue du Général Alain
de Boissieu - 75015 Paris
tél. : 01 87 25 85 00

Petites annonces, Carnet
Team Media
10, bd de Grenelle CS 10817
75738 Paris Cedex 15
tél. : 01 87 39 84 00
hpiat@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Nantes)
Imprimé en France
Membre de OJD-Diffusion
Contrôle CPPAP : 1120 C
80064. ISSN 0335-1793.



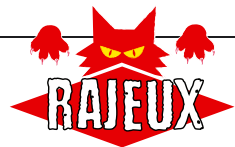
Origine du papier : France

Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur
d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier

La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.

Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr



ON S'EN GRILLE UNE ?

Par **GAËTAN
GORON**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

Grille n°1236

VERTICALEMENT

1. Personnel 2. Une image qui vaut de l'or 3. Telle cellule sans fonction particulière 4. Fin de groupe # Bientôt pesés # Fin de groupe 5. Mettre la main dessus # Avant Drang après les Lumières 6. Face à face avec le suivant # Il approche, youpi ! # De derrière, lune de Jupiter 7. Voyagerait dans l'au-delà 8. On respire mieux grâce à lui # Chancelier Prix Nobel de la paix 9. Avec pierre # Vieil empire dans l'actuelle Turquie

Solutions de la grille d'hier

Horizontalement 1. CAFÉIÈRES. II. ÂNONS. ALE. III. FOR. SAPAI. IV. EMIS. PING. V. SYNCOPÉ. VI. TÊTE. ECCE. VII. AS. NASEAU. VIII. AA. CR. IX. AFFRANCHI. X. CARINTHIE. XI. STOICIENS. Verticalement 1. CAFÉS-TABACS. 2. ANONYMES. FAT. 3. FORINT. AFRO. 4. EN. SCENARII. 5. ISS. ANC. 6. APPESANTI. 7. RAPIÈCE. CHE. 8. ELAN. CACHIN. 9. SEIGNEURIES.

libemots@gmail.com

ON S'EN GRILLE UNE AUTRE ?

Mots croisés,
sudoku,
échecs...
Retrouvez
tous nos jeux
sur mobile
avec RaJeux,
la nouvelle
appli de
Libération



Déjà
disponible sur
iOS et Android

SUDOKU 3992 MOYEN

	6	7			2	3			
2			4		6				9
4		9				8		1	
	9			2			4		
			9	4	3				
7				6			1	2	
7	5	3				1	6		
6			1		5		9	3	
	3	1			4	7	2		

SUDOKU 3991 MOYEN

1	2	3	6	4	5	9	7	8
5	4	9	3	7	8	1	2	6
6	8	7	9	2	1	3	5	4
4	5	1	7	9	2	8	6	3
7	6	8	1	5	3	2	4	9
9	3	2	8	6	4	5	1	7
8	7	6	2	1	9	4	3	5
2	5	4	3	6	7	8	1	9
3	1	4	5	3	7	6	2	8

SUDOKU 3992 DIFFICILE

6	5	8		1	3			
		3		2				
					5	6		8
			4		1	3	9	
1								7
	7	9	2	5	6			
5	6	9					3	
		1	5			7		
4	7	3						2

Solutions des
grilles d'hier

SUDOKU 3991 DIFFICILE

2	8	9	7	5	4	6	1	3
7	1	4	3	6	9	3	2	5
3	5	6	9	1	2	4	7	8
4	6	1	8	7	3	2	5	9
8	7	2	5	4	9	1	3	6
9	3	5	1	2	6	7	8	4
1	4	7	6	8	5	3	9	2
5	2	4	3	9	7	8	1	6
6	9	2	3	1	5	4	7	8

**Vous voulez passer une
annonce dans**

Libération

Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne

<http://petites-annonces.liberation.fr>

Recueilli par
AURÉLIE DELMAS
et **ADRIEN FRANQUE**

Une nouvelle fissure dans le plafond de verre : vendredi, avec le match France-Corée du Sud, s'ouvrira dans l'Hexagone une Coupe du monde féminine plus médiatisée que jamais. Une visibilité accélérée qui intervient après un siècle de tacles et de coups d'épaules. Fortement ralenti par la défense d'un « fief de la virilité », comme l'ont dénommé les sociologues Norbert Elias et Eric Dunning, le football au féminin a néanmoins connu quelques percées, pendant la Première Guerre mondiale et à la fin des années 1960. Cette troi-

sième vague des années 2010 et ce Mondial ambitionnent de faire basculer la discipline dans une nouvelle ère. L'historienne, enseignante et auteure d'*Histoire du football féminin au XX^e siècle* (l'Harmattan, 2003) Laurence Prudhomme-Poncet revient pour *Libération* sur cette longue et difficile reconnaissance de la pratique féminine du football dans les institutions et auprès du grand public.

Quand ont eu lieu les premiers matchs entre femmes en public ?
Les premiers matchs de football masculin datent de 1863 en Angle-

terre, autour de 1890 en France. Et les premiers matchs féminins ont lieu dans les années 1890 en Angleterre et en Ecosse. En France, la

première trace de joueuses féminines que l'on trouve dans la presse a lieu en pleine Première Guerre mondiale. Le match en question, le 30 septembre 1917, oppose deux équipes de Femina Sport, club sportif féminin créé en 1912

et qui commence à pratiquer, autour de l'été 1917, les sports athlétiques et le football. Ces footballeuses, âgées de 16 à 25 ans et de condition plutôt modeste, viennent de Paris et sa banlieue.



DR
INTERVIEW

«Les femmes sont-elles seulement des faire-valoir du football ?»

Indifférence, réticence, interdiction, curiosité... A la veille du début de la Coupe de monde féminine en France, l'historienne Laurence Prudhomme-Poncet revient sur la difficile reconnaissance de la pratique, qui se développe désormais au sein des clubs pro masculins mais reste peu visible.

Des femmes sur un terrain de football : quelles sont les réactions ?

Ce premier match, qui reste assez confidentiel, suscite plutôt l'indifférence. On retrouve quelques lignes seulement dans la presse mais il n'y a pas encore de réticence. En 1918 a lieu un match avec un public plus nombreux, en ouverture d'un match masculin France-Belgique. Cette rencontre fait naître une curiosité, d'après les comptes rendus. Lors de la période hivernale de cette première saison 1917-1918, les joueuses de Femina Sport ne trouvant pas d'adversaires, elles ont même rencontré des équipes de jeunes garçons. Mais ces rencontres mixtes vont très vite être interdites par la Fédération française.

Les premiers matchs uniquement féminins vont s'organiser progressivement avec une première équipe, celle d'En avant, puis avec celle d'Académie, deux sociétés parisiennes. Progressivement, le nombre d'équipes va se développer grâce à la propagande de Femina Sport. A son apogée, en 1923, le championnat va compter une vingtaine d'équipes.

Dès sa création, en 1919, la Fédération française de football refuse de reconnaître la pratique féminine. Quand et comment apparaissent les réticences ?

C'est à partir des premières rencontres franco-anglaises que les résistances vont se faire sentir et les critiques se développer. Dans la presse, on trouve de nombreux comptes rendus de médecins, de pédagogues ou de sportifs qui considèrent que le football n'est pas une activité pour les femmes : trop violente, elle risquerait de déformer les corps, voire d'engendrer la stérilité. Un autre argument portait aussi sur la faible qualité du jeu. Ces critiques vont limiter la progression et le développement du football et ralentir son essor.

Quels sont les liens, à ce moment-là, avec les clubs masculins ?

Le football féminin s'est développé plutôt en parallèle, dans une fédération sportive féminine autonome. Néanmoins, il y a quelques liens minces au niveau des entraîneurs ou des arbitres qui officient de temps en temps.

Ensuite il y a donc un déclin de la pratique féminine ?

Les circonstances de la Première Guerre mondiale bouleversent un peu les rapports hommes-femmes, et les préjugés sont plutôt favorables aux femmes, ce qui permet l'apparition du football féminin. Mais très vite, cette période des années 20 est suivie d'une période de régression. Des obstacles apparaissent avec les difficultés économiques et sociales au cours des années 30.

De son côté, la Fédération sportive féminine internationale [fédération multisports créée en 1921, ndlr] va pencher davantage pour l'athlétisme et le basket. Le handball va également se développer dans les années 40. Et à partir de 1941, le football est interdit aux femmes par le régime de Vichy. La pratique



Match entre En Avant et Femina

féminine du football ne réapparaîtra que dans un contexte plus favorable, dans les années 60. On observe alors une augmentation quantitative des sportifs en France et un large mouvement de revendications politiques et sociales. Le statut de la femme devient un sujet important dans la société.

L'essor des clubs féminins de football est-il lié à celui des mouvements féministes ?

C'est plus une situation de contexte, de questionnement autour de ce qu'est la femme et de son statut dans la société. Mais il n'y a pas de relation directe entre les revendications féministes explicites pour l'amélioration des conditions de vie des femmes et la pratique du football qui est plutôt un féminisme que j'appelle « en acte ». Si sciemment les footballeuses ne sont pas forcément féministes, elles participent par leur pratique à l'émancipation des femmes.

A cette époque-là, une équipe «spectacle» rencontre un certain succès à Reims...

Sport, le 21 mars 1920 au stade Elisabeth, dans le XIV^e arrondissement de Paris. PHOTO PRESSE SPORTS

LES DATES CLÉS DU FOOT FÉMININ

■ 30 septembre 1917

Premier match féminin disputé en France opposant deux équipes du Femina Sport.

■ 1919

A sa création, la Fédération française de football refuse formellement l'entrée des femmes. La même année, la Fédération des sociétés féminines sportives de France crée le championnat de France de football féminin.

■ 27 mars 1941

Le gouvernement de Vichy «interdit vigoureusement» la pratique du football féminin.

■ 1970 Première édition de la Coupe du monde féminine (non reconnue par la Fifa).

■ 1992 Instauration du championnat de France à 12 clubs.

■ 2001 Création de la Ligue des champions féminine.

considérées comme l'avenir du football, sont-elles alors seulement des faire-valoir ?

La situation a-t-elle beaucoup évolué au XXI^e siècle ?

Un tournant s'est opéré à partir de 2011 avec la victoire de l'Olympique lyonnais en Ligue des champions [la plus prestigieuse compétition européenne] et la Coupe du monde en Allemagne. Le football au féminin a un peu gagné en visibilité avec quelques coups de projecteurs dans les médias à l'occasion des grandes compétitions, mais reste sous-médiatisé comme la plupart des sports féminins. Les effectifs féminins ont un peu progressé mais les femmes ne représentent toutefois que 7% de ceux de la Fédération française de football. Le foot féminin a aussi connu les débuts de la professionnalisation en France, mais celle-ci ne concerne que peu de joueuses.

Quelles sont les principales différences entre le football et les autres sports «genrés» ?

Si l'on prend l'exemple du rugby, sa féminisation est plus difficile encore. Ce jeu, considéré comme brutal, souffre d'une représentation du corps tout aussi éloignée des standards dits «féminins».

Malgré toutes ces anecdotes, pourquoi le football dans sa version féminine a-t-il quasiment disparu des livres d'histoire ?

Car nous vivons dans un monde profondément dirigé par des hommes, et le milieu du football reste viscéralement attaché à la conservation de ce bastion. ◆

Oui, à partir de 1965 plusieurs clubs masculins ont l'idée commune d'organiser un match folklorique pour la fête du club ou en première partie d'un match masculin. Il s'agit d'attirer le public qui déserte un peu les stades à ce moment-là. Mais cette fête n'est pas sans lendemain parce que les joueuses, dont plusieurs avaient déjà une activité sportive, souhaitent poursuivre la pratique.

A Reims, grâce au journaliste de l'Union Pierre Geoffroy, la mayonnaise prend et l'équipe va organiser des rencontres internationales.

L'idée était de s'améliorer sur le plan technique mais aussi de faire la promotion de cette activité au féminin et de montrer à la Fédération ce qui était possible.

Justement, à quel moment la Fédération reconnaît-elle vraiment la pratique féminine du football ?

La reconnaissance officielle date de mars 1970. Quelques mois auparavant, la Fédération avait autorisé les ligues locales à délivrer des licences aux joueuses. Après, il va y avoir une évolution jusque dans les années 90 pour avoir progressive-

ment les mêmes règles que les garçons. Mais il y a toujours une distinction, des différences subsistent, y compris dans la terminologie. Par exemple, quand le championnat féminin s'est appelé «Division 1», c'est le moment où les masculins ont changé pour «Ligue 1». Et je ne parle même pas de la visibilité.

La pratique féminine est-elle condamnée à suivre la dynamique masculine ou se développe-t-elle de manière autonome ?

Le football féminin s'aligne progressivement sur les structures préexis-

tantes avec des règles du jeu identiques, les mêmes catégories de joueurs, des compétitions sur le même modèle que les masculins, une même structuration de la formation. Actuellement, le football féminin se développe grâce aux structures masculines professionnelles : son récent développement est essentiellement lié à son introduction dans les clubs professionnels masculins afin de redorer l'image d'un football écorné par les affaires, de gagner en visibilité à moindre coût ou avec une visée commerciale. Les femmes, parfois

ABONNEZ-VOUS



ABONNEZ-VOUS À LIBÉRATION

OFFRE INTÉGRALE

33€

par mois, soit plus de 35% de réduction par rapport au prix de vente en kiosque.

Offre à durée libre sans engagement valable jusqu'au 31.12.2019

S'ABONNER À LIBÉ EN CONTACTANT LE 01.55.56.71.40 OU SUR WWW.LIBERATION.FR/ABONNEMENT/

IDÉES/

Premier rassemblement des jeunes Français pour le climat, devant le ministère de la Transition écologique et solidaire, à Paris, le 15 février.

PHOTO MARTIN COLOMBET

Pas mûrs et déjà verts

Par
SIMON BLIN

Politiquement, on disait les jeunes «apathiques». Aux européennes, ils ont été plus nombreux à voter. En faveur de l'écologie. Un choix entre pragmatisme, implication citoyenne et intérêt particulier. Attention, engagement à forte volatilité!



Un léger frisson dans une campagne européenne bien morne. Les jeunes se sont déplacés plus nombreux qu'attendu dans les urnes. Et ont voté écolo. «Je suis très heureux que les jeunes se soient emparés de ce scrutin, jubilait Yannick Jadot, tête de liste Europe Écologie-les Verts (EE-LV), quelques minutes après l'annonce des résultats le 26 mai. Il n'est pas exclu ce soir que l'écologie soit la première force politique chez les jeunes, c'est un magnifique message d'avenir.» Enthousiasme conforté par les chiffres. Selon une enquête Ipsos-Sopra Steria, 25% des Français de 18 à 24 ans auraient choisi le vote en faveur de l'écologie, contre 15% pour le Rassemblement national, et 12% pour LREM. Un score inédit dans cette tranche d'âge pour le parti écologiste français, alors que cette catégorie de la population s'était plus portée vers le FN en 2014. A l'échelle européenne aussi, la percée historique des Verts au Parlement européen serait due en partie au sursaut de dernière minute des moins de 30 ans. Au-delà de l'enjeu climatique, c'est un réveil démocratique de la jeunesse : 39% des électeurs âgés de 18 à 24 ans ont voté,

40% chez les 25-34 ans. Soit entre 10% et 15% de plus qu'en 2014 selon les catégories.

«GÉNÉRATION CLIMAT»

Mis bout à bout, ces résultats donnent des raisons de ne pas désespérer face à la progression des populistes d'extrême droite sur le continent. Et ce d'autant que les mobilisations actuelles pour le climat rassemblent, aux côtés d'étudiants, des collégiens et lycéens qui ne sont même pas encore en âge de voter – la Suédoise Greta Thunberg, icône de la «génération climat», n'a que 16 ans. Combien d'entre eux

«On ne vote pas écolo pour simplement mieux manger, mais parce qu'on est convaincu que l'écologie est une plus-value collective.»

Vincent Tiberj professeur à Sciences-Po Bordeaux

glisseront leur premier bulletin pour un parti écologiste lors des prochaines élections locales et nationales, en France ou ailleurs?

Il faut bien sûr relativiser le frémissement. D'abord, il n'existe pas «un» mais «plusieurs» votes des jeunes. Ensuite, le RN est encore très plébiscité par la jeunesse française plus populaire, non urbaine et peu diplômée. Enfin, leur taux de participation reste très bas par rapport à celui des tranches d'âge plus élevées : 60% ne sont pas allés voter dans les rangs des moins de 35 ans, tandis que l'abstention passe sous les 50% dans la tranche 50-59 ans, puis tombe sous les 40% à partir des 60-69 ans.

«HORS DES PARTIS»

Mais la tendance a au moins le mérite de démentir un constat très présent dans les livres de sciences politiques ces dernières années, celui d'une génération politiquement apathique, se détournant des principes démocratiques et toujours plus portée vers les leaderships durs. Une thèse soutenue dans le livre à succès du politologue américain Yascha Mounk, *Le Peuple contre la démocratie* (Ed. L'Observatoire). L'essayiste,

très en vue outre-Atlantique, y démontre avec inquiétude l'attrait des nouvelles générations pour les régimes autoritaires, voire les gouvernements militaires. «Une menace vitale pour la survie même de la démocratie libérale» qui s'expliquerait, selon lui, par le fait que ces nouveaux citoyens n'ont pas connu la menace fasciste ou la guerre froide et ne mesurent pas l'importance de vivre en démocratie.

Une analyse à tempérer si l'on en croit la dernière Enquête européenne sur les valeurs (EVS) qui souligne un «rapport ambivalent» des jeunes à la démocratie. L'étude, à l'initiative de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) et qui vient d'être rendue publique, atteste à la fois d'«une défiance pour les institutions démocratiques» mais aussi «d'un puissant besoin d'implication citoyenne et de renouvellement des cadres d'action». «Il y a une jeunesse qui est à la fois plus critique du système démocratique actuel mais aussi davantage sensible à une logique de transformation sociale et politique», détaille Laurent Lardeux, sociologue et chargé de recherches à l'Injep. Cette volonté de changement passe moins

par des canaux de participation traditionnelle que par des nouvelles formes de participation, non institutionnelles et hors des partis.» La preuve par les émergences quasi concomitantes des mouvements écolos Extinction Rebellion, initié en octobre 2018 au Royaume-Uni, et Youth for Climate, créé en janvier dernier en Belgique, à l'origine d'actions citoyennes et de marches chaque vendredi pour la protection de la biodiversité. Un éveil environnementaliste dont la forme s'inscrit dans le sillage du mouvement des Indignés des places publiques né en 2011 à Madrid, Kiev, Le Caire, New York ou Paris de la volonté de réinventer la démocratie.

VALEURS D'OUVERTURE

«Ce n'est pas tant l'intérêt pour la politique qui a évolué mais la définition qu'on donne de celle-ci, précise Lardeux. On est resté très longtemps prisonnier d'une conception de la politique très largement liée à la démocratie représentative.» C'est à partir des années 60, à mesure que l'abstention des 18-35 ans explose, que des nouvelles ONG voient le jour : défense de causes écologiques, antimilitarisme ou an-



tinucléarisme, la participation politique arpentée de nouveaux terrains d'action collective en dehors des partis traditionnels. Un mode opératoire prisé de jeunes de plus en plus volages politiquement. «On commence à parler de "génération zapping" dans les années 80-90, rappelle Thibault Muzergues, politologue et consultant pour l'International Republican Institute. Ensuite, les réseaux sociaux feront sauter le filtre parental.» Appel au boycott en ligne, signature de pétitions sur change.org, rassemblements Facebook, coups de gueule sur YouTube... la viralité du Web décuple les pratiques alternatives. L'instantanéité d'Internet recoupe celle de l'urgence climatique. Et à la globalisation des enjeux écologiques, les nouveaux marcheurs pour le climat répondent par une mondialisation de l'action militante. «La question environnementale répond par excellence au besoin de s'engager pour du concret et de l'immédiat», note Ladreux. Entre l'engagement idéologique ou pragmatique, cette jeunesse a fait le choix de l'action militante concrète qui puisse produire des effets plus facilement mesurables, c'est pour cela

qu'on les voit plus s'engager sur des places publiques que dans des bureaux de vote: le temps court de l'action a pris le pas sur le temps long de l'engagement partisan.»

Le combat pragmatique n'est cependant pas dépourvu d'un fond idéologique. La montée de Yannick Jadot sur la troisième marche du podium hexagonal coïncide avec la débâcle du très conservateur François-Xavier Bellamy, ex-tête de liste des LR, pour qui très peu de jeunes se sont prononcés. Incontestablement, «le libéralisme culturel a gagné dans ces cohortes de naissance», estime Vincent Tiberj, professeur à Sciences-Po Bordeaux et auteur de *Les citoyens qui viennent* (PUF). Pour le chercheur, cette élection prouve que le renouvellement de génération joue en faveur des valeurs d'ouverture et de tolérance vis-à-vis du multiculturalisme, du rôle des genres ou des droits LGBT. Ce qui va à l'encontre de l'idée d'une société française plus conservatrice. Même constat du côté de Sarah Pickard, chercheuse britannique et auteure de *Politics, Protest and Young People. Political Participation and Dissent in Britain in the 21st Century* (Palgrave Macmillan): «La généra-

tion actuelle a beau vivre dans l'angoisse matérielle et la peur du déclassement social par rapport à ses parents, elle se tourne davantage vers des valeurs postmatérialistes, centrées sur l'autonomie et l'expression individuelle.»

Cette tendance à la personnalisation des luttes est critiquée dans le milieu universitaire, à droite comme à gauche, où des voix s'élèvent contre la politique uniquement vue sous le prisme de l'orientation sexuelle ou du plat qu'on a dans son assiette. Au risque de fragmenter la notion de bien commun. Sauf que le réchauffement climatique et les angoisses qu'il suscite fédèrent une identité collective bien au-delà des intérêts personnels. «On retrouve une forme d'individuation chez les nouvelles générations qui descendent dans la rue», observe Tiberj. C'est-à-dire «une volonté de s'épanouir personnellement, de construire un monde dans lequel on se sent bien et où l'on accepte les autres dans leur différence».

«Individuation» ne signifie pas individualisme. Cette conviction ne se ferait pas forcément au détriment d'une prise de conscience collective. En effet, le climat répond à un

besoin d'idéal de vivre ensemble, comme la construction européenne l'a été il y a vingt ans. «Le vote écolo ne correspond pas à un comportement égotropique; on ne vote pas écolo pour simplement mieux manger, mais parce qu'on est convaincu que l'écologie est une plus-value collective», abonde Tiberj. Parce qu'elle profite au consommateur, au producteur et à l'environnement, «l'écologie va de pair avec le développement de l'individu et le revirement sur le collectif». Et tend à devenir une nouvelle porte d'entrée en politique pour la jeunesse. «Avec l'écologie, c'est le jeune qui s'empare de la politique au quotidien, complète Sarah Pickard. Changer ses habitudes de consommation demande plus d'efforts que de se rendre dans un bureau de vote.» Au fameux «personal is political» («le privé est politique»), la chercheuse préfère le «do-it-ourselves politics» («la politique à faire soi-même»).

LE «VOTE DE DROIT»

Pour les moins de 35 ans, c'est aussi une façon de se décentrer des combats idéologiques du XX^e siècle, quand les partis gaullistes et communistes, puis libéraux et socialis-

tes, orchestraient à eux seuls la vie politique. Ainsi, les nouvelles générations sonnent la fin de la culture de déférence à une personnalité ou une formation politique. «Les jeunes sont désormais dans une logique de "vote de droit"», insiste Tiberj. Ils ne considèrent plus le vote comme un devoir mais un moyen d'expression comme un autre, pas nécessairement obligatoire. Relégué au fond du répertoire d'action politique, donner sa voix n'est plus synonyme d'adhésion. Quitte à changer la couleur de son bulletin en fonction du contexte de l'élection.

Dans les urnes, l'atomisation de l'offre politique de gauche profite à la volatilité de l'opinion. «C'est la théorie de l'espace des possibles, explique Tiberj: la mobilité des électeurs de gauche est encore très fluide d'un camp à un autre. Rien ne dit que les 18-34 ans qui ont voté pour EE-LV voteront mécaniquement pour ce mouvement aux prochaines élections.» Réponse aux municipales de 2020, un scrutin local traditionnellement défavorable au parti écologiste? «Yannick Jadot ne doit surtout pas faire l'erreur de croire que le vote des jeunes lui est acquis», conclut Tiberj. ▀



Des cavaliers premiers de cordée

«Disruptif», Emmanuel Macron ? Au XII^e siècle déjà, les cavaliers réussirent à obtenir des exemptions fiscales en tenant un discours proche du sien : trop taxer les classes aisées empêcherait celles-ci de tirer la société vers le haut.

Voilà près de six mois que la vie politique bruisse du reproche que certains font à Emmanuel Macron d'avoir avantagé fiscalement les plus aisés, en supprimant l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) notamment. L'ISF a été remplacé par un autre dispositif fiscal qui pèse sur les biens immobiliers, mais ne concerne plus, par exemple, un jet privé, un yacht, une Ferrari ou des actions boursières. L'argument des promoteurs de cette réforme est simple : par le simple fait de posséder ce type d'actifs, les personnes aisées créeraient de l'emploi, feraient tourner l'économie et, *in fine*, tireraient en bons premiers de cordée la société vers le haut. Si ce raisonnement peut sembler très novateur et dans l'air du temps, les chevaliers du XII^e siècle tenaient pourtant le même discours et réussirent déjà à obtenir grâce à lui des exemptions fiscales.

Une classe d'hommes nouveaux

Le XI^e siècle était encore assez similaire au monde qu'avait connu Charlemagne. Il était caractérisé par une croissance assez lente, une aristocratie militaire tournée vers l'espace rural et un maillage administratif qui était encore largement celui de l'Empire carolingien. Mais au milieu du XII^e siècle, tout a déjà changé. La croissance, et, en particulier, la croissance économique des villes, a fait émerger une classe d'hommes nouveaux qui, bien qu'issus des professions de l'écrit ou des milieux artisanaux, sont désormais aussi riches que la vieille aristocratie. Ils sont toutefois fascinés par la vieille noblesse et, imitant leur train de vie, adoptent les comportements chevaleresques et s'empressent d'investir dans la terre pourvoyeuse de statut social. Alors que ces nouveaux riches paraissent dans un premier temps mettre en danger la position sociale d'une vieille aristocratie d'héritiers, nouveau monde et ancien monde fusionnent bien vite. L'Italie fut sans doute l'espace de l'Europe où cette croissance éco-

nomique fut la plus forte et, par conséquent, où cette nouvelle élite fut la plus puissante. Si ses membres jouent à vivre comme les chevaliers d'antan, ils contribuent toutefois à faire disparaître l'ancien système administratif carolingien et à faire naître, dans chaque ville, de petites républiques au début du XII^e siècle.

En théorie, chaque citoyen y dispose de droits égaux. Mais rapidement, des systèmes d'imposition proportionnels au patrimoine se mettent en place. Dans les années 1200, dans à peu près toutes les villes d'Italie, des notaires ouvrent sur les places publiques de grands grimoires, et chaque citoyen est tenu de venir déclarer la totalité de son patrimoine, à partir duquel l'impôt progressif sera calculé. Gare aux couples Balkany de l'époque : les voisins pouvaient dénoncer ceux qui dissimulaient une partie de leur richesse. Ce nouveau système fiscal a été largement imposé par l'action du *Popolo*, un vaste groupement politique défendant les intérêts de ceux qui appartiennent à l'élite chevaleresque. Mais il déplait évidemment aux dits cavaliers, qui, en bons notables, tiennent en main la plupart des postes et des magistratures de ces petites républiques italiennes.

Les élites chevaleresques

Très vite, les chevaliers font voter des lois qui leur permettent de bénéficier d'exemptions fiscales. Chevaux de guerre et maisons fortifiées, qui sont les biens les plus coûteux de l'époque, bénéficient alors dans la plupart des villes d'une « niche fiscale » et ne sont donc pas soumis à l'impôt. Mieux, lorsqu'un cheval meurt, l'impôt des plus humbles sert à verser une indemnité pour son remplacement. Comment les élites urbaines justifient-elles ces privilèges fiscaux ? Si les chevaux de race ont été remplacés par les jets privés, la teneur de leur discours est pour l'essentiel la même que celle qui a fait naître la réforme fiscale de 2018. Les élites chevaleresques avancent

qu'en faisant la guerre sur le cheval pour la ville, en renforçant les défenses de la cité grâce à leurs demeures fortifiées, elles participent au rayonnement urbain et permettent indirectement aux autres de bénéficier d'une croissance plus générale. En somme, ils prétendent que les plus humbles doivent beaucoup aux premiers de cordées.

Chevaux et maisons fortifiées servaient, certes, occasionnellement à faire la guerre, mais l'immense majorité du temps, ils agrémentaient le quotidien de l'élite urbaine, tout en lui permettant de montrer ostensiblement qu'elle n'était pas du même bois que le commun. De plus, lorsque les cavaliers participaient aux chevauchées et pillaient des villages, ils partageaient strictement entre eux le butin, conservant les fruits de la guerre. Les bénéfices étaient donc réservés aux cavaliers, tandis que la perte éventuelle de leur cheval pesait sur l'ensemble des citoyens. Comme aujourd'hui, lorsque banques et actionnaires se partagent des dividendes, mais que l'Etat et le contribuable doivent venir les renflouer lorsque le vent tourne... Enfin, les maisons fortifiées des élites étaient rarement situées près des remparts, et se trouvaient la plupart du temps le long des routes et places principales. Elles ne servaient donc presque jamais à défendre la ville et permettaient, au contraire, aux aristocrates de dominer et de tenir un quartier, de mener des *vendette* privées contre d'autres groupements aristocratiques aux dépens de l'ordre public. Bref, ces biens de luxe permettent de consolider leur domination au sein de la société.

Durant des décennies, l'élite chevaleresque tire de grands profits économiques de ces dispositions fiscales. Nombreux sont les abus : lorsqu'un cheval devient un peu trop vieux, ses propriétaires ont la fâcheuse tendance à le faire mourir « à l'entraînement », afin qu'un nouveau cheval fringant leur soit payé par la collectivité comme si le précédent était mort à la guerre. Plusieurs documents attestent ces abus de l'élite et la réaction de plus en plus radicale du *Popolo*. Ainsi, de nombreuses dispositions sont prises à partir des années 1250 pour limiter ces avantages fiscaux et rediriger l'argent commun vers la réalisation d'édifices publics : le *Popolo* fait alors construire aqueducs et fontaines qui font jaillir, au bénéfice de tous, l'eau fraîche dans la ville. La tendance est aujourd'hui inverse : alors que l'Etat ferme régulièrement hôpitaux, écoles et tribunaux, les dispositifs tels que le CICE ou la

Par
**MAXIME
FULCONIS**



DR

Doctorant à Sorbonne Université, et membre du collectif Actuel Moyen Age.



Guidoriccio da Fogliano au siège de Montemassi, 1330, attribué à Simone Di Martini.
PHOTO DE AGOSTINI. GETTY IMAGES

IDÉES/

En soutien aux victimes de Josu Urrutikoetxea

Soutenir celui qui fut le chef d'ETA quand l'organisation basque commettait de nombreux attentats, c'est nier la réalité du terrorisme et piétiner la mémoire des victimes.

suppression de l'ISF se multiplient. Tandis que l'efficacité de ce premier dispositif fiscal est au mieux peu visible, au pire inexistante, les données économiques actuelles montrent que la suppression de l'impôt sur la fortune a produit peu d'effets positifs mesurables, tandis qu'ils ont entraîné une baisse substantielle des dons aux associations.

Justifier par des discours théoriques

S'ils sont prévus à cette fin, les discours de légitimation ne doivent pas masquer à nos yeux les réalités sociales. Lorsqu'un groupe social parvient, par sa position au sein du système productif, ses compétences et les stratégies qu'il met en place, à capter une quantité de richesse économiquement si significative qu'elle transforme en profondeur l'organisation sociale, il lui faut justifier par des discours théoriques de son caractère vital et bénéfique à tous. Et, s'il parvient à pousser plus loin son avantage, ce groupe peut réclamer de la société des marques de reconnaissance particulière. Il peut s'agir de la simple revendication d'une reconnaissance sociale ou, beaucoup plus concrètement, de dispositions fiscales lui permettant de payer proportionnellement moins d'impôts que des groupes sociaux matériellement moins bien pourvus. Hier comme aujourd'hui, l'idéalité que renferment les discours portant sur la largesse des plus riches constitue pour l'essentiel un moyen de redorer leur image et de masquer la nature profondément conflictuelle des rapports socio-économiques. ◆

Pour aller plus loin : *Cavaliers et Citoyens. Guerre, conflits et société dans l'Italie communale, XII^e-XIII^e siècles*, de Jean-Claude Maire Vigueur, Paris, 2003 ; *L'Imposizione diretta nei comuni dell'Italia centrale nel XIII secolo*, d'Alberto Grohmann, Rome, 1986 ; *La Città costruita. Lavori pubblici e immagine in Orvieto medievale*, de Lucio Riccetti, Florence, 1992 ; *le Capital au XXI^e siècle*, Paris, de Thomas Piketty, 2013.

LIBÉ.FR

Deux fois par mois, les historiens du blog «Actuel Moyen Age» tentent de «mettre en rapport les temps d'hier et d'aujourd'hui», comme dans cet article paru sur ce blog.

Dans *Libération* du 31 mai, Alain Badiou, Etienne Balibar, Thomas Lacoste, Jean-Luc Nancy, Toni Negri et Jacques Rancière signent une tribune intitulée : «En soutien à Josu Urrutikoetxea». Elle pourrait prêter à rire si elle ne révélait pas l'histoire de crimes tragiquement absurdes et inutiles.

Ces signataires n'ont en effet pas honte de comparer implicitement l'Espagne démocratique à l'Afrique du Sud de l'apartheid pour dénoncer l'arrestation le 16 mai d'un des chefs de l'organisation terroriste basque ETA dissoute en mai 2018. «*Imagineraient-ils, écrivent-ils, en Afrique du Sud, en juin 1991, une fois abolis les piliers des lois de l'apartheid, que le futur Prix Nobel de la paix, Nelson Mandela, soit remis en prison ?*» Veulent-ils nous faire croire que des Basques étaient ségrégués comme des Noirs sud-africains, ou que ce chef d'ETA méritait d'être récompensé parce qu'il a finalement décidé que les meurtres n'étaient plus utiles à sa cause ?

Les signataires font semblant d'oublier qu'en 1977, une fois Franco mort et enterré, tous les prisonniers d'ETA ont bénéficié de la loi d'amnistie et sont sortis de prison. Les militants qui, comme Urrutikoetxea (plus connu sous l'alias de «Josu Ternera»), ont ensuite fait le choix de tuer des centaines de personnes, se sont attaqués frontalement à la démocratie, à l'esprit de compromis qu'avait ouvert la Constitution de 1978. Ils ont assassiné des concitoyens désarmés dans un Pays basque gouverné par un Parti nationaliste qui défend l'indépendance de cette région. Dans les vingt années où Josu Urrutikoetxea a été le chef d'ETA, l'organisation a tenté d'empêcher la transition post-franquiste en commettant de très nombreux attentats pendant les périodes de négociations les plus délicates : 66 morts en 1978, 76 en 1979, 92 en 1980, puis entre 19 et 52 morts par an durant toute la décennie 80. Ces signataires font aussi mine de croire que la décision de Josu Ternera

d'arrêter d'assassiner ou de faire assassiner des gens l'exempte de responsabilité pénale. Il est pourtant actuellement poursuivi pour avoir ordonné, en 1987, un attentat à la voiture piégée contre une caserne de la garde civile de Saragosse où vivaient des familles, et qui provoqua 88 blessés et 11 morts dont 6 enfants : les jumelles Miriam et Esther Barrera, 3 ans ; Silvia Pino, 7 ans ; Rocío Capilla, 12 ans ; Silvia Ballarín, 6 ans ; Ángel Alcaraz, 17 ans. Mais pour les militants d'ETA les gardes civils étaient des «chiens» (*txakurak* en basque) et leurs enfants des «fils de chiens». Arrêté en France en 1989, puis extradé, Josu Ternera a pu se présenter en 1998 et en 2001 sur les listes du parti associé à ETA. Elu au Parlement autonome basque, il y a été choisi comme membre de la commission des Droits de l'homme, ce qui fut vécu comme une insulte par les associations de victimes et les citoyens basques non nationalistes. Faut-il rire ou pleurer de voir aujourd'hui des intellectuels médiatiques attribuer une «hauteur morale» à ce nationaliste cruel qui n'a jamais remis en question ses choix mortifères ? Alain Badiou considère que les récits des atrocités de la révolution culturelle en Chine sont une caricature (1). On comprend qu'il ne s'encombre pas de précisions concernant les années noires du terrorisme nationaliste basque. Dire que ETA a «remis ses armes à la population basque» est un pénible non-sens (à quels Basques ? Ceux qu'ils ont tués ?). Les signataires font référence au rôle que Josu Urrutikoetxea a joué lors des négociations de 2006 qui précédèrent la fin de l'organisation (il y eut encore 12 assassinats entre la trêve de 2006 et

le dernier attentat de 2010 qui a pris la vie du policier français Jean-Serge Nérin). Ils insistent sur le mot «*unilatéral*» comme si seule la générosité des terroristes expliquait leur dissolution. Les militants emprisonnés qui ont recherché le pardon de leurs victimes ont eu le courage de mettre unilatéralement fin à la raison de la terreur. Mais ceux-là ne mériteront pas le soutien des six signataires. Les partis politiques espagnols n'ont pas accordé de légitimité à la fameuse Conférence internationale présidée par Kofi Annan parce qu'ils ne reconnaissent pas l'existence, depuis 1978 en Espagne, d'un «*conflit armé*» entre deux camps. Il y a eu de la part d'ETA usage de la terreur pour imposer à tous les citoyens une conception unique du Pays basque. Les victimes d'ETA refusent aussi le concept de conflit, car elles veulent que l'on parle des assassins. Nombre d'entre elles attendent encore justice, notamment les familles des enfants morts à Saragosse en 1987. Il y aurait encore environ 300 meurtres non élucidés. Nous sommes «*inquiets et consternés*», comme disent les signataires à propos de cette arrestation, de voir que des intellectuels qui se disent de gauche «s'avilissent» à mentir sur la réalité du terrorisme d'ETA, soutiennent une idéologie nationaliste exclusive et piétinent la mémoire de ses victimes. ◆

(1) «Badiou, hibernatus philosophe», sur *Libération.fr* (10 octobre 2014)

Auteurs : Barbara Loyer Professeure, Maurice Goldring Professeur émérite, Fernando Aramburu Écrivain, auteur de «Patria», Fernando Savater Philosophe, Maite Pagazaurtundúa Députée européenne, Béatrice Giblin Professeure émérite, Brigitte Pradier Conseillère municipale (Biarritz) et Kattalin Gabriel-Oyhamburu, Politologue.

Ont souhaité aussi manifester leur soutien à ce texte : Antonio Jiménez Blanco Professeur, Cayetana Álvarez de Toledo Députée, Félix de Azúa Écrivain, Andrés Trapiello Écrivain, Guillermo de la Dehesa Economiste, Francisco Sosa Wagner Professeur, Mercedes Fuentes Professeure, Francisco Javier Irazoki Écrivain, Gorka Maneiro Ancien député au Pays basque, Alfonso Ruiz Miguel Professeur, Ramón Puig de la Bellacasa Professeur, Juan Calaza Economiste, Ramiro Cibrián Ambassadeur, Carlota Solé i Puig Professeure, Juan Carlos Fernández Savater Peintre, Pablo Barrios Professeur, Roberto Blanco Valdés Professeur, Carlos Martínez Gorriarán Ancien député, Diego Escamez Professeur de lettres (Biarritz) et Félix Ovejero Professeur.

Dans les vingt années où Josu Urrutikoetxea a été le chef d'ETA, l'organisation a tenté d'empêcher la transition post-franquiste en commettant de très nombreux attentats pendant les périodes de négociations les plus délicates.

IDÉES/



POLITIQUES

Par
ALAIN DUHAMEL

Marine Le Pen, la contre-présidente

Il ne faut pas sous-estimer la cheffe du Rassemblement national dans sa prétention à conquérir le pouvoir. Le contexte politique actuel favorise sa stratégie.

À la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand avait été surnommé par la presse «le contre-président», tant il apparaissait comme le challenger naturel et crédible du chef de l'Etat sortant. Aujourd'hui, après les élections européennes, Marine Le Pen se trouve à son tour dans cette situation d'adversaire numéro 1, de prétendante en titre, de rivale dangereuse d'Emmanuel Macron. Certes, elle ne possède pas, tant s'en faut, la stature de François Mitterrand à la toute fin des années 70, son expérience du pouvoir, son autorité monarchique, sa culture et son

extrême habileté. Encore faut-il ne pas la sous-estimer. La présidente du Rassemblement national n'est pas seulement une combattante implacable, une oratrice offensive, une leader impérieuse. C'est aussi une tacticienne adroite, comme l'a montré sa gestion des gilets jaunes, animée par des convictions simplistes mais très contagieuses, adulée par ses militants et par ses électeurs, d'une combativité et d'une violence impressionnantes. De plus, elle bénéficie de plusieurs atouts et elle est servie par les circonstances.

La mécanique de la Ve République – combinaison d'extrême présidentialisation et de scrutin majoritaire décuplée par l'inversion du calendrier – sélectionne deux ou trois candidats dominants au détriment de tous les autres, plutôt deux lorsqu'il s'agit d'un match revanche. Par ailleurs, son électorat s'avère d'une détermination et d'une constance supérieures à celles de tous les autres, comme les enquêtes l'ont montré. De plus, son implantation profonde au sein des catégories populaires lui vaut une apparence de respectabilité particulière. C'est d'ailleurs son axe de défense rituel : s'en prendre à elle, la critiquer, c'est insulter le peuple, c'est mépriser la France modeste. On pourrait imaginer, en revanche, que son idéologie constamment déployée – nationalisme, extrémisme, xénophobie, sectarisme – lui nuirait. Il n'en est rien.

Dans une période où l'insatisfaction s'embrase soudain, où le mécontentement gronde, où l'intolérance gagne sur la scène publique, tout cela constamment théâtralisé par les nouveaux médias, non seulement son idéologie ne choque pas le tiers ou 40% des Français mais elle exprime leurs sentiments. On l'a bien vu lors des manifestations des gilets jaunes dans les grandes villes.

La violence de la thématique de Marine Le Pen correspond à la violence des sentiments d'une fraction croissante des Français. De plus, elle bénéficie aujourd'hui de circonstances qui n'existaient pas dix ans auparavant. D'une part, une vague nationaliste populiste puissante traverse l'Union européenne. Elle rencontre heureusement de fortes réticences mais autant Jean-Marie Le Pen apparaissait ultraminoritaire à l'échelle de

l'Europe, autant Marine Le Pen dispose d'alliés nombreux, disparates, inquiétants mais solidement implantés, et incarnés par des leaders parfois charismatiques (Viktor Orbán, Matteo Salvini).

D'autre part, concernant la scène politique nationale, le moins que l'on puisse dire est que sa désintégration sert la présidente du Rassemblement national. Jean-Luc Mélenchon s'est égaré et déconsidéré tout seul. La gauche est en miettes, et le surgissement bienvenu de Yannick Jadot ne constitue pas une promesse d'alliance. Emmanuel Macron possède une stature originale et hardie mais il incarne un stéréotype social, culturel, politique qui constitue un repoussoir bien commode pour Marine Le Pen (la réciproque étant d'ailleurs évidemment vraie).

Quant à Laurent Wauquiez, s'il n'existait pas, Marine Le Pen aurait pu l'inventer. En choisissant un registre identitaire conservateur sectaire et agressif pendant deux ans, l'ex-président de Les Républicains (LR) a respectabilisé les thèses et le style de Marine Le Pen, les a banalisés. Plus : en optant pour une ligne de repli à la droite de la droite, il a rompu avec ce qui était l'axe majeur du parti néogaulliste, son image de marque traditionnelle, le rassemblement. Moyennant quoi, il a renforcé les deux personnages dominants, le Président et la contre-présidente, au détriment de son propre parti. C'est bien la peine d'être reçu premier à l'agréation d'histoire !

Tout cela fait de Marine Le Pen une challenger redoutable mais pas irrésistible. L'extrême droite européenne ne va sans doute pas offrir un spectacle très séduisant d'ici à 2022, surtout si le Brexit dur est mis œuvre et si la coalition italienne éclate. Les Républicains devraient se doter d'un candidat à l'élection présidentielle plus attractif que Laurent Wauquiez. La nouvelle politique économique d'Emmanuel Macron peut continuer à faire refluer lentement le chômage, donc la colère et l'anxiété. Et surtout, Marine Le Pen manque terriblement d'alliés potentiels. Si Les Républicains reviennent à une ligne plus clairvoyante, les ouvertures de Marion Maréchal-Le Pen restent stériles, et les tentatives de sa tante pour attirer quelques élus républicains de second rang ne changeront rien. Si... ▶

HORS-SÉRIE LIBÉRATION - ÉTÉ 2019

www.libération.fr

Libé

FESTIVALS DE L'ÉTÉ

GRAND SUD, CENTRE NORD-EST, GRAND OUEST, EUROPE...

SUPPLÉMENT À LIBÉRATION N° 11823 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

SUPPLÉMENT 32 PAGES FESTIVALS DE L'ÉTÉ
VENDREDI 7 JUIN AVEC LIBÉRATION

SÉMINAIRE

Derrière le surmoi de l'histoire

«*Naturels ou intérieurs, bien des êtres sont relégués aux lisières de la prose historique.*» Depuis plusieurs semaines, et jusqu'à la fin du mois, les historiens Patrick Boucheron (Collège de France) et Romain Bertrand (Ceri, Sciences-Po-CNRS) consacrent leur séminaire, «Faute de mots, recherches sur l'histoire empêchée», aux êtres et notions qui ont du mal à trouver leur place dans la réflexion historique: plantes, insectes, inconscient, mythes... Mardi 11 juin, les difficiles relations entre histoire et psychanalyse seront abordées par le philosophe et psychanalyste Stéphane Habib, et les historiens Philippe Boutry et Stéphanie Sauget. Les disciplines peuvent-elles un jour espérer se comprendre ?

«Les être intérieurs: ce qui converse en nous», mardi 11 juin, de 16 heures à 19 heures, salle 5 du Collège de France, 11 place Marcelin-Berthelot, 75005.

REVUE

Les émotions d'Alain Corbin



La revue *Critique*, mensuel fondé par Georges Bataille en 1946, consacre son dernier numéro à la pensée d'Alain Corbin, historien des sensibilités. Universitaire et spécialiste du XIX^e siècle se définissant lui-même comme historien «des comportements sensoriels et des dispositifs affectifs», Alain Corbin se fait connaître avec la publication du

Miasme et la Jonquille en 1982. Il travaille ensuite sur le désir masculin avec *les Filles de noce* (1978) ou la création des vacances dans *l'Avènement des loisirs* (1996). Dans ce numéro dirigé par les historiens Pierre Birnbaum et Philippe Roger, plusieurs universitaires racontent l'univers et le mode de pensée de l'auteur d'une *Histoire du silence*. Avec Anne-Emmanuelle Demartini, Judith Lyon-Caen, Pascal Ory, Martin Rueff, Sylvain Venayre, Georges Vigarello...

Revue *Critique*, n°865-866, juin-juillet 2019, 176 pp., 13,50 €.

Philosopher à Monaco

Les Rencontres philosophiques de Monaco organisent leur colloque annuel les 7 et 8 juin, avec conférences, lectures et dialogues. Sera également remis le prix des Rencontres, à un des meilleurs essais de l'année. Parmi les cinq finalistes: Alain Ehrenberg pour *la Mécanique des passions* (Odile Jacob), Manon Garcia pour *On ne naît pas soumise, on le devient* (Flammarion), Marie Garrau pour *Politiques de la vulnérabilité* (CNRS Editions), Jérôme Porée pour *Phénoménologie de l'aveu* (Hermann) et Hartmut Rosa pour *Résonance* (La Découverte). À l'exception de ce dernier, les quatre finalistes participeront, le 7 juin, à une rencontre présentée par Robert Maggiori.

Rens. et programme:

<http://philomonaco.com/saison/la-maison-de-la-philosophie-2/>



HISTORIQUES

Par
LAURE MURAT

Professeure au département d'études françaises et francophones et directrice du Centre d'études européennes et russes à UCLA.

La pellicule invisible d'Alice Guy

Réalisatrice de près de mille films, louée par Eisenstein et Hitchcock, cette pionnière a été littéralement effacée par les historiens du cinéma.

Bien qu'Alice Guy-Blaché soit française et la réalisatrice d'une œuvre protéiforme, il y a peu de chances pour que *Be Natural: The Untold Story of Alice Guy-Blaché*, le documentaire de Pamela B. Green sorti depuis peu aux États-Unis, soit montré en France. Il n'a trouvé, pour l'heure, aucun distributeur dans l'Hexagone, quand l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et l'Espagne ont acheté les droits. Doit-on s'en étonner? Non, à en croire la réalisatrice, dont le film dénonce l'indifférence têtue de la France vis-à-vis d'une pionnière du cinéma. À ce titre, il n'est pas exagéré de dire que le véritable sujet de *Be Natural*, enquête cinématographique et marketing de cette enquête, porte sur la façon dont l'histoire se fait, puis s'écrit – ou pas – et se réécrit.

Née en 1873, Alice Guy commence sa carrière en 1894, à 21 ans, comme sténodactylographe d'un certain Léon Gaumont. L'année suivante, elle assiste avec son patron à la première projection organisée par les frères Lumières. Gaumont saisit tout de suite l'importance du procédé, qu'il entend développer. Alice Guy se propose aussitôt de participer à l'aventure en créant des petits films courts. Gaumont accepte, au motif que «c'est un métier pour jeunes filles (sic)». Loin d'être un art, le cinématographe n'est pas encore une profession, tout au plus une occupation d'amateurs – idéale pour une femme, donc.

Alice Guy a trouvé sa vocation. Dès 1896, elle réalise ce qui peut être considéré comme le premier film de fiction, *la Fée aux choux*, soit moins d'une minute où l'on voit une planteuse de fée sortir des nourrissons de choux en cartons, artistiquement dessinés. Suivront près de mille films, sur dix-sept ans de carrière où Alice Guy, désormais directrice de production chez Gaumont, assure souvent tous les

rôles – réalisatrice, scénariste, habilleuse... Elle touche à tous les genres, le comique, le drame sentimental, le western, le «clip» musical avec des chansonniers comme Mayol ou Dranem, et même le péplum avec son «chef-d'œuvre», *la Vie du Christ* (1898), film en vingt-cinq tableaux, d'une longueur totale de trente-cinq minutes, très inhabituelle pour l'époque. Elle participe à toutes les innovations comme la colorisation et, surtout, le chronophone, ancêtre du parlant, qu'elle part introduire aux États-Unis en 1907. C'est le deuxième volet de sa carrière, qui la voit s'épanouir à New York, où elle est partie avec son mari, le réalisateur Herbert Blaché. Bien que jeune mère, elle ne renonce pas à sa passion, bien au contraire, et ce malgré la difficulté qu'elle éprouvera toujours à maîtriser l'anglais. Elle parvient même à fonder sa propre compagnie, Solax, implantée à Fort Lee (New Jersey) et considérée comme le studio le plus important aux États-Unis de l'ère pré-Hollywood. Mais en 1921, en instance de divorce, alors que Solax a été en partie endommagé par un incendie, elle décide de rentrer en France.

Commence alors une période sombre, qui s'étirera jusqu'à la fin de sa vie, en 1968. Sombre car Alice Guy, avec deux enfants à charge, ne parvient pas à trouver de travail. On ne l'a pas seulement oubliée: alors que paraissent les premières histoires du cinéma, son œuvre est effacée ou attribuée à d'autres, acteurs ou assistants qu'elle a employés, comme Feuillade. Même Gaumont, qui publie l'histoire de sa maison, la passe sous silence. Il promet des corrections pour la seconde édition – et des brouillons prouvent qu'il entendait tenir sa promesse – mais il meurt en 1946, avant la parution prévue du volume, qui ne verra jamais le jour.

Comprenant que le cinéma lui a désormais fermé ses portes, Alice Guy entre-

prend de se faire elle-même justice. Elle corrige les premières histoire(s) du cinéma qui paraissent, tente de récupérer ses œuvres, perdues, oubliées, éparpillées chez les premiers collectionneurs. Non signés, dépourvus de génériques, sans crédits ni copyrights, les films d'Alice Guy semblent ne plus exister que dans la mémoire de leur créatrice. En désespoir de cause, elle écrit ses souvenirs. Aucun éditeur n'en voudra. *L'Autobiographie d'une pionnière du cinéma* paraîtra à titre posthume chez Denoël, en 1976. Une préface de Nicole-Lise Bernheim ouvre le livre par ces mots: «Si j'étais née en 1873 [...] / Si j'avais travaillé chez Gaumont pendant onze ans [...] / Si j'avais été la seule femme metteur en scène du monde entier pendant dix-sept ans, / Qui serais-je? / Je serais connue, / Je serais célèbre, / Je serais fêtée, / Je serais reconnue. / [...] Qui suis-je? / Méliès, Lumière, Gaumont? / Non. / Je suis une femme.»

Encouragée par Léon Gaumont, qui sut lui confier d'importantes responsabilités, objet d'hommages appuyés signés – excusez du peu – Eisenstein ou Hitchcock, Alice Guy n'a pas tant été victime «des hommes» que des historiens du cinéma. Son effacement est l'exemplification même d'un déni d'histoire. Une femme peut réussir – et Alice Guy l'a prouvé avec éclat – mais à partir du moment où une pratique amateur devient une profession, un art et un enjeu commercial, elle n'a plus sa place dans la légende. Prenez Méliès. Lui aussi a été oublié, son œuvre effacée, tandis qu'il tombait dans la misère et survivait en vendant des bonbons devant la gare Montparnasse. Mais dès 1925, *l'Histoire du cinématographe de ses origines à nos jours*, par Georges-Michel Coissac lui redonnait sa place, qui ne fera dès lors que grandir. Le nom d'Alice Guy n'y est même pas mentionné. Georges Sadoul a attribué ses films à d'autres, Langlois l'a négligée, Toscan du Plantier, directeur de la Gaumont de 1975 à 1985, ne savait même pas qui elle était. Et la France, aujourd'hui, rechigne à diffuser *Be Natural*, documentaire passionnant et presque trop dense, tant le nombre d'informations, glanées pendant dix ans, peine à rentrer dans les 103 minutes du film. On se consolera avec les quelques films d'Alice Guy disponibles sur YouTube (1), dont l'hilarant *les Résultats du féminisme* (1906), qui inverse les rôles de genre. Edifiant. ♦

(1) On trouvera aussi sur YouTube *le Jardin oublié: la vie et l'œuvre d'Alice Guy-Blaché* (1995), documentaire de Marquise Lepage. À mentionner également, le prix Alice-Guy, qui a récompensé cette année *Un amour impossible*, de Catherine Corsini.

Cette chronique est assurée en alternance par Serge Gruzinski, Sophie Wahnich, Johann Chaptout et Laure Murat.

LIVRES/

Astrid Lindgren,
dans les années 80.
PHOTO AKG-IMAGES.
NORDICPHOTOS

Astrid Lindgren, l'effificace

Par
CLAIRE DEVARRIEUX

Elle est née à Stockholm en 1941 pour aider une enfant alitée, la fille d'Astrid Lindgren, à s'ennuyer moins. Elle s'appelle en suédois Pippi Långstrump, à savoir Pippi les longues chaussettes, ce qui passe mal en français, langue pour laquelle elle est devenue Fifi Brindacier. Les petites Françaises des années 70 l'ont adorée sous forme d'héroïne de feuilleton télévisé, mais n'ont pas forcément lu ses aventures, parues en fanfare à partir de 1945, et traduites au début des années 50 de façon édulcorée. Sans doute les pédagogues de l'Hexagone préféraient-ils la production plus consensuelle d'Enid Blyton, où les enfants étaient certes autonomes, mais pas aussi excessifs que Fifi.

Alain Gnaedig, qui signe aujourd'hui la traduction d'une excellente biographie consacrée à Astrid Lindgren et évoque sa « dette » envers « la grand-mère "morale" de la Suède », a retraduit pour Hachette en 1995 l'histoire de « la petite fille la plus forte du monde ». Fifi soulève un cheval, tient tête aux adultes, a

Révelée grâce au succès de Fifi Brindacier, son espiègle héroïne à la force surhumaine, la romancière suédoise, devenue riche après maintes vicissitudes, n'a cessé d'embrasser la cause des enfants, comme le raconte une excellente biographie.

toujours le dernier mot, fait absolument ce qu'elle veut, y compris des bêtises, y compris à l'église. Elle traduit en actes « la volonté de puissance » que Bertrand Russell décelait chez les enfants : Astrid Lindgren, qui a inventé Fifi et bien d'autres personnages, avait lu *De l'éducation* du philosophe anglais. Pour elle, Fifi « était un petit superman dès le début, forte, riche, libre et indépendante ».

«FRANCHISE INCROYABLE»

Et elle, la reine Astrid, quelle superwoman était-elle ? Astrid Lindgren (1907-2002), une fois devenue à 37 ans un auteur pour enfants, ce qu'elle ne souhaitait pas jusqu'alors

(ni être écrivain, ni être un écrivain jeunesse), a fait les choses correctement et intelligemment, ainsi qu'elle le faisait toujours. Bonnier, le grand éditeur, ayant refusé son livre parce qu'il le trouvait, en tant que père de famille, « bien trop osé et compliqué », Lindgren a lié son sort à une maison plus modeste, que le succès de Fifi et consorts allait renflouer. Là, elle rencontre une editrice dotée d'une quantité de casquettes très utiles : cette dame est bibliothécaire, gérante d'un théâtre, membre de jurys, et critique littéraire, le tout au service du public enfantin. Et sous chacune de ces casquettes, elle assure la promotion d'Astrid Lindgren. Disposer d'un réseau si on n'a pas de talent ne sert à

rien. Lindgren avait du talent, elle eut aussi celui de le faire fructifier, à la radio, au théâtre, au cinéma, pas seulement dans les librairies.

Elle écrivait le matin, passait l'après-midi à la maison d'édition où très vite elle a dirigé le département jeunesse et rapportait chez elle le soir des manuscrits à lire. Elle savait tout faire : mettre vingt kilos d'œufs en conserve pendant la guerre et s'enthousiasmer pour les livres d'autrui. Témoignage de sa fille : « Pour Maman, c'était une évidence de travailler sans stress et sans effets de manche, elle était capable de passer sans efforts d'une tâche à l'autre, répondre au courrier, être editrice en chef et s'occuper de la maison, faire les lits, ranger après le

petit-déjeuner, faire la vaisselle aussi machinalement que s'il s'agissait de se brosser les dents, et le tout avec la même rapidité et la même efficacité. » N'importe quelle mère de famille, direz-vous, accomplit cet exploit chaque jour.

Dans le cas d'Astrid Lindgren, il est à noter qu'elle n'imposait pas le même rythme à ses enfants, contrairement à ce qu'elle-même avait vécu, fille des métayers du presbytère de Vimmerby (3500 habitants, Suède), contrainte comme son frère et ses sœurs d'aider à la ferme avant et après l'école. D'autre part, si les journées ont 24 heures et pas une de plus, Lindgren avait, pour contourner ce problème, une technique que peu d'écrivains ac-





«J'ai peur de l'argent, je ne veux pas du pouvoir qu'apporte l'argent, car il corrompt autant que le pouvoir politique.»

Astrid Lindgren

«cécité» est tout aussi exagérée.» Voilà ce que c'est d'être mondialement célèbre. On s'intéresse à votre personne au point de colporter des fake news, et on finit par être l'objet d'une biographie si réussie que les lecteurs se gavent de détails.

Les aventures de Fifi Brindacier se sont vendues à 56 millions d'exemplaires, et ont été traduites dans 65 langues (Tintin a fait mieux, il a dépassé les 100). Astrid Lindgren, veuve en 1951 de celui qui lui avait donné son nom, avait fini par être riche – elle qui fut une jeune secrétaire sans le sou dans les années 20. On estime qu'elle a distribué des millions de couronnes à ceux qui lui demandaient une aide, un prêt, un financement. Lettre à une amie: *«Je vais te dire une chose: j'ai peur de l'argent, je ne veux pas d'argent, je ne veux pas un tas de trucs et de biens, je ne veux pas du pouvoir qu'apporte l'argent, car il corrompt autant que le pouvoir politique. Mais je pense que personne, qui que ce soit, ne doit avoir besoin de voler pour avoir de quoi payer ses impôts.»* C'est l'année, 1976, où Lindgren mène campagne contre la politique fiscale du gouvernement (laquelle a conduit Bergman à s'exiler). Les sociaux-démocrates, au pouvoir depuis cinquante ans, vont en perdre les élections. Par la suite, pionnière de l'écologie moderne, Lindgren mène un autre combat, pour améliorer le sort des animaux d'élevage.

Mais c'est bien sûr la cause des enfants qui a l'a retenue tout au long de sa vie. *«L'avenir du monde se décide dans les chambres des enfants, rien n'est plus certain que cela»*, écrit Astrid Lindgren en 1952, car dans les chambres d'enfants se fabriquent les tyrans. Dans son *«Journal de guerre»*, tenu en fait pendant vingt ans, jusqu'en 1961, la romancière collait des coupures de presse, donnait des nouvelles du monde et de la famille Lindgren, prenait des notes sur les dictateurs, sur le comportement déviant de ceux qui ont juré la perte de leurs concitoyens.

Son biographe, Jens Andersen, écrit que *«Fifi puise ses racines dans les horreurs de la Seconde Guerre mondiale et dans le dégoût d'Astrid Lindgren pour la violence, les démagogues et les idéologies totalitaires»*. Fifi Brindacier n'emploie jamais sa force pour écraser son prochain, elle ne l'utilise qu'à bon escient, essentiellement pour rire.

Astrid Lindgren, enceinte à 18 ans, avait dû accoucher au Danemark et laisser son fils, Lars, à une nourrice. Celle-ci était par chance une femme magnifique. Le petit garçon avait 3 ans quand Lindgren le récupéra, et il pleurait parce qu'il avait très bien compris qu'il changeait de foyer. *«C'est peut-être à cause de ces sanglots que j'ai si fortement pris le parti des enfants dans toutes les circonstances»*, dira Lindgren plus tard. Le père était le rédacteur en chef du journal de Vimmerby où elle était stagiaire. Le biographe fait de cet épisode la clef de l'œuvre. De même, le film *Astrid* qui vient de sortir se concentre exclusivement sur la préhistoire d'Astrid et ses affaires de mère célibataire.

«LÉGITIME DÉFENSE»

Après avoir ignoré l'existence de leur petit-fils, les parents d'Astrid Lindgren vont le prendre en pension quelque temps. Ces parents, les Ericsson, n'étaient pas n'importe qui. La mère, très sévère, était aussi très intelligente. Astrid Lindgren s'entendait mieux avec son père. *«Je fais partie de ces parents malheureux qui ne frappent jamais leurs enfants, sauf en cas de légitime défense»*, dit un père dans un roman des débuts, *Christine et moi*. Mais on n'explique pas un écrivain par ses parents, ni même par ses enfants. Pourquoi l'œuvre d'Astrid Lindgren est-elle pleine d'orphelins, et ne craint pas le malheur et le deuil? *«Les enfants ont besoin d'être émus par l'art»*, estimait-elle. Elle n'avait pas de théorie, ni de conseils à donner. Réponse à une question de journaliste: *«Je ne sais pas s'il y a besoin de trucs, ou alors, le seul truc, c'est de bien se souvenir de son enfance.»* Elle disait encore *«écrire pour l'enfant qui est en elle»*, précise son biographe. Jusqu'à la fin de sa très longue vie, on lui a demandé ce qu'était un livre pour enfants réussi. *«Il faut qu'il soit bon. Je vous assure que j'ai longuement réfléchi à la chose, mais je n'ai pas trouvé d'autre réponse: il faut qu'il soit bon.»* ♦

JENS ANDERSEN
ASTRID LINGDREN,
UNE FIFI BRINDACIER
DANS LE SIÈCLE Traduit
du danois et du suédois par
Alain Gnaedig. Gaïa, 476 pp., 24 €.

quièrent: elle écrivait ses romans – un par an à partir de 1944 – en sténo. Elle ne les dactylographiait que lorsqu'ils étaient au point, d'où des tapuscrits ultra propres qui ne font pas l'affaire des chercheurs à l'affût des repentirs, ajouts et corrections. Six cents blocs sténo sont à leur disposition.

Il existe de multiples manières de ne pas perdre de temps: Astrid Lindgren utilisait certaines, peut-être même toutes. Témoignage d'un journaliste, en 1949, qui croyait tomber sur une matrone: *«Elle a l'air de la femme d'affaires efficace qu'elle est en réalité, assez grande, mince, blonde, avec le rire facile. Mais ce qui frappe lorsque l'on parle avec elle, c'est sa franchise incroya-*

ble.» Tout est plus simple et va plus vite quand on dit la vérité. Entretenant une correspondance assidue avec une amie allemande – une sommité dans un organisme de la jeunesse –, dont elle appréciait la culture, le regard sur ses textes mais pas la passion envahissante, Lindgren lui écrivit que *«toutes les formes d'amour ont le droit d'exister»*, mais que pour sa part, elle était *«absolument hétérosexuelle et même pas un tout petit peu bisexuelle»*.

JEUNE SECRÉTAIRE SANS LE SOU

Interrogée en 1976 sur la manière dont elle vivait sa vieillesse, Lindgren, 68 ans, toujours mince et vive, toujours franche, répondit: *«Tant*

que je travaille encore comme d'habitude, tant que je suis en bonne santé, tant que je peux courir cent mètres sans être particulièrement essoufflée, alors je refuse de me sentir vieille.» Septuagénaire, elle était encore capable de grimper dans un arbre si ça pouvait faire plaisir à un photographe. Et s'il est vrai qu'une dégénérescence maculaire l'a contrainte, octogénaire, à faire appel aux services d'une assistante, elle envoya un rectificatif au lointain journal de Hambourg qui avait annoncé qu'elle était aveugle: *«Je crois que c'est Mark Twain qui a dit: "Les nouvelles de ma mort sont très exagérées." Après avoir lu l'article saisissant paru le 30 novembre, je tiens à dire que la rumeur de ma*

LIBÉ WEEK-END

Chaque samedi, dans *Libération*, retrouvez huit pages spéciales consacrées à l'actualité littéraire. Cette semaine, le dénouement du projet monumental d'une *Histoire des traductions en langue française* avec la parution du dernier volet, dédié au XX^e siècle, par Verdier, la maison d'édition de Lagrasse (Aude) qui fête ses 40 ans cette année. PHOTO XXXXXXX

LIVRES/



Le livre est une illustration parfaite du terme arabe *al-sumūd*, la capacité à tenir bon, la résistance. PHOTO ALTAIR ALCANTARA

Palestine, passage de témoins

Pour que la mémoire de 1948 et de leur peuple ne se perde pas, un ouvrage rassemble des récits de Palestiniens qui ont connu la création de l'Etat d'Israël.

Plus le temps passera, moins l'on parlera des Palestiniens. Ce peuple au territoire occupé par Israël, dont une bonne partie est réfugiée dans les pays environnants, perd chaque jour davantage de la visibilité, de la voix, de l'espérance. La loi de l'Etat-nation juif qui, le 19 juillet, a gravé dans le marbre le caractère juif de l'Etat hébreu, a achevé d'éteindre les derniers espoirs de ceux qui avaient encore foi en une Déclaration d'indépendance d'Israël qui proclamait l'égalité des droits pour tous ses citoyens, juifs et non juifs.

Et puis les derniers témoins de la *Nakba* (la «catastrophe», comme les Palestiniens qualifient la création d'Israël en 1948) vont bientôt disparaître. Et même si l'histoire familiale se transmet de génération en génération, avec la clé de la maison perdue, le fil direct de cette mémoire risque de se distendre, voire, un jour, de rompre. D'où l'importance de ce livre, *Palestine : mémoires de 1948, Jérusalem 2018*, qui rassemble dix-huit témoignages d'hommes et de femmes ayant pour la plupart vécu cette période : ils

nous parlent de la coexistence qui prévalait en Palestine avant 1948, de la guerre, de l'exil, et de la difficulté à s'adapter à un nouveau territoire, une nouvelle vie, une nouvelle réalité.

«**Transparents.**». «Ce voyage dans la mémoire de Palestiniens ne nous dit assurément pas toute l'histoire de la Palestine, mais il met à bas, et sous une forme vivante, un mythe encore tenace : celui d'une terre aride, abandonnée, parcourue par quelques chameliers, que les nou-

veaux Hébreux allaient faire fleurir ; celui d'un désert transformé en verger ; écrit dans la préface le médecin humanitaire Rony Brauman, militant de longue date de la cause palestinienne. Il nous rappelle qu'il existait une société palestinienne, au-delà d'une population clairsemée, avec sa bourgeoisie et ses paysans, ses notables, ses intellectuels, ses ouvriers que le grand récit sioniste s'efforce de rendre transparents.»

Ce livre est une illustration parfaite du terme arabe *al-sumūd*, la capacité à tenir bon, la résistance, comme le raconte la chercheuse de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) Palestini Naïli. «De la volonté de réussite individuelle pour assurer la survie familiale malgré la dépossession à l'engagement militant dans la résistance palestinienne, *al-sumūd* se fonde avant tout sur la volonté de ne pas être une victime qui subit son sort», écrit-elle.

Tamam al-Ghul, par exemple, 80 ans, a grandi à Silwan, à deux pas de la vieille ville de Jérusalem, un lieu brigué aujourd'hui par les colons israéliens. Celle que sa famille appelle très vite Um el-Kheir («mère de la bonté» en arabe) a eu la chance d'avoir des frères qui ont poussé à sa scolarisation. Sa mère s'était d'ailleurs préoccupée de ses fils, tous envoyés à l'université. «Moi, j'étais la petite dernière et les filles, à l'époque, étaient mariées très jeunes ; leur payer des études, c'était de l'argent gaspillé. Je n'étais pas d'accord avec cette vision des choses. Et j'ai mis beaucoup de temps et d'énergie à démontrer que c'était un tort, raconte-t-elle. [...] J'étais déscolarisée lorsque mon frère Mahmoud est passé nous voir à Jéricho. Il était hors de lui. "La place d'Um el-Kheir est à l'école !" a-t-il lancé à notre mère en me prenant par la main pour m'y emmener immédiatement. Et à partir de cet instant, il est devenu mon héros car je voulais apprendre coûte que coûte !» Tamam al-Ghul finira par jouer un rôle important dans les plus hautes instances décisionnaires jordaniennes et dans les organisations internationales.

Vie quotidienne. Samira Khbais Khoury, 89 ans, fait partie de ces «Palestiniens de 1948» que les Israéliens appellent «Arabes israéliens». «Mieux vaut mourir de faim chez soi que d'être un réfugié qui ne sait où s'arrêter», a déclaré son père à la création d'Israël alors que sa ville de Nazareth, en Galilée, devenait territoire israélien. Il est donc resté sur sa terre, avec toute sa famille. «Après 1939, nous avons vu arriver à Nazareth un groupe important de quelques centaines de jeunes femmes polonaises. Je savais qu'elles étaient menacées de mort par les Allemands en Pologne et qu'elles venaient se réfugier en Palestine, se souvient-elle. [...] Sincèrement, je ne connaissais pas leur religion. A Nazareth, personne ne posait de question sur l'appartenance confessionnelle de son voisin, ce n'était pas une marque d'identité comme aujourd'hui et ça l'était d'autant moins que nous avions coutume de participer à toutes les fêtes religieuses.»

C'est ce qui fait la force de ces témoignages, ils parlent de la grande histoire comme de la vie quotidienne, des peurs comme des rêves, des malheurs comme des bonheurs.

ALEXANDRA SCHWARTZBROD

«J'étais la petite dernière et les filles, à l'époque, étaient mariées très jeunes ; leur payer des études, c'était de l'argent gaspillé. Je n'étais pas d'accord avec cette vision des choses.»

Tamam al-Ghul, 80 ans, originaire de Silwan

CHRIS CONTI
ET ALTAIR ALCANTARA
PALESTINE : MÉMOIRES DE 1948, JÉRUSALEM 2018
Hesperus Press, 195 pp., 28 €.



Signature Pierre Bergounioux (photo), qui a eu 70 ans le 25 mai, est sur tous les fronts. Juste après avoir écrit pour Gallimard un «tract», *Faute d'égalité*, il publie *Hôtel du Brésil*. Paraissent aussi *Lundi* (Galilée) et *le Corps de la lettre* (Fata Morgana). Un volume d'études lui est consacré, *Pierre Bergounioux, le présent de l'invention*, aux éditions Passage(s). Il en parle aux Cahiers de Colette le 7 juin à 18 heures. PHOTO C. HÉLIE, GALLIMARD
Cahiers de Colette, 23-25, rue Rambuteau, 75004.



Circuit La romancière malaisienne Shih-Li Kow (photo) est en France pour une série de rencontres. Elle présente *la Somme de nos folies* (Zulma), prix du Premier Roman étranger 2018, ce jeudi à 20 heures à la librairie l'Attrape-Cœurs à Paris (4, place Constantin Pecqueur, 75018), puis le 7 juin à 17 heures à la librairie Au Temps Lire, à Lambersart dans le Nord (404, avenue de Dunkerque). Elle participe au festival Étonnants Voyageurs à Saint-Malo du 8 au 10 juin. PHOTO DR

Droit d'asile, centre de la tension

Catherine Teitgen-Colly retrace l'évolution de cette notion, de la Déclaration des droits de l'homme de 1948 à nos jours.

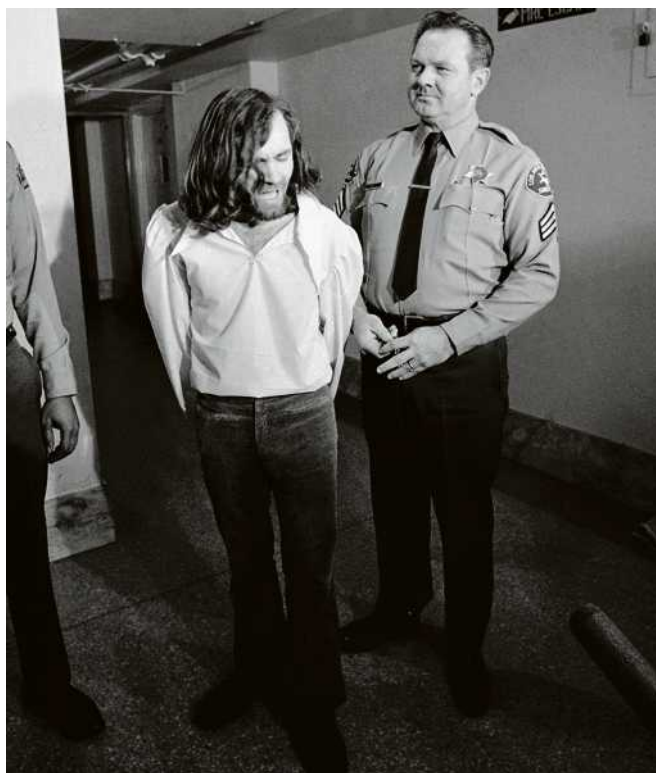
C'est sur une citation des *Suppliants*, la pièce d'Eschyle, que s'ouvre ce «Que sais-je?» sur le droit d'asile, un livre dans lequel il est question de fantasmes. Les récits mythologiques grecs inventent l'asile et lui donnent son nom. L'auteure, la juriste Catherine Teitgen-Colly, montre chiffres à l'appui que parler de «*bombe migratoire*», pour qualifier les années 2015 et 2016 en Europe, relève de la peur plus que de la raison. Des pics de demandes d'asile furent atteints voici presque trente ans, après l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. Le démographe François Héran, titulaire depuis 2018 de la nouvelle chaire «Migrations et sociétés» du Collège de France, l'a dit aussi lors de sa leçon inaugurale. Depuis quatre ans, à cause du «règlement Dublin III» et de l'absence de solidarité des autres pays, les Etats aux frontières extérieures de l'Union européenne ne parviennent pas à assumer l'ampleur des arrivées. C'est dans ce contexte que la chancelière Angela Merkel a prononcé le fameux «*Wir schaffen das*» («on y arrivera») et que l'Allemagne est devenue le premier pays d'asile en 2016.

Catherine Teitgen-Colly retrace les étapes de la construction du droit d'asile contemporain. Elle débute au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1948 consacre le droit d'asile comme un droit de l'homme, mais cette déclaration n'a pas de valeur juridique, uniquement une valeur morale. En 1951, la Convention de Genève s'appuie sur le nouveau Haut Commissariat pour les réfugiés et devient «la pierre angulaire de la protection internationale». Au même moment, les droits nationaux s'adaptent pour appliquer les règles internationales du droit d'asile, à ne pas confondre avec le droit à l'asile. Dans les mots gît la discordance : «réfugié» ou «dignité» supportent plusieurs interprétations. Il ressort de ce texte que le temps de la «reconstruction» du droit d'asile est venu et que rien de raisonnable ne se fera sans les voisins, c'est-à-dire sans l'Europe.

VIRGINIE BLOCH-LAINÉ

CATHERINE TEITGEN-COLLY
LE DROIT D'ASILE

«Que sais-je?» P.U.F., 128 pp., 9 €.



Charles Manson, le 11 mars 1970 à Los Angeles. PHOTO WALLY FONG

Charles Manson, tout à trash

Durant six ans, le journaliste Nuel Emmons a pu recueillir les confessions inédites du gourou responsable d'une série de meurtres à l'été 1969.

À l'annonce du décès (de cause naturelle) de Charles Manson, à 83 ans, le 19 novembre 2017, un frisson d'effroi court le long des échine, à travers le monde. C'est que Charles Manson demeure un canif ouvert, sanguinolent, dans le contrat social universel. Charles Manson, est-il besoin de le rappeler, est la tête de pont de la «Manson Family» dont sept membres ont commis, entre fin juillet et début août 1969, une série de meurtres d'une violence dantesque, dans les beaux quartiers de Los Angeles. La victime la plus célèbre était la sublime actrice Sharon Tate-Polanski, enceinte de huit mois et poignardée seize fois. Son sang a servi à inscrire le mot «PIG» (cochon) sur la porte du 10050 Cielo Drive où elle vivait avec son mari Roman Polanski – qui se trouvait à Londres

ce jour-là. Manson n'a pas directement participé à ces carnages mais en a été tenu pour instigateur, d'où condamnation à mort – ensuite commuée en prison à vie. La sidération reste intacte, réitérée par Quentin Tarantino à l'occasion de son récent *Once Upon a Time... in Hollywood* qui a pour toile de fond les tueries de 1969 : «J'ai fait beaucoup de recherches sur le sujet. Comment Charles Manson a-t-il réussi à manipuler ces jeunes hommes et jeunes femmes ? Plus on lit de choses, plus on se rend compte que cette histoire est obscure.»

Arrogance. La trajectoire de «Charlie» M. est de fait un réservoir (médiatique, artistique, fantasmagique, critique) inépuisable. Résultat, face à *Charles Manson par lui-même*, on hésite : OK, ce récit à la première personne est inédit et résulte de centaines d'heures d'entretiens, mais à quoi bon se fader 380 pages où, à tous les coups, l'historien se raconte pro domo vu son arrogance jamais démentie ? «De quoi, finalement, Charles Manson est-il le nom ? De qui est-il le héros ?

Il nous a semblé que ce livre détenait une partie des réponses», plaide l'éditeur en avant-propos, après une préface fiévreuse de Simon Liberati – «Tous les hommes perdus s'appellent Charles Manson», s'enflamme l'auteur de *California Girls*, roman qui évoque la «Famille Manson». Ce qui est certain : le journaliste Nuel Emmons a fait du très bon boulot. De ses rencontres avec Manson, de 1979 à 1985, dans des conditions compliquées (enregistrement souvent interdit, «client» caractériel), le journaliste américain tire un récit à la fois fluide et vif, incarné, précis. Emmons a eu accès à Manson pour l'avoir connu comme codétenu mais son opportunisme n'est pas sensationnaliste. Dans le sillage de Manson, il opère une plongée minutieuse dans la matrice du délire, ne se vautre pas dans les flaques carmin de Cielo Drive. Et Manson fait son show, provoque, ricane, mais joue le jeu du «cartes sur table». Charles Manson a explosé à la face de l'Amérique façon astre noir alors qu'il avait d'emblée tout du *loser* que la société allait broyer : enfant négligé par sa mère célibataire, placé dans une institution dès l'adolescence, enfer pour poids plume («Si je m'étire suffisamment en soulevant mes pieds, je peux atteindre un mètre soixante-quatre»). La suite est classique : fugues, larcins, montée en puissance dans la délinquance, emprisonnement répété. Sauf que Manson est à l'évidence intelligent et en profite pour enrichir son «capital de ruse et d'expérience». C'est ce savoir qui va télescoper l'époque, le trip Peace and Love and LSD, quand il sort de la prison Terminal Island en 1967, à 32 ans.

Combi. Manson n'a peur de rien, calcule le monde qui l'entoure en moins de deux, prône l'implosion d'une société ultracorsetée, est mu par une fièvre qu'atteste son regard : on comprend que le combo en ait convaincu plus d'un (surtout plus d'une, la «Famille» avait tout du harem) de grimper dans son combi Volkswagen puis de s'installer dans le désert. Sachant que Manson le rebelle reste, quand ça lui chante, bien dans les clous du patriarcat : «Je considère les épouses et les mères comme plus dignes de confiance que les pères, mais à l'arrivée, la vanité des femmes, qui ont besoin d'être jolies, aimées et acceptées, prend le pas sur leur devoir d'épouse dévouée et de mère attentive.» Il ne regrette rien des meurtres – sauf, sur le coup, que les tueurs soient «revenus de leur expédition avec moins d'une centaine de dollars en liquide». Ne pas avoir fait de carrière musicale, en revanche, lui reste en travers de la gorge. Et le mythe du gourou maléfique lui pèse, «un fardeau» : «Je n'ai jamais été rien d'autre qu'un voleur raté qui se faisait gauler à chaque fois qu'il piquait quelque chose.» Renvoyer la société à son impuissance : l'ultime doigt d'honneur de Manson.

SABRINA CHAMPENOIS

NUEL EMMONS (propos recueillis par)
CHARLES MANSON PAR LUI-MÊME
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Laurence Romance. Séguier «L'Indéfinie», 384 pp., 19,90 €.

Gouaille d'or

Assa Sylla Révélée dans «Bande de filles», l'actrice parisienne épate dans la série de France TV «Skam».



L evée à 4 heures pour se sustenter en ce mois de ramadan, elle débarque comme une fusée. Dans la cosue brasserie Barbès de la capitale, Assa Sylla nous claque une bise franche, ose un tutoiement rapide, s'attable et se farde pour le shooting. Depuis février 2018, la Parisienne de 23 ans joue le rôle d'Imane, une lycéenne, dans la série pour ados *Skam*, sur la plateforme France TV Slash. Personnage principal de la saison 4 d'une fiction jusque-là timide, elle lui injecte une étoffe politique qui cartonne chez les 15-20 ans. «C'est sûrement la première fois qu'une jeune fille noire, musulmane et voilée est l'héroïne d'une série du service public», résume-t-elle.

Sur Instagram, où elle compte 112 000 abonnés, beaucoup la surnomment «Queen Imane». A raison. On l'observe poser pour la photo avec une facilité déconcertante, le port altier, boucles d'oreilles étoilées, chemise en jean et slim noir sur des gambettes aussi interminables que ses tresses. «C'est ouf, je reçois des centaines de messages par jour», s'esclaffe la bibe-ronnée aux réseaux sociaux, dégainant son téléphone dont on peine à percevoir le fond d'écran tant les notifications s'accumulent. Des internautes lui confient même avoir converti

leurs «parents pas ouverts d'esprit» à la série. Derrière le succès presque trop lisse de ce show oecuménique, elle n'élude pas certaines limites. «La scène où j'interromps ma prière pour aller manger un croissant : peu probable dans la réalité.»

Naïvement, nous avions mêlé les êtres de chair et de fiction. Mais Assa Sylla arbore un caractère aussi volubile et affable que son personnage s'avère discret et tourmenté, confronté au regard des autres, au fossé entre générations, à la séduction

contenue. Leur point commun : devoir concilier le bouillonnement de la jeunesse et la foi.

Dès ses 17 ans, cette problématique s'impose. En 2013, elle accompagne ses copines, repérées à un casting sauvage, pour le film de Céline Sciamma *Bande de filles*. «Je leur ai dit : "Vous croyez que vous, vous allez jouer dans un film ?"» Le cinéma français lui est aussi peu familier qu'une ZAD pour Patrick Balkany. Mais elle valide les étapes successives, avec le naturel de ceux qui n'ont rien à perdre. Un jour, alors en stage chez le grossiste alimentaire Métro dans le cadre de son bac pro-vente, elle reçoit un coup de fil de la directrice de casting. Sur les 400 filles rencontrées, elle est choisie pour jouer Lady, la leadeuse au fort caractère. Explosion de joie.

LE PORTRAIT

Vite minée : l'élue est mineure. Convaincre sa mère au foyer et son père agent de nettoyage, des immigrés mauritaniens et musulmans pratiquants, relève presque de l'impossible. La productrice s'invite dans l'appartement familial de la rue de la Goutte-d'Or, dans le XVIII^e, comme un prétendant vient demander la main de la fille au paternel. Deux heures plus tard, il accepte. Un an après, la voilà sur la Croisette. Avec, en prime, une présélection au César de l'espoir féminin. Elle narre ce récit fondateur avec entrain. Évoque un tournage merveilleux, «entre copines», un rôle «simple». «Je n'avais rien à voir avec Lady, mais je connais bien ce genre de fille.» Elle déchantait rapidement. Les mois qui suivent, elle incarne la boxeuse Aya Cissoko dans le téléfilm *Danbé, la tête haute*. Pas sportive pour un clou, elle suit des cours de boxe intensive. Doit les concilier avec la préparation du bac et la promotion de *Bande de filles*. Épuisement moral et physique. «J'ai cru que je n'y arriverais jamais.» Puis les castings se raréfient. Les productions ne la contactent que pour des profils stéréotypés. Elle ne compte plus celles qui spécifient «une femme noire de cité». La jeune bachelière, qui troque ses études pour la comédie, accepte ces petits rôles, comme celui de la complice de Youssouf Fofana, du «gang des barbares», dans *Tout, tout de suite*, de Richard Berry.

En 2018, la lumière cannoise l'éclaire à nouveau. Elle défile avec les quinze actrices métisses témoignant dans l'ouvrage collectif *Noire n'est pas mon métier*, dirigé par la comédienne Aïssa Maïga. Au milieu d'histoires crues, la benjamine «optimiste» intitule la sienne «Soulever l'espoir». De l'espoir face à la sous-représentation, l'invisibilité, le constant rappel aux origines. La solution : «Traiter le mal à la racine : que les scénaristes prennent conscience qu'on existe, et que le public nous aime.» Son rôle idéal ? «Celui qui n'aura pas été écrit exprès pour une femme noire !» Le parcours sera sinueux. La «grande famille» de jeunes acteurs, à laquelle elle est «fière d'appartenir», demeure largement blanche. «Sur les premières saisons de *Skam*, elle était étonnée. Elle manque cruellement de confiance en elle», observe David Hourrègue, le réalisateur de la série. «Jouer avec des Blancs me met la pression, je dois doubler d'efforts», explique-t-elle.

Une crainte qui remonte à la troisième. D'un côté, ses copains de quartier la traitent de «Bounty» (injure qui signifie «noir» à l'extérieur et «blanche» à l'intérieur) car elle fréquente un collège public huppé à Montmartre, l'un des seuls à proposer l'option danse. De l'autre, sa professeure principale refuse de l'orienter en filière générale, elle qui se projetait en... journaliste. Ce sera le lycée professionnel Edgar-Quinet, dont elle abhorre les stages de vente. Trop noire pour les uns, pas assez pour les autres. Coincée entre deux mondes. En témoigne son rapport aux scènes dénudées. «J'accepte une doublure et une belle lumière», confie-t-elle en remontant ses lunettes de myope. Pas de lentilles sur les tournages : «Ça m'arrange de voir flou.» Afficher sa vulnérabilité, oui, jusqu'à un certain point. Sur sa vie amoureuse, sourire gêné : «C'est compliqué.» L'argent : «Euh.» La politique : «Je suis très heureuse d'avoir voté pour une des 34 listes aux européennes !» Discrète, par peur de mal ou de trop dire. Elle lâche finalement un cathartique : «Évidemment que je suis de gauche !» Avant *Skam*, elle avait repris une formation à la Poste. Depuis, «Imane, c'est le rôle de [sa] vie».

Sa vie, c'est aussi un quotidien paisible avec des séries afro-américaines Netflix en intraveineuse. C'est, encore, ce décor immuable : le quartier Barbès, la rue de la Goutte-d'Or où elle emménage bambine. Avec ses trois sœurs et deux frères, fratrie dont elle occupe la quatrième place. Pas question, avant de se marier, de quitter le domicile parental. Pour le moment. Sa priorité, c'est de «surtout ne pas décevoir [sa] famille». Un jour, son père l'avait investie de la mission divine d'aller chercher le pain. Une voiture la percuta. La gamine de 12 ans vola sur des mètres. A la stupeur des passants, elle se releva, à peine sonnée et demanda : «Vous auriez pas vu ma pièce ?» ♦

Par **JULIE LASSALE**
Photo **FREDERIC STUCIN**